

ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE

2022

R a p p o r t d e g e s t i o n a u
C o m p t e f i n a n c i e r

SOMMAIRE

Introduction

1 - Les données issues de la comptabilité budgétaire

1.1 Les recettes budgétaires

1.1.1 Recettes globalisées

1.2.2 Recettes fléchées

1.2 Dépenses budgétaires

1.1.1.1 Dépenses de personnel

1.1.1.2 Dépenses de fonctionnement

1.1.1.3 Dépenses d'investissement

1.3 Solde budgétaire – variation de trésorerie

1.1.4. Résultat budgétaire

1.1.5. Variation de trésorerie et opérations en comptes de tiers

2 - Les données issues de la comptabilité générale

2.1 Résultat de l'exercice et principaux agrégats

2.1.1. Résultat comptable

2.1.2. Capacité d'autofinancement

2.1.3. Fonds de roulement

2.2 Produits de fonctionnement

2.3. Charges de fonctionnement

2.4. Immobilisations de l'établissement et financement de l'actif

Conclusion

3 - Focus

Focus 1 : évolution de la masse salariale entre 2021 et 2022

Focus 2 : recettes de l'hébergement étudiants en 2022

Focus 3 : activité restauration en 2022

Focus 4 : bilan financier inscriptions rentrée 2022/23

Focus 5 : les projets immobiliers

Focus 6 : les restes à payer

Introduction

Le présent rapport de gestion de l'École s'efforce d'analyser « sur un temps long » sa situation financière.

L'année 2022 est caractérisée à la fois par des tendances structurelles dessinées peu à peu et par des éléments conjoncturels, dont évidemment la pandémie et ses divers effets non encore achevés, ainsi que des charges extérieures dont l'augmentation du point d'indice, les mesures de revalorisation « bas salaires », les contraintes sur les contrats-doctoraux spécifiques normaliens (CDSN) et le glissement vieillesse technicité (GVT).

En terme de maîtrise des risques, les travaux de renforcement du contrôle interne comptable se sont poursuivis, pour répondre aux exigences de la certification des comptes, en particulier s'agissant de processus prioritaires comme le processus « opération de recettes pluriannuelles de recherche » et le processus « paie ».

De plus, dans la continuité des actions de fiabilisation de l'actif, un travail important sur l'inventaire a débuté lors du dernier trimestre 2022. Ces actions contribuent ainsi à la démarche du contrôle interne et financier permettant de fiabiliser les prévisions et de l'exécution budgétaire et comptable de l'École sur les années à venir.

L'année 2022 a également été marquée par la préparation du déploiement d'un nouvel outil de gestion financière et comptable SIFAC. La mise en œuvre de cette application informatique et les travaux entrepris devront être poursuivis sur 2023 notamment pour le suivi et les restitutions comptables comme budgétaires.

1 - Les données issues de la comptabilité budgétaire

1.1 Recettes budgétaires

L'article 205 du décret du 7 novembre 2012 dit « GBCP » limite les recettes budgétaires aux recettes encaissées durant un exercice donné, excluant ainsi les opérations d'ordre (reprises d'amortissement, produits de cessions d'actifs). En revanche les avances de trésorerie pour des projets pluriannuels y sont intégrées.

Le tableau d'exécution des recettes 2022 montre un niveau des recettes de l'établissement très satisfaisant, tant au regard de la tendance qu'au regard de la prévision. Les recettes exécutées 2022 représentent ainsi un montant de 133,3 M€.

| Recettes budgétaires 2022 | | | | | |
|---------------------------|---------------------------------|-------------------------|---|---------------------|----------------|
| Compte financier 2021 | Budget rectificatif N°2 de 2022 | Exécution au 31/12/2022 | Nature de la recette | Taux de réalisation | Variation 2021 |
| 105 042 905 | 106 694 925 | 106 045 337 | Recettes globalisées | 99% | 1 002 432 |
| 91 028 007 | 92 052 108 | 92 121 587 | Subvention pour charges de service public | 100% | 1 093 580 |
| 31 000 | 22 500 | 22 500 | Autres financements de l'Etat | 100% | -8 500 |
| 146 440 | 130 000 | 129 957 | Fiscalité affectée | 100% | -16 483 |
| 4 337 667 | 5 576 706 | 5 636 330 | Autres financements publics | 101% | 1 298 663 |
| 9 499 792 | 8 913 611 | 8 134 963 | Recettes propres | 91% | -1 364 829 |
| 24 307 965 | 25 993 142 | 27 236 974 | Recettes fléchées | 105% | 2 929 009 |
| 2 752 683 | 1 687 860 | 6 490 000 | Financements de l'Etat fléchés | 385% | 3 737 317 |
| 16 600 404 | 20 785 382 | 14 906 016 | Autres financements publics fléchés | 72% | -1 694 388 |
| 4 954 878 | 3 519 900 | 5 840 958 | Recettes propres fléchées | 166% | 886 080 |
| 129 350 870 | 132 688 067 | 133 282 311 | TOTAL DES RECETTES | 100% | 3 931 441 |

Les recettes augmentent de manière significative par rapport à 2021 (+3,9 M€), soit un niveau comparable aux évolutions des exercices précédents (depuis 2017), où les recettes ont augmenté de manière continue dans une fourchette comprise entre +4 M€ et +6 M€ par an. Le niveau d'exécution est excellent (100,4%), au regard des prévisions arrêtées en juillet 2022. Ce bon résultat est d'autant plus à souligner qu'il est réalisé dans un calendrier budgétaire de clôture, contraint par la bascule à SIFAC et compliquant, voire empêchant le dénouement de certains encaissements reçus seulement en décembre 2022.

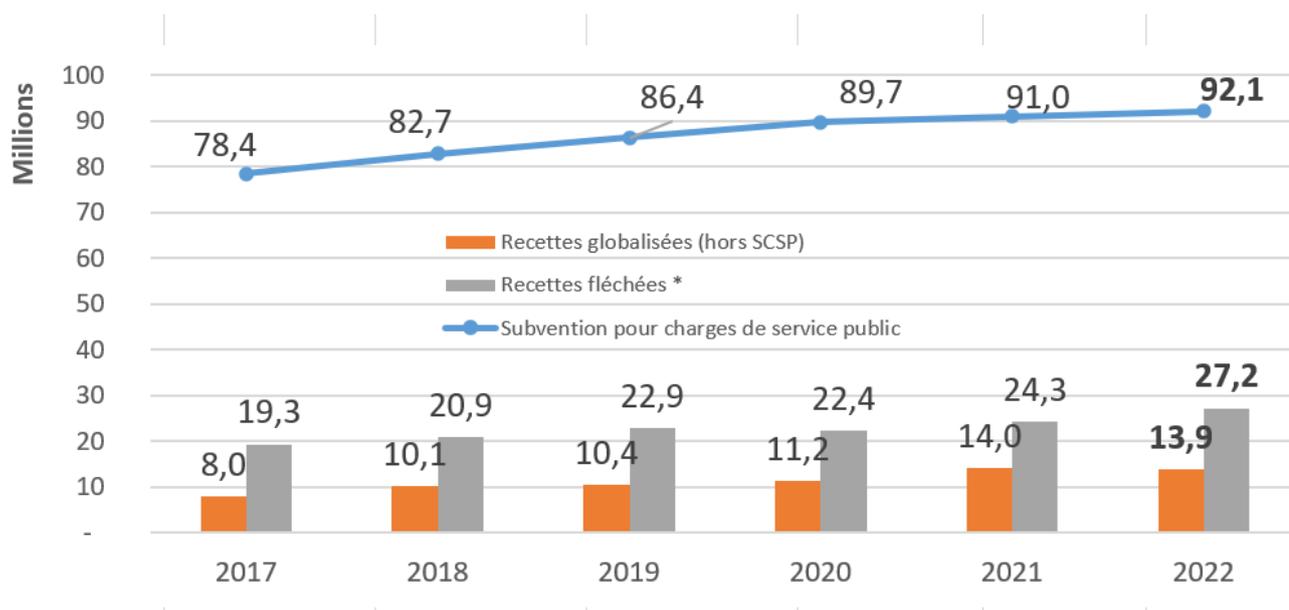
Cette hausse est répartie entre les recettes globalisées (+1 M€) et les recettes fléchées (+2,9 M€), détaillées ci-dessous. Il convient de relever le très bon taux sur les recettes globalisées¹ (>99%) et l'amélioration significative du taux d'exécution sur les recettes fléchées² (105%).

L'observation des recettes sur un temps long, présenté dans le graphique ci-dessous, donne des informations quant à la progression très significative des recettes de l'établissement : +26% depuis 2017. Cette progression concerne tant la subvention pour charges de service public (SCSP : +17%), que les ressources propres globalisées

¹ Recettes (ou dépenses) globalisées : activités générales de l'établissement.

² Recettes (ou dépenses) fléchées : activités liées aux contrats de recherche, au mécénat ou au contrat de plan État Région.

(+74%) ou les recettes fléchées (+41%). Entre 2021 et 2022, la progression concerne les recettes fléchées, ainsi que la subvention pour charges de services public (SCSP). Les recettes globalisées (hors SCSP) se maintiennent globalement au même niveau.



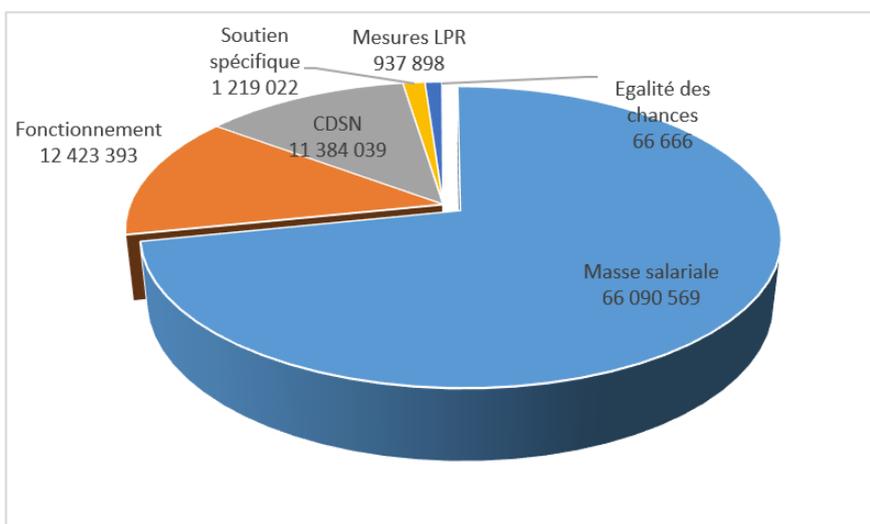
1.1.1. Les recettes globalisées

Elles représentent un montant de 106 M€ (contre 105 M€ en 2021 et 101 M€ en 2020), en hausse de 1 M€, soit 25% de l'augmentation des recettes (+1 M€ sur +3,9 M€). Cette évolution est due à l'augmentation de la SCSP de +1,1 M€. Sur les autres recettes, l'augmentation des recettes sur financement public de +1,3 M€ est compensée par une baisse des recettes propres de -1,4 M€.

Le taux d'exécution de 99% est inférieur à celui de 2021 (102%). Il représente une exécution de 0,6 M€ inférieure à la prévision. Il convient de souligner que le taux est excellent (>99%) depuis six exercices consécutifs.

Les recettes globalisées peuvent être analysées par nature et par origine de financement :

- **La subvention pour charges de service public :** La SCSP s'établit à 92,1 M€ en hausse de 1,1 M€. Cette hausse concerne principalement les différentes mesures LPR pour 486 K€, ainsi que les mesures bas salaire pour 407 K€. L'aide de 1,2 M€ versée en 2021 au titre des mesures Covid (soutien trajectoire financière et prolongation de contrat) a été reconduite en 2022, mais sous la forme de soutien au surcoût énergétique (700 K€) et à la compensation du reste à charge pour les concours (500 K€). Pour mémoire, le ministère n'a pas financé en 2022 la hausse du point d'indice, a partiellement financé les mesures bas salaire (341 K€ pour les élèves, pour un coût estimé à 862 K€) et des discussions



sont toujours en cours concernant la revalorisation des contrats doctoraux spécifiques normaliens (CDSN) qui n'ont pas donné lieu à des financements correspondants (+39 K€ entre 2021 et 2022 pour 411 contrats doctoraux)³.

➤ La fiscalité affectée et les autres financements de l'Etat :

Le montant de 130 K€ au titre de la fiscalité affectée correspond à la Contribution de vie étudiante et de campus (CVEC) perçue via le CROUS en fonction du nombre d'étudiants inscrits. Le montant est comparable à celui de 2021. Ainsi, 34 € par étudiant sont reversés à PSL pour financer les quatre services mutualisés supports en charge de la vie étudiante (Santé, Sport, Welcome Desk et Logement). Il est à souligner que désormais⁴ le premier versement de la CVEC pour l'année universitaire 2022/23 interviendra en janvier 2023 et non plus en décembre 2022.

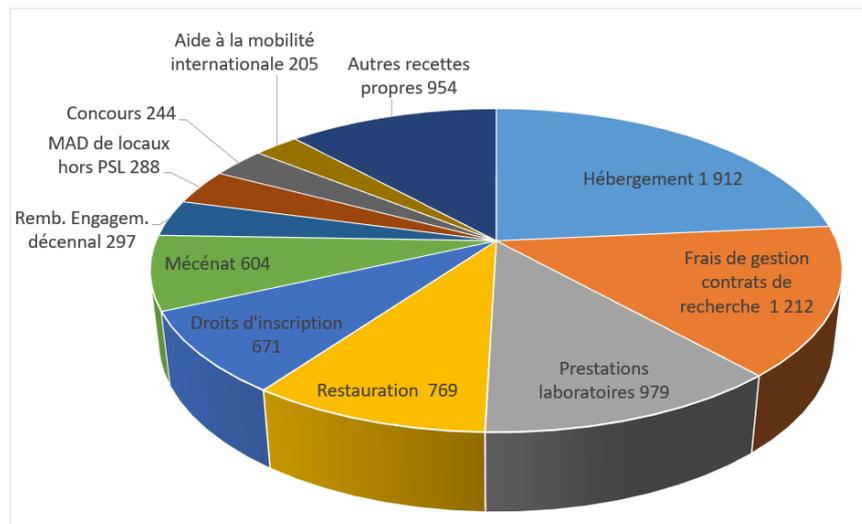
➤ Les autres financements publics :

Ces recettes ont été encaissées à hauteur de 5,6 M€ soit une hausse de +1,3 M€ par rapport à 2021, pour une exécution de 101%. Cette évolution s'explique principalement par l'évolution du préciput ANR (+880 K€) et par le surcoût d'infrastructure versé par le CNRS (+606 K€), qui était en diminution l'année précédente.

➤ Les recettes propres :

Les ressources propres ont été réalisées à hauteur de 8,1 M€ soit une baisse de -1,4 M€ par rapport à 2021, pour une exécution de 91%. Deux facteurs expliquent majoritairement cette évolution : les recettes de mécénat sont en diminution de -807 K€ en raison d'un transfert progressif vers les recettes fléchées afin de suivre les recommandations des commissaires aux comptes, -607 K€ sur les recettes de mise à disposition de locaux (hors PSL), en raison principalement de recettes exceptionnelles perçues en 2021.

Les autres variations se compensent entre elles. Les hausses de recettes concernent le restaurant (+217 K€), les subventions pour aides à la mobilité internationales (+175 K€) et les prestations de laboratoires (+133 K€). Les baisses de recettes se situent au



³ Pour mémoire, il est rappelé que la rémunération des doctorants, pour les contrats conclus à compter du 1^{er} septembre 2021, a été augmentée par arrêté du 11 octobre 2021 modifiant l'arrêté du 29 août 2016 en application des dispositions de la Loi n° 2020-1674 du 24 décembre 2020 de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 (dite LPR). Pour autant, le financement complémentaire de ce ministère n'a pas été intégré à la subvention pour charge de service public de 2021 et son niveau n'a été précisé qu'en cours d'année 2022 avant son inscription à la notification définitive.

⁴ La circulaire DGESIP du 29/9/2022, dont les annonces ont été reprises dans le décret n°2022-1509 du 1^{er} décembre 2022 et intégrées au deuxième alinéa du III de l'article D. 841-6 du code de l'éducation, prévoit que la recette CVEC de l'année universitaire correspondante se fera une même année universitaire.

niveau des indemnités assurances (-265 K€), les mises à disposition de personnel (-164 K€), le remboursement de l'engagement décennal (-161 K€).

Afin de compléter la vision sur les ressources propres de l'École (autres financements publics et ressources propres), le tableau ci-joint présente leurs variations entre 2021 et 2022 sur la quinzaine de postes de recettes les plus significatifs.

| Recettes globalisées | | | |
|---|-------------------|-------------------|------------------|
| Ressources Propres | 2021 | 2022 | Variation |
| Contrats doctoraux PSL | 2 156 438 | 2 058 130 | -98 308 |
| Hébergement | 1 904 042 | 1 911 525 | 7 483 |
| Préciput ANR | 949 465 | 1 829 852 | 880 387 |
| Frais de gestion sur contrats de recherche | 1 290 332 | 1 211 779 | -78 553 |
| Prestations laboratoires | 845 842 | 979 154 | 133 313 |
| CNRS Part F_surcoût d'infrastructure | 224 732 | 830 593 | 605 860 |
| Restauration | 552 868 | 769 485 | 216 617 |
| Droits d'inscription | 671 559 | 670 705 | -855 |
| Mécénat | 1 411 038 | 604 120 | -806 918 |
| CDSN entrants | 445 443 | 435 249 | -10 194 |
| Remboursement engagement décennal | 458 107 | 297 296 | -160 812 |
| Mises à disposition de locaux hors PSL | 906 763 | 288 191 | -618 572 |
| Participation concours ENS | 273 606 | 244 485 | -29 121 |
| Subvention d'aides à la mobilité internationale | 29 468 | 204 683 | 175 215 |
| Mise à disposition sortante de personnel | 334 758 | 171 241 | -163 517 |
| Mises à disposition de locaux PSL | 128 459 | 109 421 | -19 038 |
| Indemnités (contentieux , assurance...) | 264 928 | 317 | -264 611 |
| <i>Autres ressources propres</i> | <i>1 167 052</i> | <i>1 307 525</i> | <i>140 473</i> |
| Total Ressources propres | 14 014 898 | 13 923 751 | -91 147 |

1.1.2. Les recettes sur opérations fléchées

Les recettes fléchées s'établissent à 27,2 M€, soit une hausse de +2,9 M€ par rapport à l'exécution 2021. Elle s'explique par le versement exceptionnel de la part État du CPER⁵ par le rectorat (6,47 M€ soit +3,8 M€ par rapport à 2021) et d'une diminution de -0,8 M€ sur les contrats de recherche.

La prévision de recettes est dépassée de 650 K€, entraînant un taux d'exécution exceptionnel de 105%, contre un taux proche de 80% les années précédentes.

Il convient de relever la bonne exécution des contrats de recherche, dont le taux d'exécution est satisfaisant : il atteint 90%, alors qu'il s'établissait généralement autour de 75%, soit une hausse significative.

Les recettes fléchées présentent une grande diversité de sources de financement, leur évolution est souvent multifactorielle et est fortement liée au rythme de la vie des contrats de recherche.

Les recettes des contrats de recherche se concentrent quasi-exclusivement sur les natures de recettes « autres financements publics » et « recettes propres fléchées ». L'analyse par origine explique les variations conduisant à cette diminution de -0,8 M€. Ainsi, les recettes ANR hors investissement d'avenir diminuent de

⁵ CPER : Contrat de plan État Région.

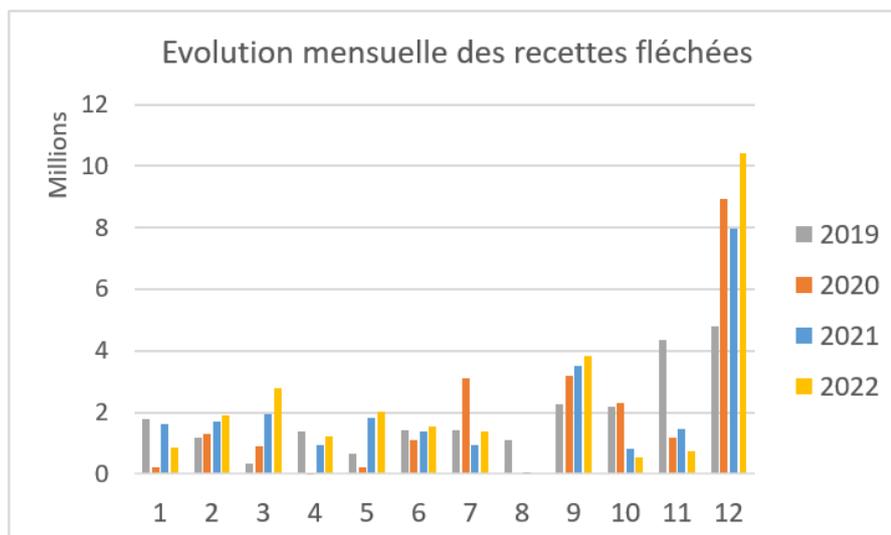
-0,5 M€, tandis que les financements des programmes ANR Investissement d'avenir diminuent de -0,6 M€⁶. L'avancement de la clôture de gestion dès novembre 2022, soit un mois en avance, a un impact notamment sur les justifications. La dynamique de l'École reste forte avec un excellent niveau de résultats aux diverses campagnes d'appels à projet ANR et un niveau élevé d'implication de l'École dans les projets relevant du PIA gérés par PSL.

Par ailleurs, trois hausses significatives sont constatées : +0,7 M€ pour les financements de la Région Île-de-France (DIM et SESAME⁷), +0,6 M€ concernant les financements de fondations (dont le transfert en provenance des recettes globalisées) et +0,5 M€ sur les contrats et prestation de recherche hors ANR.

Les financements de l'UE sont en légère baisse de -0,3 M€, ce qui est encourageant car ce sont des financements cycliques sur des périodes de 18 mois, or, nous avons jusqu'à présent des variations de plusieurs millions selon les exercices. La capacité de l'École à obtenir des financements sur projets européens demeure élevée avec un lissage des recettes perçues par exercice (15 contrats ayant perçus des recettes en 2020, contre 28 en 2021 puis 26 en 2022).

Enfin, nous avons une baisse significative sur les contrats de recherche financés par des subventions (-1,2 M€), dont 58 ont perçu des recettes en 2022.

Enfin, et comme l'exercice l'année précédente, l'exercice de prévision des recettes fléchées est peu aisé en raison de facteurs là-aussi variés (degré important d'incertitudes en fonction des dispositions conventionnelles, de l'avancement scientifique du contrat, des financeurs engagés, ...), et notamment la caractéristique du calendrier annuel des versements auquel nous sommes soumis depuis 2020 comme le montre le graphique ci-contre.



38% de nos recettes ont été versées sur le seul mois de décembre (40% en 2020), dont 8,2 M€ dans les 15 derniers jours de décembre 2022 (6,7 M€ en 2021). Et encore, la clôture anticipée liée à la bascule SIFAC a empêché la régularisation budgétaire d'encaissements fléchés, constatés en décembre mais non prévus au budget 2022.

1.2 Dépenses budgétaires

L'article 180 du décret précité GBCP précise que :

⁶ Une fois retraité les 1,6 M€ du LABEX Mémolife en ANR PIA à la place de contrat et prestation de recherche.

⁷ SESAME : financement d'équipements et de plateformes scientifiques et technologiques.

- « les autorisations d'engagement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pendant l'exercice, les paiements afférents pouvant intervenir les années ultérieures » ;
- « les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'exercice ».

Les tableaux suivants reprennent ainsi la partie « dépenses » du tableau des autorisations budgétaires et mettent en évidence l'exécution des différentes enveloppes en détaillant les principales composantes. Les opérations fléchées sont celles pour lesquelles des codes « opérations » ont été créés.

Elles font apparaître un niveau total de 138,5 M€ en autorisations d'engagement (AE) et de 128,3 M€ en crédits de paiement (CP), soit un taux de consommation globalement satisfaisant de 91 % en AE, en retrait de 1% par rapport à 2021, et presque satisfaisant en CP 88,5 % (légèrement inférieur à 90%), en retrait de 3,5% par rapport à 2021.

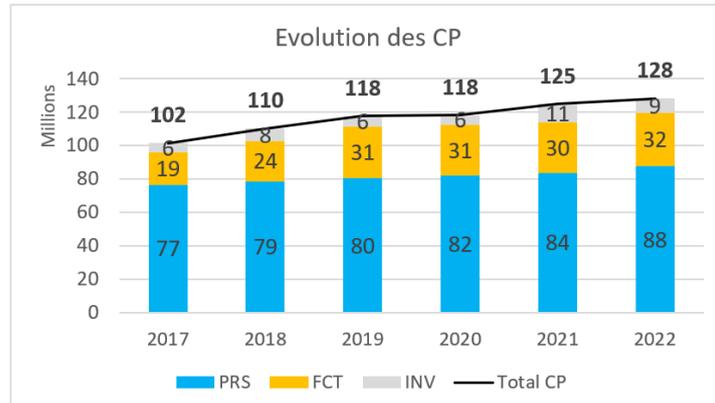
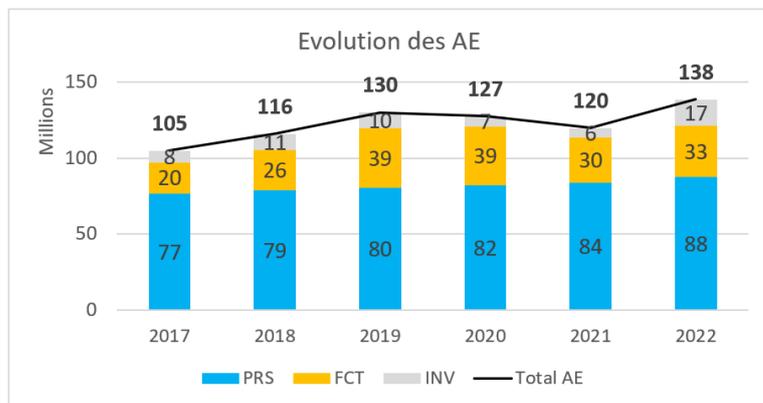
| Dépenses | | | | | | | | | | |
|--|-----------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|-------------------------|--------------------|---------------------|------------|------------------------------|-------------------|
| | Compte financier 2021 | | Budget rectificatif n°2 2022 | | Exécution au 31/12/2022 | | Taux de réalisation | | Variation par rapport à 2021 | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| Personnel | 83 748 239 | 83 744 989 | 91 443 917 | 91 443 917 | 87 642 110 | 87 638 140 | 96% | 96% | 3 893 871 | 3 893 151 |
| <i>dont globalisé</i> | 72 768 911 | 72 765 661 | 77 386 541 | 77 386 541 | 75 053 794 | 75 049 825 | 97% | 97% | 2 284 884 | 2 284 164 |
| <i>dont fléché</i> | 10 979 328 | 10 979 328 | 14 057 376 | 14 057 376 | 12 588 316 | 12 588 316 | 90% | 90% | 1 608 987 | 1 608 987 |
| Fonctionnement | 29 620 976 | 30 102 719 | 40 079 900 | 38 604 468 | 33 378 261 | 31 815 265 | 83% | 82% | 3 757 284 | 1 712 546 |
| <i>dont globalisé (hors CDSN)</i> | 15 509 675 | 14 562 497 | 20 253 749 | 18 762 597 | 18 528 623 | 16 566 641 | 91% | 88% | 3 018 948 | 2 004 144 |
| <i>dont CDSN (subventions)</i> | 8 454 320 | 10 661 523 | 10 200 000 | 9 930 000 | 7 690 864 | 8 267 999 | 75% | 83% | -763 456 | -2 393 524 |
| <i>dont fléché</i> | 5 656 981 | 4 878 698 | 9 626 151 | 9 911 872 | 7 158 774 | 6 980 625 | 74% | 70% | 1 501 793 | 2 101 926 |
| Investissement | 6 402 715 | 11 222 397 | 20 881 974 | 14 867 679 | 17 473 286 | 8 817 188 | 84% | 59% | 11 070 570 | -2 405 209 |
| <i>dont globalisé</i> | 3 491 814 | 2 717 110 | 6 492 787 | 5 074 484 | 5 108 899 | 2 964 848 | 79% | 58% | 1 617 085 | 247 738 |
| <i>dont fléché (hors CPER)</i> | 2 882 298 | 2 968 190 | 11 638 026 | 6 022 715 | 9 058 485 | 3 066 914 | 78% | 51% | 6 176 188 | 98 723 |
| <i>dont CPER Lhomond et IBENS</i> | 28 603 | 5 537 096 | 2 751 161 | 3 770 481 | 3 305 901 | 2 785 426 | 120% | 74% | 3 277 298 | -2 751 671 |
| TOTAL DES DÉPENSES | 119 771 930 | 125 070 105 | 152 405 791 | 144 916 065 | 138 493 656 | 128 270 593 | 91% | 89% | 18 721 726 | 3 200 488 |
| <i>dont globalisé hors CDSN</i> | 91 770 400 | 90 045 268 | 104 133 076 | 101 223 621 | 98 691 317 | 94 581 314 | 95% | 93% | 6 920 916 | 4 536 046 |
| <i>dont globalisé CDSN</i> | 8 454 320 | 10 661 523 | 10 200 000 | 9 930 000 | 7 690 864 | 8 267 999 | 75% | 83% | -763 456 | -2 393 524 |
| <i>dont fléché (contrats de recherche)</i> | 19 518 607 | 18 826 217 | 35 321 554 | 29 991 963 | 28 805 574 | 22 635 854 | 82% | 75% | 9 286 968 | 3 809 637 |
| <i>dont fléché CPER</i> | 28 603 | 5 537 096 | 2 751 161 | 3 770 481 | 3 305 901 | 2 785 426 | 120% | 74% | 3 277 298 | -2 751 671 |

L'exécution 2022 apparaît en hausse importante sur les AE (+18,7 M€, soit +16%), et plus mesurée sur les CP (+3,2 M€ soit +3%). La hausse des AE résulte de l'évolution très importante des dépenses d'investissement (+11,1 M€), ainsi que les dépenses de personnel (+3,9 M€) et les dépenses de fonctionnement (+3,8 M€). Seules les subventions versées aux établissements au titre des contrats doctoraux spécifiques normaliens (CDSN) présentent une baisse de -0,8 M€.

La hausse des CP de +3,2 M€ provient majoritairement des dépenses de personnels (+3,9 M€), la hausse des dépenses de fonctionnement (+1,7 M€) est contenue en raison de la baisse importante des CDSN (-2,4 M€), tandis que les dépenses d'investissement sont en baisse de -2,4 M€ en raison de l'évolution à la baisse des dépenses pour les travaux du CPER Lhomond. On soulignera cependant que ce constat pourrait être aisément pondéré dans la mesure où un versement supplémentaire de 1,24 M€ prévu au budget 2022, n'a finalement été effectué pour des contraintes de gestion, notamment liées à la bascule SIFAC, que le 5 janvier 2023.

Sur un temps long, l'évolution des dépenses est importante, à l'instar de celle constatée sur les recettes (+26% depuis 2017) : +32% sur les AE et +26% pour les CP, dont +14% pour les dépenses de personnel (depuis 2017).

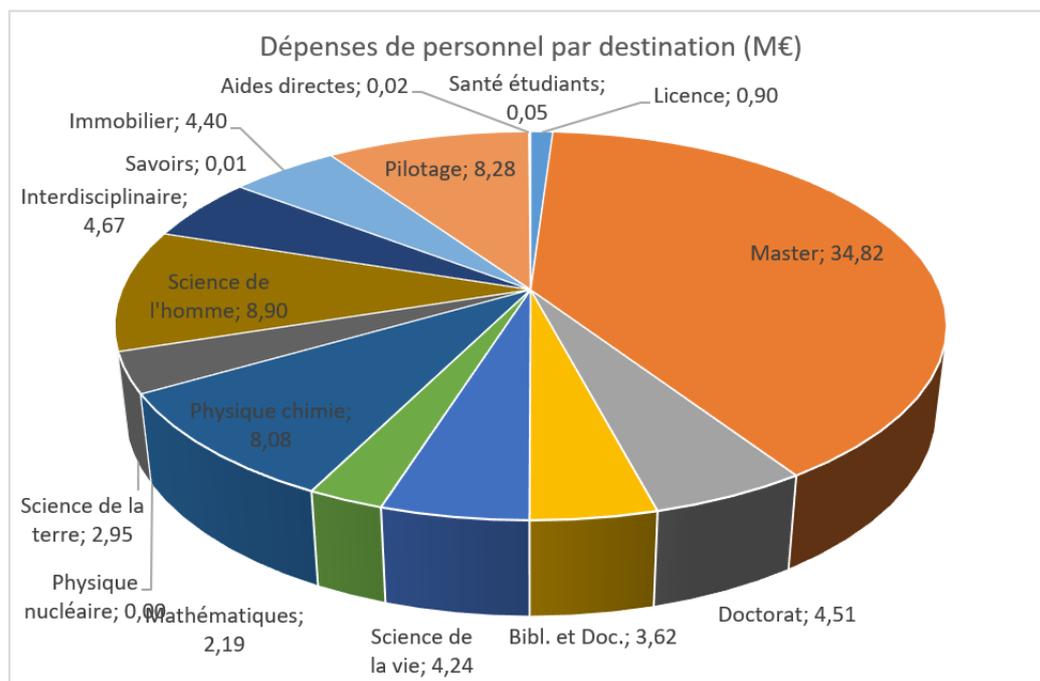
Les évolutions des dépenses par nature sont détaillées ci-dessous :



1.2.1. Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel représentent en 2022 87,6 M€ en AE et CP, soit un taux d'exécution de 95,8%, en retrait par rapport aux deux exercices précédents (96,7 % en 2021 et 96,2% en 2020), équivalent à celui de 2019. Le montant des dépenses progresse de +3,9 M€ (+4,6%), pour +5 équivalents temps plein travaillés (ETPT). Cette évolution résulte d'une hausse de +2,3 M€ sur les dépenses globalisées (+3,1%) et d'une forte augmentation de 1,6 M€ sur les crédits fléchés (+15%), pour +13,6 ETPT. Le « focus 1 - évolution de la masse salariale entre 2021 et 2022 », annexé à ce document, décrit précisément l'origine de ces évolutions qui bénéficient principalement aux personnels permanents (effet des repyramidages et du RIPEC), aux élèves, à la hausse des effectifs des contrats doctoraux et des personnels sur les contrats de recherche.

Le tableau 3, repris dans le graphique ci-contre présente la répartition des dépenses par destination dites LOLF⁸. On relèvera la part du coût des dépenses de personnel afférentes à la formation master au sens large, incluant le DENS⁹, (à hauteur de 34,8 M€), en raison de l'impact de la masse salariale des élèves, en hausse de +1,1 M€. L'action Doctorat présente une hausse de +0,6 M€, en raison des évolutions précitées liées aux



recrutements. Les fonctions d'appui sont stables : le pilotage et l'immobilier présentent des dépenses en hausse de 0,1 M€. Ce sont les dépenses relatives aux actions de recherche (sciences de la vie, mathématiques, physique-chimie, sciences de la terre, sciences de l'homme et interdisciplinaire) qui bénéficient de la plus forte augmentation avec +2,3 M€.

⁸ LOLF : loi organique relative aux lois de finances.

⁹ Diplôme de l'École normale supérieure

Le taux d'exécution est de 97% en 2022 pour les crédits globalisés, en baisse de -1,2% par rapport à 2021, notamment au regard de la difficulté de recrutement des personnels BIATSS (cf. *infra focus 1 - évolution de la masse salariale*). Par contre, il continue sa progression sur les crédits fléchés, ainsi portés à 89,6% en 2022 (87,7% en 2021 et 82,5% en 2019) mais présente encore des marges de progression sur ce dernier périmètre.

1.2.2. Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement étaient en 2022 de 33,4 M€ en AE et 31,8 M€ en CP, soit 83 % de consommation en AE (en retrait de 2% par rapport à 2021) et 83 % en CP (en retrait de 7% par rapport à 2021). Le solde de crédits non utilisés est important : 6,7 M€ en AE comme en CP. Ce montant important de crédits non utilisés, côté AE, provient assurément, mais en partie, de l'arrêt des engagements juridiques au 1^{er} décembre 2022, afin de sécuriser la bascule vers le nouveau logiciel SIFAC (sphère financière). Cela a entraîné, de fait, une moindre consommation de CP et un retour à un niveau de crédits non consommés équivalent en volume à celui des exercices 2018 à 2020.

Le niveau global de dépenses de fonctionnement présente une hausse importante des AE de +3,8 M€ (+13%) par rapport à 2021 : +3,0 M€ sur les dépenses globalisées hors CDSN (+19%), compensées par une baisse significative sur les CDSN de -0,8 M€ en raison notamment de l'imprécision du ministère sur le montant du financement des CDSN attribués aux ENS. Cela a entraîné un retard dans le conventionnement avec les établissements, et donc une sous-consommation des crédits en AE comme en CP. De plus, nous constatons une hausse de +1,5 M€ sur les contrats de recherche (+27%).

L'augmentation des AE sur les crédits globalisés est portée majoritairement par les services de la direction générale des services qui représentent 70% des dépenses. Sur une hausse de +3,0 M€ (+19%), ils représentent une augmentation de +2,4 M€ (+22%). L'essentiel de cette évolution concerne quatre services : le SRH (+0,8 M€, en raison des mises à disposition et des dépenses d'allocations de retour à l'emploi), la logistique (+0,4 M€, dont la moitié pour des hausses de dépenses sur les marchés ménages et déchets), le patrimoine (+0,4 M€, dépenses de maintenance) ou le restaurant (+0,2 M€ en raison de la hausse de la fréquentation et de celle des denrées alimentaires¹⁰).

L'augmentation des AE fléchées de +1,5 M€ concerne principalement le Pole Ressources Lettres (+0,8 M€, DIM¹¹ ISLAM et EUR¹² Translitterae) ainsi que le département de Biologie (LABEX Mémolife) et le DEC (ERC Consolidator Grant Metaware).

Les CP présentent globalement une hausse moindre avec +1,7 M€ (+6%). Si les dépenses globalisées hors CDSN suivent l'évolution des AE avec +2,0 M€, les dépenses liées aux CDSN présentent un recul important de -2,4 M€. Sur les dépenses fléchées, la hausse est très importante à +2,1 M€ (+43%).

L'augmentation des CP globalisés de +2,0 M€ (+14%) concerne les services de la direction générale des services (DGS) pour +1,1 M€ (+11%), qui représentent 66% de l'ensemble des CP. Nous retrouvons ici l'impact des hausses de dépenses pour le SRH (+0,5 M€) ainsi que le restaurant (+0,2 M€), auquel s'ajoute le CRI (0,3 M€, notamment en raison des dépenses pour les applications – achat et formations - et dans une moindre mesure des équipements réseaux).

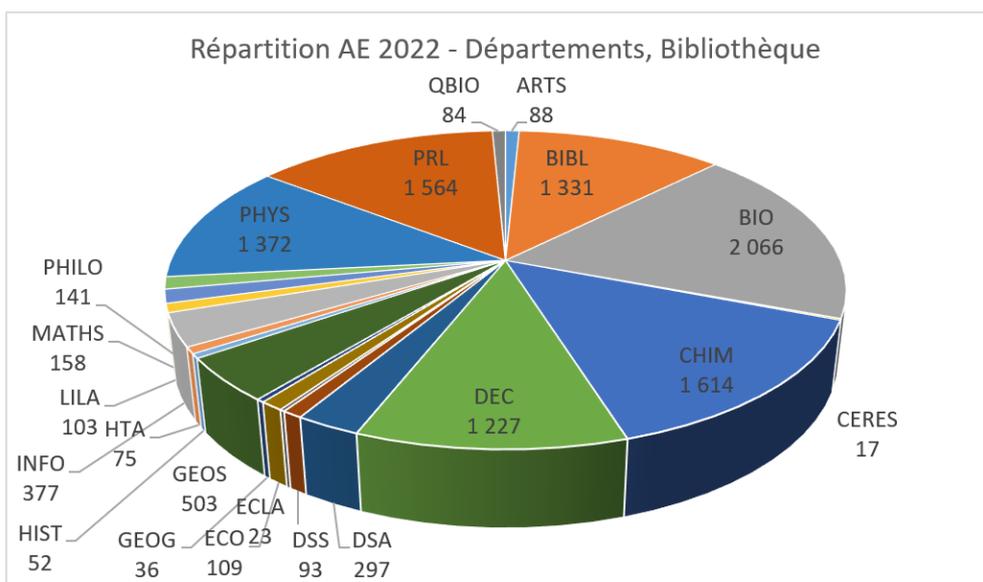
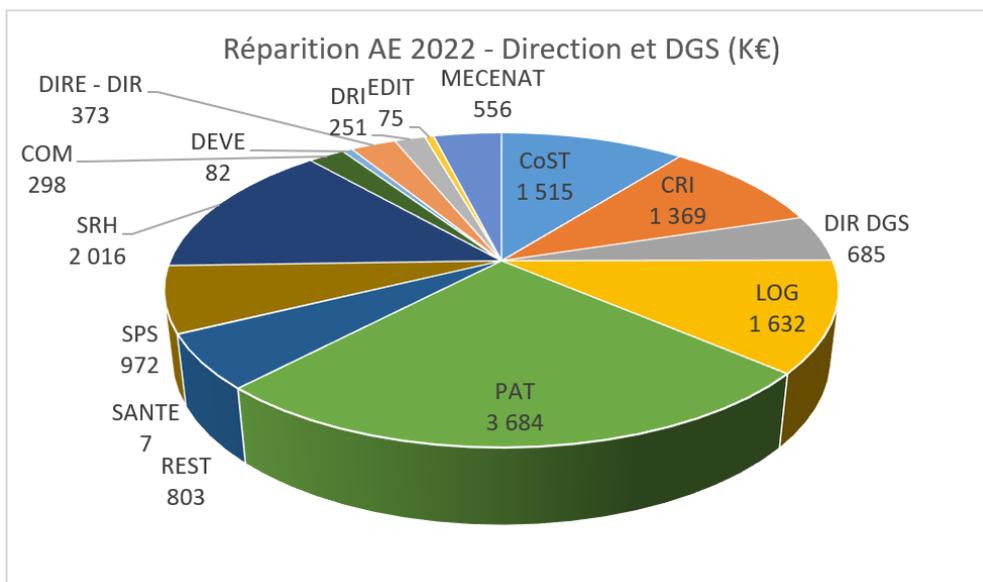
La hausse des CP fléchés de +2,1 M€ concerne majoritairement le département de chimie (+0,7 M€, DIM Respire notamment), le PRL (+0,7 M€, dont le DIM ISLAM et l'EUR Translitterae), ainsi que le département de biologie (+0,5 M€, LABEX Mémolife).

¹⁰ Cf. focus restaurant annexé au présent document.

¹¹ DIM : Domaine d'Intérêt Majeur financé par la Région Île-de-France.

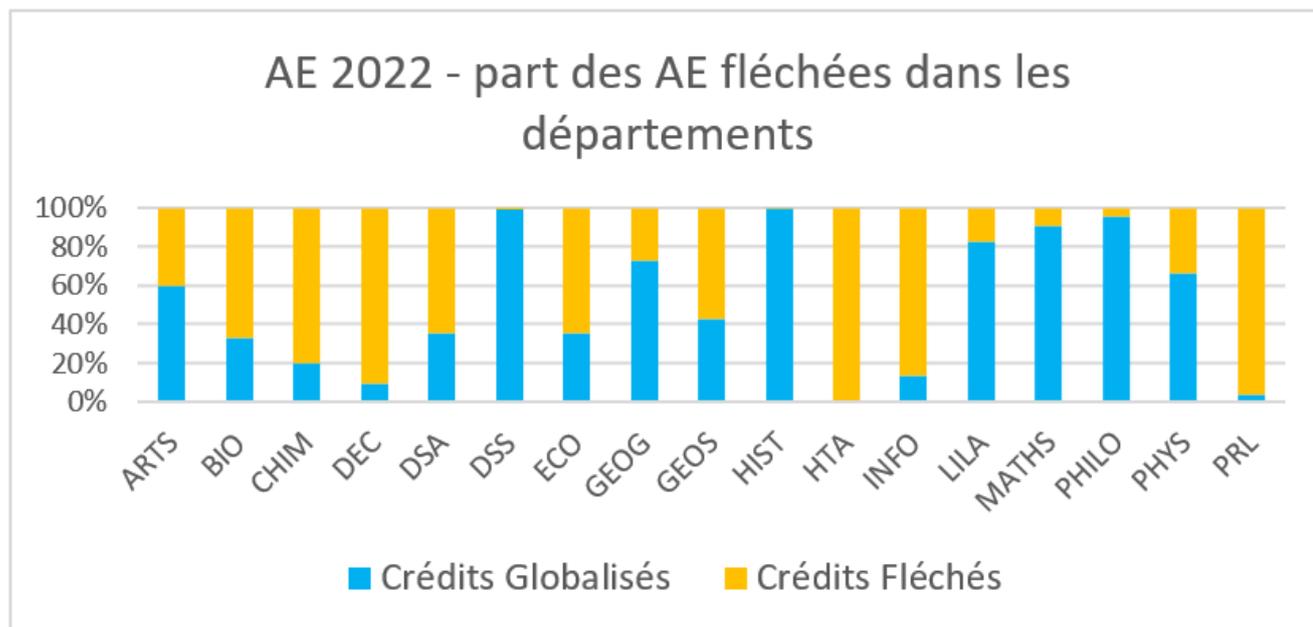
¹² EUR : Ecole Universitaire de Recherche.

Sur un total de 33,4 M€ en AE, il nous a semblé intéressant de présenter la répartition des dépenses sur un périmètre direction et direction générale des services (14,3 M€), puis sur un périmètre départements et bibliothèques¹³ (11,3 M€), hors CDSN (7,7 M€), au moyen des graphiques suivants :



¹³ Par mesure de simplification, les structures transversales telles qu'ECLA, le CERES, le PRL ou Qbio sont présentées au même niveau que les départements.

En outre, et afin d’avoir une meilleure représentation du poids des contrats de recherche (donc des crédits fléchés) au sein des départements (6,8 M€ sur un total de 9,9 M€¹⁴ soit 69%), vous trouverez ci-dessous un graphique présentant le taux d’AE réalisées sur crédits globalisés ou crédits fléchés :



Sur le périmètre, quatre départements présentent un taux de crédits fléchés inférieur à 10% des dépenses (Sciences sociales, Histoire, Philosophie et DMA) et quatre départements présentent un taux supérieur à 80% des dépenses (Chimie, DEC, Informatique et le Pôle Ressources Lettres).

1.2.3. Dépenses d’investissement

Les dépenses d’investissement étaient en 2022 de 17,5 M€ d’AE et 8,8 M€ de CP soit 84 % des prévisions pour les AE et 59% CP du BR2/2022. Il s’agit du meilleur taux d’exécution en AE depuis 2017, 11% au-dessus de la moyenne des cinq derniers exercices (il était de 72% en 2021). Sur les CP, le taux d’exécution est faible, 8% en-dessous de la moyenne des cinq derniers exercices (il était de 72% en 2022). Le taux d’exécution des CP d’investissement est celui qui présente le plus de marge de manœuvre pour l’établissement.

Les AE augmentent de 11,1 M€ par rapport à 2021, en raison d’une hausse significative de +1,6 M€ (+46%) sur les dépenses globalisées, ainsi qu’une hausse exceptionnelle de +6,2 M€ sur les dépenses fléchées (hors CPER) et sur le CPER Lhomond pour +3,3 M€ (opération Local serveur).

L’évolution des dépenses globalisées suit celle des projets immobiliers, qui fait l’objet du focus n°5 annexé au présent document. De plus, la situation budgétaire des projets immobiliers est détaillée au sein du tableau 9 – tableau des opérations immobilières détaillées.

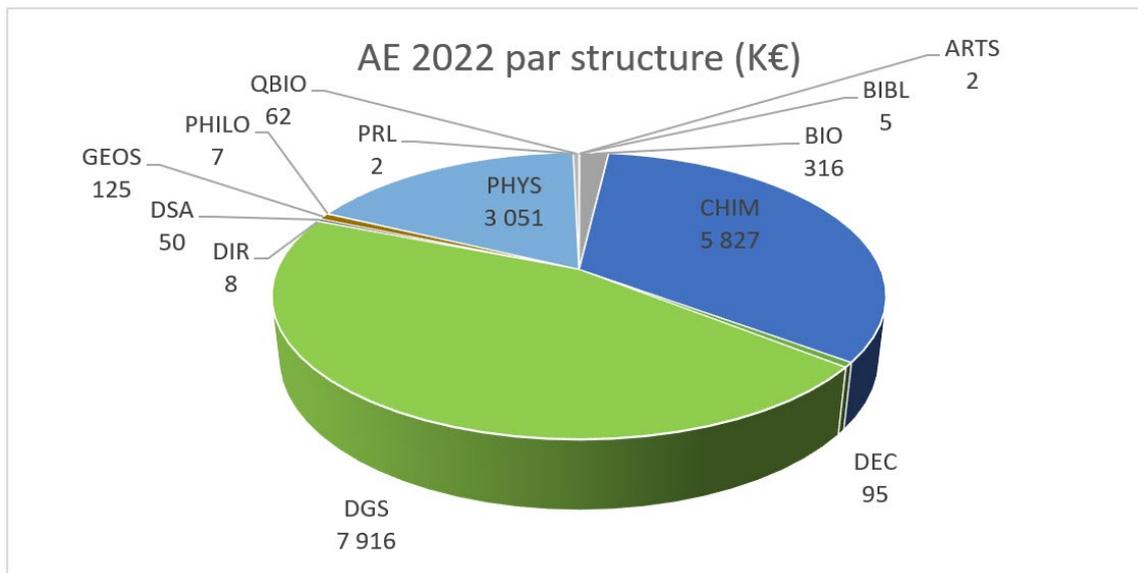
L’évolution des dépenses fléchées d’investissement en AE se concentre majoritairement sur deux départements : Chimie (+4,2 M€ projet IMF NMR) et Physique (+2,6 M€, Liquéfacteur PSL et ERC Starting 2021 – DANCINGFOOL).

Les CP diminuent de -2,4 M€ (-21%), principalement en raison de l’avancement du CPER (-2,8 M€). Les crédits globalisés augmentent modestement de +0,2 M€ (cf. *infra focus n°5 projets immobiliers*), tout comme les contrats de recherche (+0,1 M€). Sur ces derniers, la hausse d’activité dans les départements de chimie (+0,8

¹⁴ L’écart entre 9,9 M€ et 11,3 M€ présenté au paragraphe précédent concerne la Bibliothèque, ECLA, QBio, et le CERES.

M€) et de physique (+0,2 M€) est compensée par une diminution des paiements au sein des départements de biologie (-0,6 M€) et d'études cognitives (-0,4 M€).

La répartition par structure est ici aussi intéressante, pour observer le poids des dépenses (AE) d'investissement au sein de l'École.



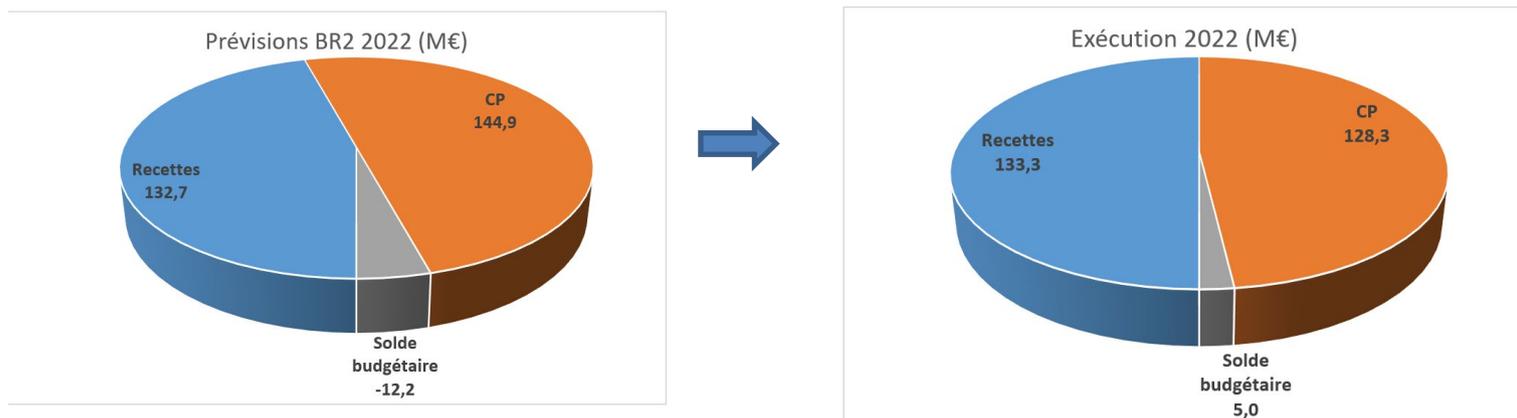
1.3 Solde budgétaire et variation de trésorerie

1.3.1. Résultat budgétaire

L'année 2022 s'achève par un résultat budgétaire largement excédentaire de +5 M€ (pour mémoire, il était de +4,3 M€ en 2021 et +5,2 M€ en 2020), dont 3,2 M€ d'excédent au titre des crédits globalisés, +3,7 M€ d'excédent sur les CPER et un déficit de -1,9 M€ sur les contrats de recherche. Ce solde budgétaire correspond à la différence entre les encaissements de l'année à hauteur de 133,2 M€ et les décaissements de l'année (en CP) de 128,3 M€.

On rappellera que le résultat budgétaire à l'issue du BR2/2022 était négatif à hauteur de -12,2 M€. Cet écart de 16,6 M€ entre la prévision de solde budgétaire et son exécution ne concerne que les dépenses, puisque les recettes ont été exécutées conformément aux prévisions. Cet écart se répartit à égalité, soit 8,3 M€, entre les crédits globalisés et les crédits fléchés : il concerne les crédits de fonctionnement pour 6,8 M€ (dont 1,7 M€ pour les CDSN), ainsi que l'investissement pour 6,1 M€.

Ces variations sont représentées dans les deux graphiques suivants :



1.3.2. Variation de trésorerie et opérations sur comptes de tiers

Le solde budgétaire à la clôture 2022 s'établit à +5,0 M€. Il est considéré comme un solde intermédiaire de trésorerie, car la variation de trésorerie constatée en 2022 est de +3,2 M€ compte tenu d'autres opérations à prendre en compte.

En effet, il est nécessaire d'ajouter au solde budgétaire trois types de variations pour obtenir la variation de trésorerie :

- les opérations en capital : -10 k€, il s'agit des contributions annuelles au programme d'action de la fondation Philippe Meyer (comme l'année précédente) ;
- les opérations au nom et pour le compte de tiers : trois projets (AUGURY, Maladies neurodégénérative de la FRM, H2020 FETOPEN) étaient gérés selon ces modalités de gestion, laissant un solde de 52 K€ décaissés (851 K€ décaissés et 799 K€ encaissés) selon le détail suivant :
 - o deux d'entre elles ont donné lieu à encaissement et décaissement en 2022 pour des montants égaux (603 K€ et 69 K€) ;
 - o Le projet Augury a donné lieu à un décaissement de 156 K€ qui avaient déjà été encaissés en 2021 ;
 - o En outre le coût de l'électricité pour l'Ecotron a conduit en 2022 à décaisser 23 K€ alors que 112 K€ étaient encaissés de la part du CNRS ;L'impact de ces opérations sur la trésorerie de l'établissement est donc de -52 K€ ;
- les autres décaissements sur compte de tiers :
 - o il s'agit principalement des opérations liées à la TVA, laissant un écart entre les décaissements (4,5 M€) et encaissements (3,9 M€) ayant un impact négatif sur la trésorerie de -567 K€, correspondant aux remboursements encore attendus de TVA de la part de la DGFIP à la clôture 2022 ;
 - o plus à la marge, s'ajoutent les opérations réalisées au cours de l'année ayant un impact en trésorerie mais qui n'ont pu être dénouées budgétairement (- : le niveau des encaissements de l'année 2022 étant supérieur au solde cumulé des opérations à régulariser au 1^{er} janvier 2022, son montant est négatif à hauteur de -745 K€. Les décaissements à régulariser représentant une variation de trésorerie de +411 K€, le solde de ces opérations à régulariser constitue ainsi une variation négative de trésorerie de près de -1,2 M€.

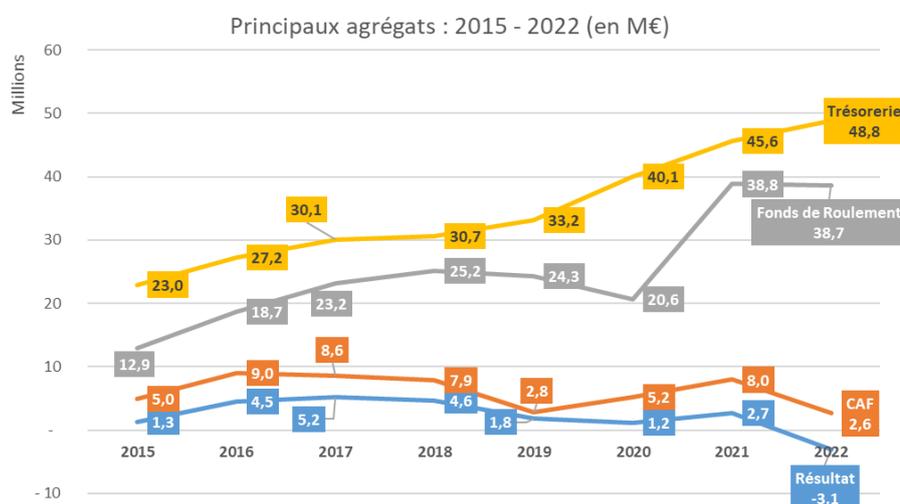
La trésorerie de l'établissement, une fois pris en compte à la fois le solde budgétaire (+5 M€) de l'établissement et la variation négative de l'ensemble des opérations précitées sur comptes de tiers (-1,8 M€), connaît une variation positive de +3,2 M€.

La trésorerie, est ainsi portée à la clôture 2022 à 48,8 M€, représentant 146 jours de fonctionnement réels. La trésorerie dite fléchée représente une part importante (53 %) de ce total mais on soulignera que cette proportion est en réduction (61 % à la clôture 2020) laissant ainsi une trésorerie non fléchée croissante de 22,7 M€ (soit 47 %).

2 - Les données issues de la comptabilité générale

Le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment les articles 56 et 57, fait référence à la comptabilité générale et indique notamment que « les règles de comptabilité générale applicables aux personnes morales mentionnées à l'article 1^{er} ne se distinguent de celles applicables aux entreprises qu'en raison des spécificités de l'action de ces personnes morales. Ces règles sont fixées » par le recueil des normes comptables pour les établissements publics dont la dernière version a été publiée par arrêté du 19 juillet 2022. Les modalités d'application de ces normes à l'ENS-PSL sont détaillées dans l'annexe au compte financier. L'impact de la bonne application de ces normes comptables est ici retracé et évalué.

Les agrégats de la comptabilité générale, que sont le résultat de l'exercice (produits moins charges), la capacité d'autofinancement (charges décaissables moins produits encaissables principalement), le fonds de roulement (excédent des ressources stables sur les emplois permanents) et la trésorerie (disponibilités) constituent les indicateurs financiers complémentaires aux données de la comptabilité budgétaire (supra § 1). Ces éléments de la situation financière à la fin 2022 et leur évolution depuis la mise en place de la GBCP sont retracés ci-contre et sont détaillés ci-dessous.

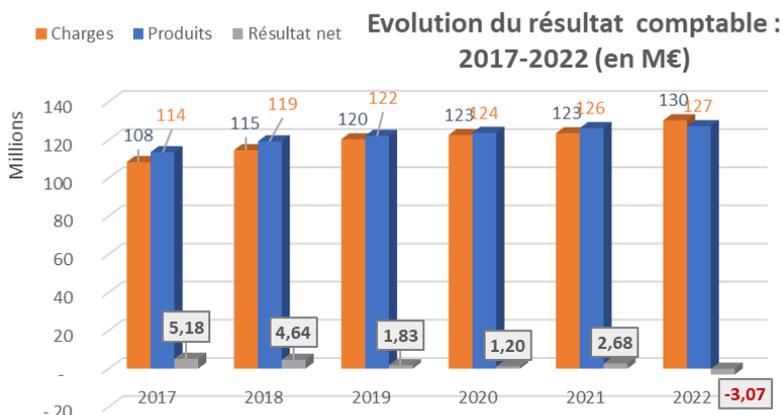


2.1 Résultat de l'exercice 2022 et principaux agrégats

2.1.1. Résultat comptable

Le résultat comptable correspond à la différence entre les produits et les charges rattachés à l'exercice. Le résultat comptable de l'établissement est déficitaire et s'établit pour 2022 à -3,1 M€ (contre un bénéfice de +2,7 M€ en 2021).

Ce déficit s'éloigne nettement de celui prévu au BR2/2022 pourtant déjà négatif (-1,6 M€) : si les charges ont été nettement moindres que celles prévues au dernier budget (-8,6 M€), les produits constatés sont encore plus éloignés de la prévision au BR2/2022 (-10 M€). L'écart constaté avec la prévision budgétaire s'explique par des causes multifactorielles : une surestimation des quotes-parts dédiées au financement de l'actif (-2,4 M€) dans la mesure où le chantier de fiabilisation de l'actif et des financements afférents n'a pu être achevé à la clôture 2022. Ainsi seuls les biens mis à disposition par l'Etat et non tous les autres biens ayant fait l'objet d'un financement externe ont donné lieu en 2022 à la comptabilisation d'un produit. En outre, l'ensemble des autres produits (réels) sont en réduction, tant au titre des subventions (-3,9 M€), y compris la SCSP (-510 K€) que pour les autres natures de recettes (-3,2 M€). Ceci montre la grande difficulté à déterminer une prévision correcte des produits liés aux contrats de recherche. En matière de charges, des écarts, moindres qu'en matière de produits, avec la prévision en BR2/2022 sont aussi à déplorer : -3,2 M€ de charges de personnel et -6,7 M€ sur les autres charges de fonctionnement. Seules les dotations aux amortissements et provisions sont supérieures à la prévision (+1,3 M€) : elles s'expliquent justement par la non comptabilisation des charges initialement prévues.



La variation par rapport à la clôture 2021 confirme que les charges de 2022 sont nettement supérieures à celles de 2021 (+6,8 M€), principalement en raison des charges de personnel (+4,6 M€, soit 68 % de la hausse), et dans une beaucoup moindre mesure des services extérieurs (+689 K€) et des dotations (+370 K€). Les produits connaissent, eux, une moindre variation (+1 M€) par rapport à 2021.

Le résultat déficitaire de -3,1 M€ est conjoncturel et atypique. Il résulte de quatre facteurs principaux, endogènes et exogènes, entraînant une diminution des produits, ou une augmentation des charges :

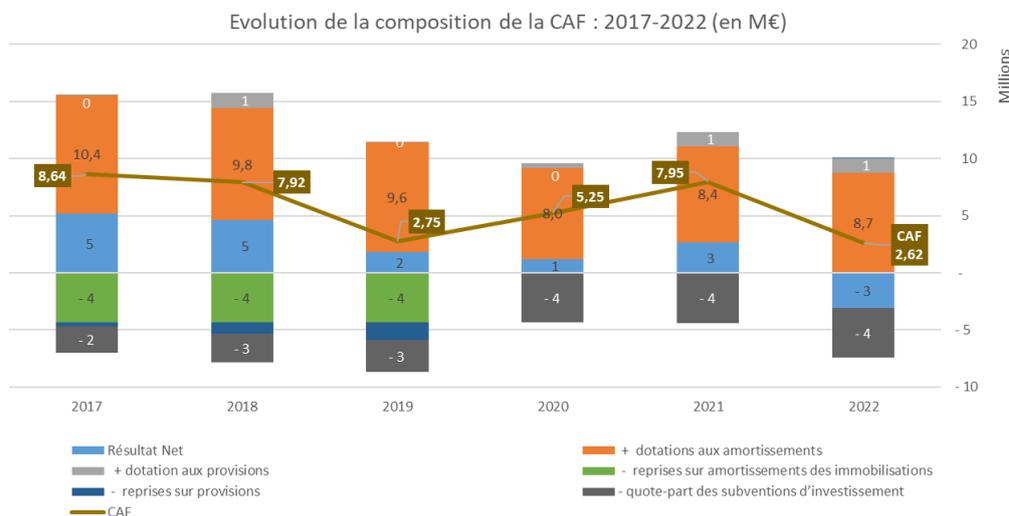
1. l'absence de quotes-parts dédiées au financement de l'actif entraîne une minoration de nos produits que nous estimons à 2,4 M€ ; les travaux d'inventaire en cours permettront de régulariser cette situation ;
2. la non-compensation par l'État de l'évolution du point d'indice pour les agents publics en 2022 (1 104 K€), ou la compensation partielle pour l'évolution des salaire des CDSN (484 K€), ainsi que les mesures dites « bas salaire » pour les élèves fonctionnaires (521 K€), entraînant une diminution des produits que nous estimons à 2,1 M€. Pour mémoire, la notification de SCSP en 2023 contient, elle, un financement pour l'évolution du point d'indice, les deux autres mesures font l'objet d'échanges continus entre les ENS et la DGESIP ;
3. notre activité de recherche, dont la valorisation comptable de 2022 entraîne un niveau de produit inférieur à celui des charges estimé à 2 M€ : une revue des contrats de recherche sera menée en 2023

afin de consolider la valorisation comptable associée à cette activité, qui a déjà fait l'objet d'un ajustement conséquent en 2021 ;

- la provision passée au titre des conventions CDSN à signer de 1,3 M€ entraîne une augmentation de nos charges, conséquence de la réponse tardive de la DGESIP sur le niveau de financement des CDSN, toujours en cours de discussion avec l'ensemble des ENS (cf. supra).

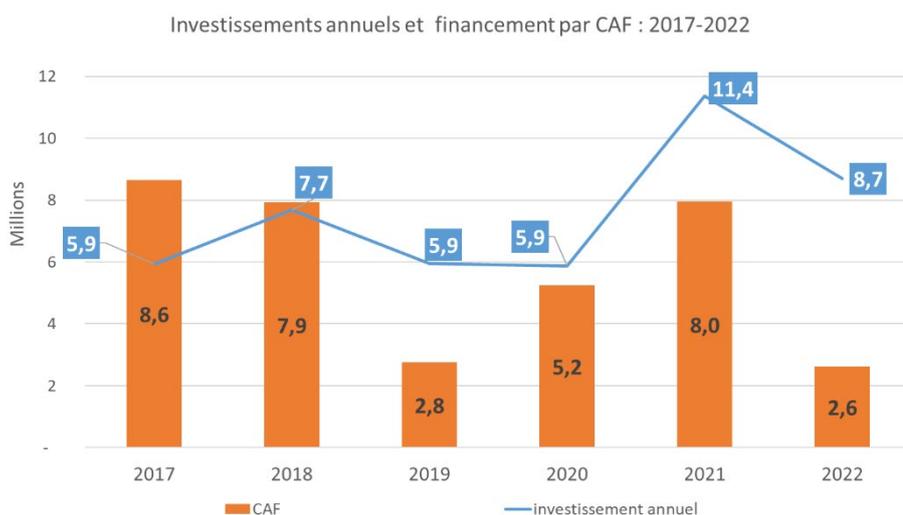
2.1.2. La capacité d'autofinancement (CAF)

La capacité d'autofinancement de l'établissement est de 2,6 M€, soit une dégradation de -5.3 M€, qui s'explique quasi uniquement par le déficit constaté en 2022, la structure de la composition de la CAF restant, elle, très stable. Ce niveau de CAF est en revanche nettement supérieur à celui prévu en BR2 (-2,2 M€), ce qui se justifie par les dotations (aux amortissements et provisions) plus élevées que celles prévues (+1,3 M€) et des quotes-parts imputées sur le résultat (-2,3 M€), moindres que celles envisagées en BR2/2022.



2.1.3. Le fonds de roulement (FRNG) : prélèvement et corrections

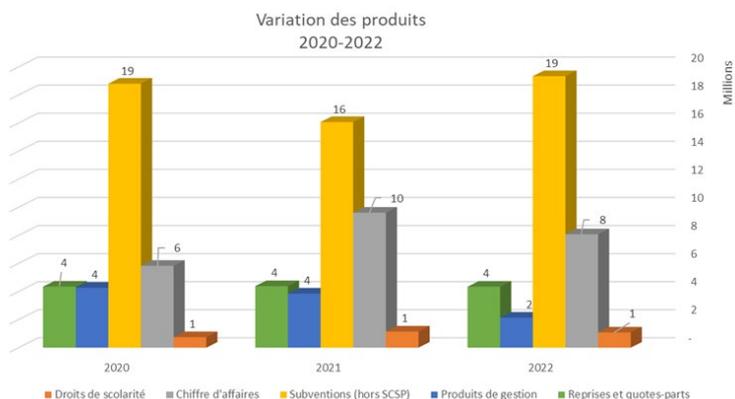
En dépit du niveau assez élevé des investissements 2022 (8,7 M€) et malgré un niveau de financements externes comptabilisés à ce jour limités au seul CPER (cf. § 2-4), complétés par une CAF de 2,6 M€, un apport au fonds de roulement est constaté. Mais cet apport reste très faible (389 K€) : il représente 7 fois moins que le montant du prélèvement constaté en 2021. Ce constat est à souligner au regard du niveau des investissements comptabilisés (le 2^{ème} le plus élevé sur 6 dernières années coulées), certes -2,7 M€ par rapport à 2021 mais +2,8 M€ par rapport à 2019 et 2020... Ce moindre niveau de financement des dépenses d'investissement par le fonds de roulement s'explique donc par une capacité d'autofinancement, qui reste positive, voire élevée, même en cas de déficit impact, et ce, alors même que le niveau d'investissement de l'établissement reste important. Ceci montre les capacités de l'établissement à puiser dans ses réserves pour assumer des investissements conséquents.



Il convient également de souligner que contrairement à l'an passé, les travaux des Commissaires aux comptes ont conduit à comptabiliser une correction en report à nouveau à hauteur de -553 K€, limitant ainsi son impact sur le fonds de roulement. Le montant de cette correction (-553 K€) cumulé à un apport limité sur le fonds de roulement (+389 K€) conduit à une variation très faible, entre 2021 et 2022, du fonds de roulement de l'établissement de -165 K€, soit une réduction inférieure à 0,5 %. Le fonds de roulement cumulé est ainsi estimé à la clôture 2022 à 38,7 M€, représentant près de 116 jours de son fonctionnement réel. Ceci montre les capacités de résilience de l'établissement, même avec un résultat déficitaire, démontrant ainsi sa capacité à continuer à investir au cours des années à venir.

2.2 Produits de fonctionnement

Les produits de fonctionnement ont un périmètre différent de celui des recettes budgétaires, puisqu'ils intègrent les opérations d'ordre ayant un impact uniquement comptable, notamment : les produits à recevoir et produits constatés d'avance mais aussi les reprises de provisions et quotes-parts sur subvention d'investissement. Ceci, en excluant les avances encaissées et donc sans prendre en compte les mouvements de trésorerie éventuellement constatés.



Il est précisé que les travaux de clôture, menés en lien avec commissaires aux comptes de l'établissement, ont conduit à constater un volume de produits « mérités » pour 2022 de plus de 15 M€, correspondant au montant contracté des produits à recevoir, produits constatés d'avance et extournés de ceux constatés en 2021, y compris après correction. Ce recensement, avec les outils de suivi détaillé des contrats de recherche mis en place depuis trois exercices, a pour but d'ajuster les produits à hauteur des dépenses effectivement constatées pour chaque projet. Il faut souligner les difficultés de comparabilité entre les deux exercices comptables dans la mesure où l'imputation détaillée de ces opérations d'ordre a pu être divergente entre 2021 et 2022. Il est précisé que ces travaux de fiabilisation des contrats de recherche devront se poursuivre en 2023, non seulement au regard de la détermination des financements destinés à de l'investissement mais aussi de l'intégration de la comptabilité dans le nouveau système d'information financière SIFAC.

Ont également été comptabilisés d'autres produits à recevoir notamment au titre de l'hébergement du mois de décembre 2022 (encaissé seulement en janvier 2023 pour 230 K€), des reversements attendus par les autres ENS et l'Ecole Polytechnique de la dotation pour accueillir les CDSN « entrants » (pour 423 K€), et du remboursement des charges encore attendu en 2022 au titre de l'année 2021 à verser par l'Université Paris Cité pour les locaux mis à disposition à Montrouge (231 K€). A la marge, des produits constatés d'avance ont été comptabilisés pour 66 K€ concernant divers produits de locaux mis à disposition de différents partenaires.

| Produits | 2021 | 2022 | Variation en % | Ecart 2022/21 |
|--|--------------------|--------------------|----------------|------------------|
| Droits de scolarité | 1 147 151 | 1 081 269 | -6% | (65 882) |
| Chiffre d'affaires et variation de stocks autres que droits de scolarité | 9 631 806 | 8 074 645 | -16% | (1 557 161) |
| Subventions | 107 121 632 | 111 484 042 | 4% | 4 362 409 |
| Produits divers de gestion et produits financiers | 3 838 489 | 2 142 589 | -44% | (1 695 900) |
| Reprises sur provisions et quotes-parts de subvention | 4 383 722 | 4 341 478 | -1% | (42 244) |
| Total | 126 122 801 | 127 124 023 | 1% | 1 001 222 |

Sous ces réserves, la gestion 2022 conduit à constater une augmentation de +1% représentant un montant contracté de +1 M€ par rapport à la gestion 2021. Celle-ci s'explique par des mouvements variables selon la nature des recettes ici visées :

➤ Droits de scolarité :

| Produits | 2021 | 2022 | Variation en % | Ecart 2022 / 2021 |
|---------------------|-------------|-------------|----------------|-------------------|
| Droits de scolarité | 1 147 151 € | 1 081 269 € | -6% | - 65 882 € |

La réduction limitée des droits d'inscription (-65 K€) correspond à la situation contractée entre notamment les droits au titre, d'une part, des diplômes nationaux (+183 K€) et d'autre part, des diplômes propres (DENS : -263 K€), reflétant notamment le niveau des exonérations décidées par l'établissement (*cf. infra focus n°4 - bilan financier inscriptions rentrée 2022/23*).

➤ Ventes de produits et prestations de services (chiffre d'affaires) :

| Produits | 2021 | 2022 | Variation en % | Ecart 2022 / 2021 |
|--|--------------------|--------------------|----------------|----------------------|
| Produits de la recherche | 2 961 222 € | 1 108 078 € | -63% | - 1 853 144 € |
| Autres prestations de services | 1 342 578 € | 876 307 € | -35% | - 466 272 € |
| Locations diverses | 33 510 € | 45 167 € | NS | 11 657 € |
| Mise à disposition de personnel et rer | 2 766 091 € | 3 106 767 € | 12% | 340 675 € |
| Hébergement | 1 897 136 € | 2 138 262 € | 13% | 241 126 € |
| Restauration | 569 183 € | 725 799 € | 28% | 156 616 € |
| Vente de publication | 62 085 € | 74 266 € | 20% | 12 180 € |
| Total | 9 631 806 € | 8 074 645 € | -16% | - 1 557 161 € |

Le chiffre d'affaires, en nette diminution (-1,6 M€), s'explique par une forte réduction des produits de la recherche (-1,8 M€), principalement au titre des contrats. Il faut cependant souligner que ces variations peuvent avoir des origines techniques et contractent des opérations connaissant des trajectoires différentes. Ainsi les produits comptabilisés au cours de l'année 2022 au titre de ces produits de la recherche ont diminué de -567 K€ par rapport à 2021, mais surtout les opérations d'ordre constatées en 2021 (ainsi que leurs extournes) ont pu être imputées différemment en 2022, ce qui rend difficilement comparable les deux exercices.

La baisse des autres prestations de service (-466 K€) s'explique principalement par la comptabilisation en 2021 du reversement par l'Université Paris Cité au titre des charges de 2018 à 2020 de la mise à disposition des locaux de Montrouge (591 K€) alors qu'en 2022, seul le produit de 2021 a été constaté en tant que produit à recevoir.

Les activités de restauration et d'hébergement ont repris une activité normale que reflète leur niveau de produits en hausse (respectivement +241 K€ et +156 K€ par rapport à 2021).

Les mises à disposition de personnel et remboursement de CDSN connaissent une variation positive (+340 K€), assurément expliquée par la revalorisation des doctorants¹⁵ mais aussi par le produit à recevoir comptabilisé de façon prudentielle au titre des doctorants rémunérés par l'établissement mais dont l'ENS-PSL attend encore la signature des conventions de financement par les autres ENS et l'École Polytechnique.

➤ Subventions :

| Produits | 2021 | 2022 | Variation en % | Ecart 2022 / 2021 |
|----------------------|----------------------|----------------------|----------------|--------------------|
| Subvention DGESIP | 91 050 507 € | 92 144 087 € | 1% | 1 093 580 € |
| Subventions diverses | 15 094 315 € | 18 779 471 € | 24% | 3 685 156 € |
| Dons et legs | 932 807 € | 508 771 € | -45% | - 424 036 € |
| Taxe d'apprentissage | 44 003 € | 51 712 € | 18% | 7 709 € |
| Total | 107 123 653 € | 111 484 042 € | 4% | 4 360 388 € |

Le poste des subventions connaît une forte augmentation par rapport à 2021 (+4,4 M€). C'est en particulier le cas de la subvention pour charges de service public (+1,1 M€) qui s'explique notamment par les différentes mesures salariales découlant de la LPR pour 486 K€, ainsi que par les mesures bas salaire pour 407 K€, ainsi que le soutien au surcoût énergétique (700 K€) et le reste à charge pour les concours (500 K€).

Les autres subventions constituent près de 85 % de l'augmentation des subventions. Mais 85 à 90 % de ces produits sont en réalité déterminés à l'occasion des travaux de fin d'exercice relatifs aux contrats de recherche. Les difficultés d'imputation rencontrées lors de ces travaux en 2021 doivent conduire à une certaine prudence dans l'appréciation de ces variations.

Les dons et legs connaissent une baisse de -424 K€ qui, ici encore, s'explique principalement par les opérations d'ordre comptabilisées en fin d'année : les difficultés rencontrées en 2021 lors de leur détermination peuvent expliquer certains écarts avec d'autres imputations (notamment prestations de recherche) suite à des retraitements parfois imprécis.

➤ Produits de gestion et financiers :

| Produits | 2021 | 2022 | Variation en % | Ecart 2022 / 2021 |
|---------------------|--------------------|--------------------|----------------|----------------------|
| CVEC | 146 440 € | 129 957 € | -11% | - 16 483 € |
| Droits d'auteur | 1 517 € | 2 013 € | 33% | 496 € |
| Produits divers | 3 698 765 € | 2 009 391 € | -46% | - 1 689 374 € |
| Produits financiers | 4 263 € | 631 € | -85% | - 3 632 € |
| Total | 3 850 985 € | 2 141 993 € | -44% | - 1 708 992 € |

Les divers produits de gestion sont forte baisse (-1,7 M€) qui s'explique principalement par la variation des produits divers. Y figurait en 2021 une partie importante des opérations d'ordre relatives aux contrats de recherche, ce qui n'est pas le cas en 2022. Les frais de gestion y sont comptabilisés en représentant un montant stable sur les deux exercices d'environ 1,2 M€. La bascule à SIFAC a aussi été l'occasion d'y comptabiliser l'apurement d'un certain nombre de services faits de l'année 2022 non dénoués à la clôture. Les autres annulations de charges à payer constatées antérieurement à 2022 ont, elles, été corrigées en report à nouveau afin de ne pas impacter le résultat 2022.

Les autres produits n'ont pas connu de variation significative.

¹⁵ La rémunération des doctorants, pour les contrats conclus à compter du 1^{er} septembre 2021, a été augmentée par arrêté du 11 octobre 2021 modifiant l'arrêté du 29 août 2016 en application des dispositions de la LOI n° 2020-1674 du 24 décembre 2020 de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 (dite LPR).

➤ Reprises et quotes-parts de subvention :

| Produits | 2021 | 2022 | Variation en % | Ecart 2022 / 2021 |
|-----------------------------|--------------------|--------------------|----------------|-------------------|
| Reprises sur amortissements | 4 340 008 € | 4 340 008 € | 0% | - € |
| Reprises sur provisions | 43 714 € | 1 470 € | -97% | -42 244,43 |
| Total | 4 385 743 € | 4 343 500 € | -1% | - 42 243 € |

Les reprises sur financements de l'actif, dans l'attente de travaux de fiabilisation de l'actif, restent stables et limitées aux seuls biens mis à disposition par l'État. Pour la comptabilisation de la quote-part au résultat des autres biens, il faudra au préalable réconcilier l'actif fiabilisé avec les financements perçus dédiés : ce chantier est actuellement en cours et devra être retracé dans les comptes 2023 de l'établissement.

A la marge, une reprise sur la provision pour allocation de retour à l'emploi (ARE) a été comptabilisée pour 1.470 €, en complément du montant de 43 K€ déjà comptabilisé en 2021.

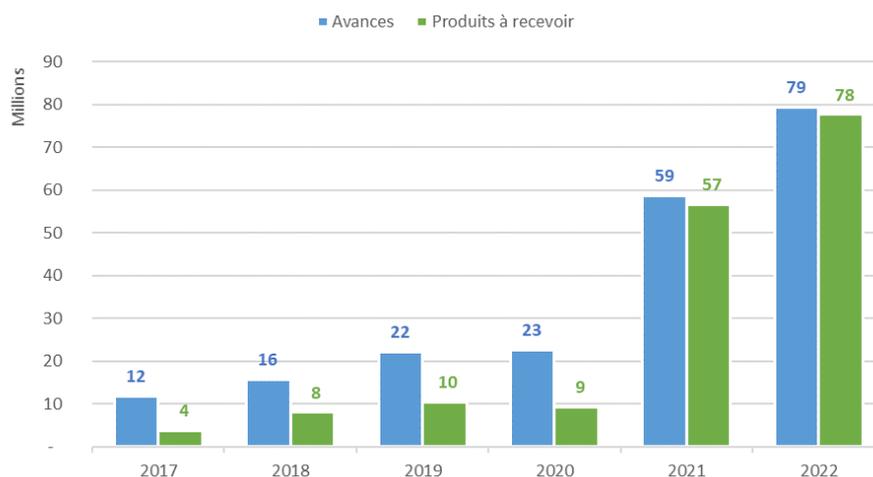
Ce poste de recettes connaît ainsi de faibles variations.

➤ Avances :

Les avances reçues ne constituent pas des produits : elles ont bien un impact sur le solde budgétaire mais sont sans effet sur le résultat comptable. Pour autant, elles figurent au bilan et leur suivi constitue un enjeu aussi bien budgétaire que comptable. Ceci a conduit en 2021 à une modification des modalités de comptabilisation des produits à recevoir évalués au titre des contrats de recherche en cessant de les rapprocher des avances déjà reçues. Désormais ce n'est qu'une fois le produit définitivement acquis que l'avance doit être soldée. Ceci a conduit à modifier en 2021 la présentation du bilan en réimputant en avances un montant de plus de 12,9 M€ figurant jusqu'alors en produits à recevoir.

Ainsi le montant des avances cumulées, tel que constaté à la clôture 2022, est de 79,4 M€. Ce niveau

Réquilibrage des avances et produits à recevoir : 2017-2022



extrêmement élevé comprenant à la fois des produits à recevoir (77,6 M€) et des avances, hors de proportion des produits définitivement constatés une fois le projet clos (1,3 M€ pour 2022), obligera à mener en 2023 un travail majeur de fiabilisation et de recensement des contrats de recherche : il aura pour objectif de solder un volume significatif de produits comme d'avances. Cela, y compris pour les financements destinés à l'acquisition d'immobilisations.

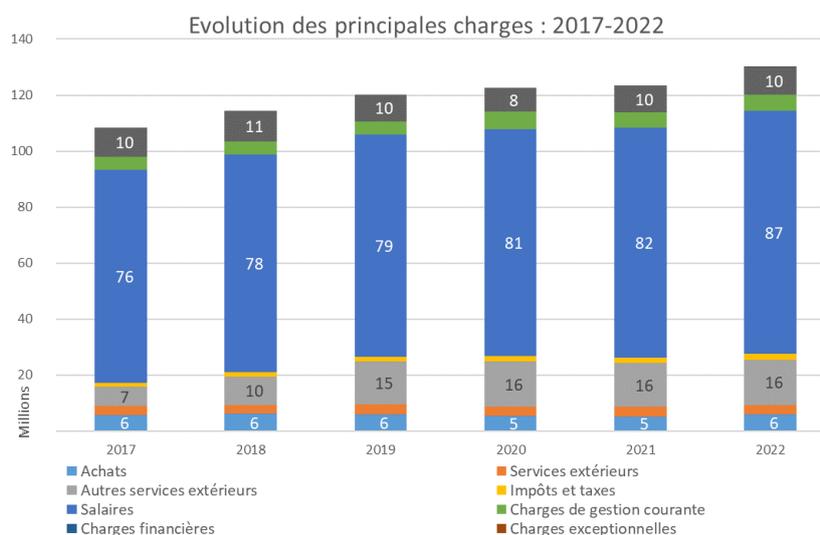
2.3. Charges de fonctionnement

Les charges de fonctionnement ici recensées se distinguent des dépenses budgétaires de fonctionnement dans la mesure où elles intègrent un certain nombre d'opérations d'ordre.

Des charges à payer (CAP) y figurent : il s'agit des dépenses, non effectivement payées mais dont la certification du service fait en 2022 permet de justifier le rattachement à la gestion 2022. En accord avec les commissaires aux comptes de l'établissement, une série de charges, absentes du solde budgétaire précité, a ainsi été recensée par l'établissement : au titre des conventions déjà signées pour les

contrats doctoraux spécifiques normaliens (CDSN), a été identifié un montant de 1,1 M€ de charges à payer aux établissements partenaires, faute de factures reçues. Au titre des passifs sociaux, a aussi été constaté un volume de congés non pris correspondant à 3 931 jours, valorisé à hauteur de 522 K€, soit une progression de +168 K€ par rapport à celle constatée à la fin 2021. Enfin un solde d'indemnités de jury 2022, qui n'ont pu être mises en paiement avant la clôture, a donné lieu à une charge à payer de 423 K€. De façon plus marginale, des dépenses payées en 2022 mais à rattacher aux gestions futures, ont été comptabilisées en charges constatées d'avance pour un montant cumulé de 86 K€.

En sus de ces charges, plusieurs provisions ont été comptabilisées : certaines provisions constatées en 2021 au titre de litiges (pour 50 K€) ou au regard de charges à venir pour un projet immobilier du laboratoires IBENS (117 K€) ont été maintenues en 2022. Elles sont sans impact sur le résultat 2022. Outre la provision au titre de l'allocation pour perte d'emploi marginalement modifiée (+16 K€), une provision a été comptabilisée pour 1,2 M€, complémentaire à celle déjà constatée en 2021 pour 522 K€ : elle correspond au volume conséquent de conventions « CDSN » adressées aux partenaires pour la cohorte 2021 et 2022 mais qui n'ont pas encore été signées, sans doute pour partie dans l'attente du montant revalorisé par le ministère dans le cadre de la loi de programmation de la recherche. Enfin la provision pour dépréciation de comptes clients a été marginalement abondée de 6.437 € au regard du volume des créances émises il y a plus de 2 ans non recouvrées à ce jour. Son montant total reste cependant important à 959 K€.



| Charges | 2021 | 2022 | Variation en % | Ecart |
|--|--------------------|--------------------|----------------|------------------|
| Achats | 5 253 460 | 5 873 610 | 12% | 620 151 |
| Services extérieurs | 3 463 891 | 3 457 543 | 0% | (6 348) |
| Autres services extérieurs | 15 550 518 | 16 240 293 | 4% | 689 775 |
| Impôts et taxes | 1 901 637 | 1 925 117 | 1% | 23 479 |
| Salaires | 82 272 441 | 86 882 035 | 6% | 4 609 594 |
| Charges de gestion | 5 290 665 | 5 670 752 | 7% | 380 087 |
| Charges financières | 54 602 | 118 650 | 117% | 64 048 |
| Dotations aux provisions et amortissements | 9 660 172 | 10 030 981 | 4% | 370 809 |
| Total | 123 447 386 | 130 198 981 | 5% | 6 751 595 |

Ces différents éléments ajoutés aux charges réelles de l'exercice conduisent à constater une augmentation importante de près de +6,8 M€. Cela, selon des mouvements variables en fonction des natures de dépenses.

➤ Achats :

| Charges | 2021 | 2022 | Variation en % | Ecart 2022 / 2021 |
|------------------------------------|--------------------|--------------------|----------------|-------------------|
| Achats études et matériels | 48 488 € | 9 373 € | -81% | - 39 114 € |
| Achat restauration | 408 300 € | 555 599 € | 36% | 147 299 € |
| Air comprimé et autres fournitures | 95 395 € | 50 127 € | -47% | - 45 268 € |
| Carburant | 7 020 € | 8 510 € | 21% | 1 490 € |
| Chauffage | 816 778 € | 698 907 € | -14% | - 117 871 € |
| Eau | 185 206 € | 190 867 € | 3% | 5 661 € |
| Electricité | 887 789 € | 1 169 530 € | 32% | 281 741 € |
| Gaz | 231 944 € | 276 005 € | 19% | 44 061 € |
| Fournitures | 2 572 541 € | 2 914 693 € | 13% | 342 152 € |
| Total | 5 253 460 € | 5 873 610 € | 12% | 620 151 € |

Les achats constituent un poste en augmentation (+620 K€) mais de façon très variable selon le type d'achat : l'impact de l'inflation sur certains achats se fait nettement sentir, même s'il est moins important qu'il n'était craint au budget rectificatif : + 147 K€ au titre des achats liés à la restauration et +282 K€ de l'électricité. Les autres dépenses de fluides restent stables voire en légère diminution (-118 K€ de chauffage). Il faut souligner que les modalités de prise en charge de ce type de dépenses complexifient leur suivi annuel, notamment avec un volume d'avoirs parfois importants, souvent tardifs, suite à des régularisations de consommation et qui peuvent fausser ces conclusions. Les diverses fournitures sont aussi en croissance (+342 K€), traduisant, sans doute une reprise d'activité par rapport à 2021 mais aussi un renchérissement de leur coût unitaire.

➤ Services extérieurs :

| Charges | 2021 | 2022 | Variation en % | Ecart 2022 / 2021 |
|------------------------------------|---------------------|---------------------|----------------|-------------------|
| Assurances | 176 739 € | 175 377 € | -1% | - 1 361 € |
| Contrats de nettoyage | 885 721 € | 694 017 € | -22% | - 191 704 € |
| Divers concours | 352 761 € | 451 692 € | 28% | 98 930 € |
| Diverses prestations de sécurité e | 1 595 095 € | 1 417 108 € | -11% | - 177 987 € |
| Documentation abonnement et ouv | 1 460 606 € | 1 576 348 € | 8% | 115 742 € |
| Entretien réparation et maintenanc | 1 646 081 € | 1 444 145 € | -12% | - 201 935 € |
| Formation continue du personnel | 257 637 € | 376 761 € | 46% | 119 124 € |
| Frais de colloques | 110 766 € | 284 254 € | 157% | 173 488 € |
| Frais de réception | 122 976 € | 401 827 € | 227% | 278 851 € |
| Frais postaux et de télécommunica | 247 693 € | 241 925 € | -2% | - 5 768 € |
| Honoraires et annonces | 539 141 € | 536 600 € | 0% | - 2 541 € |
| Locations | 110 158 € | 81 523 € | -26% | - 28 635 € |
| Personnel détaché et CDSN | 10 057 600 € | 9 145 646 € | -9% | - 911 954 € |
| Personnel interimaire | 80 991 € | 186 985 € | 131% | 105 993 € |
| Publications et catalogues | 651 920 € | 858 295 € | 32% | 206 375 € |
| Services bancaires et assimilés | 9 512 € | 5 430 € | -43% | - 4 082 € |
| Transports et missions | 709 013 € | 1 819 904 € | 157% | 1 110 891 € |
| Total | 19 014 409 € | 19 697 836 € | 4% | 683 428 € |

On constate une variation globale de +683 K€ des charges mais selon des mouvements très variables : une reprise de l'activité s'est nettement fait ressentir en 2022 et se retrouve dans certains niveaux de dépense : les dépenses de déplacements sont en forte hausse (+581 K€ au titre du marché et 557 K€ de frais de mission, soit plus d'1,1 M€ de dépenses par rapport au niveau de 2021, ce qui se rapproche du niveau constaté en 2019) ; de même pour les frais de colloque (+173 K€) ou les frais de réception (+278 K€) ou encore les dépenses de documentation (+116 K€), qui, ici aussi, se rapprochent de 2019. Les dépenses de communication et publication sont aussi en augmentation (+206 K€), notamment en raison de la reprise en 2022 de la nuit de l'ENS-PSL. La situation des marchés relatifs au nettoyage (-192 K€) ou à la sécurité (-178 K€), voire en général des dépenses d'entretien et de maintenance (-201

K€) devra être analysée en lien avec les services prescripteurs, notamment dans le contexte d'une clôture anticipée au 1^{er} décembre 2022 en raison de la bascule à SIFAC.

Les dépenses relatives aux personnels détachés, et en réalité principalement aux CDSN, apparaissent en forte baisse (-911 K€), ce qui reflète la nette réduction des engagements signés par les partenaires de l'École, en raison des incertitudes sur le niveau de financement de la DGEIP. Le montant des dépenses CDSN effectivement payées en 2022 est certes de 8,2 M€ mais à cela, il a fallu ajouter un montant significatif de charges à payer de 1,1 M€ correspondant aux engagements de l'établissement mais que les partenaires n'ont pas concrétisé par la transmission de factures à l'ENS-PSL. Une provision importante de 859 K€, correspondant aux conventions non encore signées, a en outre été inscrite au regard de la charge à venir et pondère de façon très importante la diminution de charge ici apparemment affichée.

➤ Salaires :

| Charges | 2021 | 2022 | Variation en % | Ecart 2022 / 2021 |
|--|---------------------|---------------------|----------------|--------------------|
| Rémunérations principales | 45 158 922 € | 47 430 599 € | 5% | 2 271 677 € |
| Rémunérations accessoires | 1 599 443 € | 1 133 453 € | -29% | - 465 991 € |
| Primes et indemnités | 3 527 975 € | 4 163 723 € | 18% | 635 748 € |
| Cotisations totalisées | 31 560 475 € | 32 940 300 € | 4% | 1 379 826 € |
| Prestations, œuvres sociales médecine trav et autres | 755 091 € | 1 010 989 € | 34% | 255 899 € |
| SFT | 125 795 € | 162 905 € | 30% | 37 110 € |
| Congés payés | - 322 245 € | 171 635 € | -153% | 493 881 € |
| Abattement et reversement | - 133 015 € | - 131 570 € | -1% | 1 445 € |
| Salaires | 82 272 441 € | 86 882 035 € | 6% | 4 609 594 € |

Les charges de personnel, déjà en augmentation au cours des précédents exercices sont en nette augmentation en 2022 (cf. supra § 1.2.1 et infra focus n°1 en annexe) de +4,6 M€ : certains éléments d'analyse figurent en annexe (cf. infra focus n°1). Mais on mettra ici en exergue notamment l'impact de la revalorisation du point d'indice sur les rémunérations principales, ainsi que les différents efforts faits par l'établissement notamment pour les rémunérations accessoires et indemnitaires (tel que le complément indemnitaire annuel). S'agissant des cotisations, elles sont bien entendu impactées par cette assiette en hausse, auxquels s'ajoutent, de façon plus marginale, de nouvelles charges (participation de l'employeur aux mutuelles ou mobilité durable). Les autres charges notamment au titre des différentes prestations sociales et œuvres sociales ainsi que le SFT¹⁶ connaissent une augmentation plus mesurée. Concernant les congés payés, il est précisé que cette dépense fait l'objet d'une estimation annuelle lors des travaux avec les Commissaires aux comptes : l'estimation de 2020, intégrant la part du CET¹⁷ donnant lieu désormais à provision, a conduit à constater en 2021 un montant assez élevé d'extourne, nettement supérieur au montant de la charge effectivement constatée en 2021. Ceci explique le montant négatif ici affiché pour 2021. La situation pour 2022 est, elle, redevenue plus « normale » en constatant seulement la charge complémentaire de 171 K€ : pour mémoire, le montant total des congés payés est estimé à 522 K€, soit l'équivalent de 3 931 jours de congés pour 341 agents.

¹⁶ Supplément familial de traitement.

¹⁷ Compte épargne temps.

➤ Impôts et taxes :

| Charges | 2021 | 2022 | Variation en % | Ecart 2022 / 2021 |
|-----------------------------|--------------------|--------------------|----------------|-------------------|
| Impôts divers | 362 697 € | 305 685 € | -16% | - 57 012 € |
| Versement transport et FNAL | 1 538 940 € | 1 619 431 € | 5% | 80 491 € |
| Impôts et taxes | 1 901 637 € | 1 925 117 € | 1% | 23 479 € |

Les impôts et taxes connaissent une certaine stabilité. Les variations constatées par le passé liées à la cotisation annuelle au FIPHP¹⁸ ne sont désormais plus à déplorer.

➤ Les charges de gestion et charges financières

| Charges | 2021 | 2022 | Variation en % | Ecart 2022 / 2021 |
|--|--------------------|--------------------|----------------|-------------------|
| Bourses et aides aux étudiants | 2 854 347 € | 2 991 820 € | 5% | 137 472 € |
| Subventions diverses | 1 309 089 € | 1 478 855 € | 13% | 169 766 € |
| Autres charges diverses notamment sur titres ex antérieurs | 160 196 € | 271 571 € | 70% | 111 374 € |
| Charges sur créances irrécouvrables | 500 € | - € | -100% | - 500 € |
| Redevances brevets droits d'auteur | 478 715 € | 388 136 € | -19% | - 90 579 € |
| divers | 487 818 € | 540 371 € | 11% | 52 553 € |
| charges financières | 54 602 € | 118 650 € | 117% | 64 048 € |
| Charges de gestion et financières | 5 345 267 € | 5 789 402 € | 8% | 444 134 € |

Les charges de gestion sont en augmentation de +444 K€. Les bourses et aides versées aux étudiants connaissent une hausse importante de +137 K€ mais qui doit être nuancée : les dépenses au titre du fonds d'aide social ont été en diminution (-36 K€), alors que les bourses, en particulier sur financements externes, sont en progression (+351 K€), montrant l'importance de ces derniers, les gratifications de stage restant, elles, assez stables (-49 K€).

Les charges diverses correspondent à des diverses opérations de gestion, notamment de régularisation de recettes sur exercices antérieurs, par exemple pour des corrections : leur caractère très conjoncturel les rend peu significatives. A titre d'exemples, dans le cadre des travaux de préparation à la bascule à SIFAC, des opérations y ont été comptabilisées pour solder certaines opérations anciennes.

Les dépenses relatives aux subventions sont principalement constatées dans le cadre des contrats de recherche de l'établissement : l'augmentation constatée de +170 K€ reste donc assez conjoncturelle et fonction du niveau d'avancement de tel ou tel projet.

➤ Les dotations aux amortissements et provisions :

| Charges | 2021 | 2022 | Variation en % | Ecart 2022 / 2021 |
|------------------------------|--------------------|---------------------|----------------|-------------------|
| Dotations aux amortissements | 8 409 316 € | 8 748 037 € | 4% | 338 722 € |
| Dotations aux provisions | 728 580 € | 1 276 507 € | 75% | 547 927 € |
| Dotations aux dépréciations | 522 277 € | 6 437 € | -99% | - 515 840 € |
| Dotations (DAP) | 9 660 172 € | 10 030 981 € | 4% | 370 809 € |

Les dotations connaissent une faible augmentation (+371 K€), mais leur répartition doit être précisée : la dotation aux provisions est portée à 1,3 M€ (+548 K€), principalement afin de couvrir la charge liée aux conventions CDSN restant non signées à la cloture 2022. Plus à la marge, la provision pour allocation de retour à l'emploi est augmentée 16 618 €. Tout aussi à la marge, la provision pour dépréciation de comptes clients qui avaient été significativement relevée en 2021 est augmentée en 2022 de 6 437 €.

¹⁸ Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique.

Pour le reste, la dotation aux amortissements représente une charge importante de 8,7 M€ : elle augmente en 2022 de +339 K€ € en fonction du volume d'immobilisations recensées. Cela, sous réserve des travaux de fiabilisation actuellement en cours concernant la valeur de l'actif de l'École.

2.4. Immobilisations de l'établissement et financement de l'actif

On sait que la réserve des commissaires aux comptes sur les comptes de l'établissement concerne la fiabilité de l'actif de l'établissement tant dans sa réalité physique que dans son évaluation. La réalisation d'un inventaire physique a été précédée d'un appel d'offre qui a conduit à une prestation qui a débuté durant le dernier trimestre 2022. L'inventaire physique dans les locaux et les services a déjà été réalisé. La phase de réconciliation physico-comptable est actuellement en cours pour s'achever en principe avant la fin du premier semestre 2023. Les conclusions de ces travaux et les corrections qu'elles induiront seront intégrées en comptabilité en 2023 : ils conduiront le cas échéant à une valeur brute de l'actif corrigée, à des amortissements réévalués mais aussi à déterminer les financements qui leur sont rattachés.

✓ Situation des immobilisations en 2022

A ce jour l'actif brut de l'établissement est comptabilisé à hauteur de 481 M€, soit une augmentation significative de + 8,7 M€ (contre 11,4 M€ en 2021), selon le détail suivant :

- Les immobilisations incorporelles (notamment logiciels et licences) ont varié en 2022 (+445 K€), ainsi portées à une valeur brute de 663 K€ : cette variation reflète les efforts de l'établissement en matière numérique, principalement dans le cadre du déploiement progressif du logiciel SIFAC, acquis auprès de l'AMUE (189 K€), mais aussi du nouvel applicatif en matière d'hébergement (AD'Residentiel pour 86 K€). Dans une moindre mesure, certains achats à vocation scientifique, y figurent aussi (cf. logiciel Abjad pour le département de Mathématiques et applications). ;
- Les constructions ont, elles, évolué de façon importante en 2022 (+3,4 M€), sans que des immobilisations en cours aient été mises en service au cours de l'exercice 2022 : un chantier spécifique sur ce suivi, en parallèle de l'inventaire actuellement en cours de réalisation par un prestataire dédié, devra être mené en 2023. En conséquence c'est la poursuite de l'opération relative à la mise en place d'un local serveur pour plus de 2,7 M€ qui explique cette variation ;
- Les installations techniques connaissent une variation importante (+1,3 M€), en particulier au titre de l'équipement du département de Chimie (spectromètre RMN), acquis au moyen de financements externes, mais aussi, dans une moindre mesure, d'autres équipements scientifiques dans les départements de physique (89 K€), biologie (79 K€) et d'études cognitives (78 K€).
- D'autres immobilisations corporelles ont été acquises pour 1,4 M€, notamment pour le département de chimie, à nouveau dans le cadre de l'équipement RMN sur financement externe (616 K€), mais aussi 84 K€ pour l'achat d'un oscillateur ou 92 K€ pour un équipement d'aimant supraconducteur au département de chimie, toujours sur financements externes. D'autres équipements sont à relever, notamment au département de physique (cf. un système de déposition de métal par faisceau d'électron à 656 K€) ou au Centre des Ressources Informatiques (CRI) de la DGS pour divers équipements réseaux (190 K€).
- Les immobilisations en cours restent à un niveau élevé (13,4 M€) déjà constaté en 2021. Ceci s'explique, pour une grande partie (8,1 M€), par les avances versées, principalement à l'EPAURIF (pour 7,9 M€). Pour 2022, ce poste est augmenté par l'avance de 500 K€ versée au titre de l'acquisition d'un liquéfacteur au département de Physique.
- Les autres postes concernent divers acomptes pour des immobilisations non encore mises en service. Il s'agit pour 2022 notamment des travaux de rénovation du poste haute tension de Chimie (319 K€) et de celle des locaux du Lattice à Montrouge (562 K€), ainsi que la restructuration des laboratoires de l'équipe Strick à l'IBENS (160 K€).

- Les immobilisations financières se limitent à la dotation annuelle de 10 K€ versée à la Fondation partenariale Philippe Meyer, représentant un montant cumulé de 72,5 K€.

✓ Situation des financements externes de l'actif en 2022

Les financements externes d'immobilisations ne sont pas rattachés à ce jour avec suffisamment de précisions aux différents biens figurant à l'actif pour permettre leur comptabilisation au passif. Ces financements, le cas échéant déjà perçus, figurent provisoirement en avance. Ceci explique la quasi absence d'augmentation des financements reçus, notamment au titre des financements d'équipements scientifiques : ces travaux de réconciliation de l'actif avec les financements externes reçus seront à mener en 2023, à l'issue de la finalisation des travaux d'inventaire débutés en 2022 et devant s'achever en 2023.

Cependant ont été comptabilisés en tant que financements rattachés à un actif les seuls versements effectués par le rectorat d'Île-de-France en 2022, d'une part, au titre du Contrat plan État Région (CPER) pour 2021-2027 à hauteur de 6,37 M€ pour la restructuration du site Lhomond ; d'autre part, au titre du même CPER un montant de 100 K€ pour la réhabilitation de l'IBENS. En l'absence de mise en service des immobilisations correspondantes, aucune quote-part n'est reprise au résultat à ce jour.

Conclusion

Cet exercice se caractérise par un retour progressif à un niveau d'activité comparable à celui d'avant la crise sanitaire.

Du point de vue des agrégats financiers sous-tendant la comptabilité patrimoniale, le résultat sur 2022 ressort à -3 074 958 €. Ce résultat doit être perçu à l'aune de la trajectoire budgétaire qui envisageait déjà un déficit de fonctionnement de 1 600 132 €. Plusieurs éléments saillants sont à relever : un résultat en retrait par rapport à 2021 avec un poids de dépenses de personnel élevé rapporté à l'ensemble des dépenses de fonctionnement. En terme d'analyse de soutenabilité, force est de constater que l'absence de quotes-parts dédiées au financement de l'actif (produits destinés à compenser la charge d'amortissement), ainsi que l'impact des charges extérieures correspondant à des besoins fondamentaux mais dont la compensation est incertaine, telles que l'augmentation du point d'indice, les mesures « bas salaires » qui impactent la rémunération des élèves, la revalorisation des CDSN, expliquent ce déficit.

Des axes d'amélioration sont identifiés pour stabiliser certains processus et constituent des priorités pour l'exercice 2023 (fiabilité de l'actif et de ses financements externes, amélioration du suivi des opérations fléchées et, plus généralement, des contrats de recherche).

L'École doit en effet s'inscrire dans une trajectoire budgétaire soutenable lui permettant de réaliser au meilleur niveau ses missions de formation et de recherche et de répondre également à de nouveaux enjeux.

Focus 1 : évolution de la masse salariale entre 2021 et 2022

Analyse comparative des dépenses de masse salariale et des ETPT entre 2021 et 2022.

1. L'évolution des effectifs en 2022

Le plafond d'emploi exécuté en 2022 s'élève à 1 705 ETPT (équivalent temps plein travaillé) contre 1700 ETPT en 2021. Il s'inscrit dans une autorisation budgétaire de 1 820 ETPT dont 1 386 ETPT sur plafond État au budget rectificatif n°2 de 2022 (1 761 ETPT dont 1 387 ETPT sur plafond État en 2021).

Sur l'ensemble du périmètre de la subvention pour charges de service public (SCSP) et des ressources propres de l'École, on note une progression de 5 ETPT en exécution entre 2021 et 2022 (+27 ETPT entre 2020 et 2021).

C'est la progression du recrutement d'enseignants chercheurs sur contrats de recherche qui compense partiellement la baisse de consommation des plafonds d'emplois sur les ressources globalisées de l'École. En effet, la part Etat est en diminution de -12 ETPT par rapport à 2021 expliquée essentiellement par une baisse des élèves (-11 ETPT). Nous observons une baisse des BIATSS (-7,3 ETPT) qui est compensée quasi-intégralement par une hausse des enseignants (+6,5 ETPT).

Cette situation s'explique par une forte tension sur le marché du travail et un manque d'engouement pour les postes ouverts dans la fonction publique induisant un allongement important des durées moyennes de vacances de poste sur les emplois BIATSS. Fin novembre 2022, seuls 62% des arbitrages de poste BIATSS de la campagne 2022 avaient abouti à un recrutement.

Ce bilan montre le dynamisme de l'École en matière d'enseignement et de recherche malgré les tensions de recrutement qui touchent la plupart des secteurs d'activité. En revanche, on note un accroissement des difficultés conjoncturelles pour pourvoir les postes sur des fonctions support et soutien.

2. Les dépenses de masse salariale

L'année 2022 a été marquée par le retour de l'inflation et la mise en œuvre de plusieurs mesures impactant directement les dépenses de masse salariale de l'École.

La masse salariale de l'École progresse de 3,9 M€ entre 2021 et 2022. L'évolution de la rémunération des normaliens représente 22% de cette dépense supplémentaire alors que celle consacrée aux personnels s'élève à 28% du total (hors contrats de recherche).

Sur le périmètre des contractuels et des fonctionnaires (hors élève et contrats de recherche), la revalorisation du point d'indice, les mesures bas salaires, la création d'un nouveau régime indemnitaire pour les enseignants chercheurs, les mesures salariales issues de la LPR ainsi que l'augmentation mécanique des charges patronales induisent des dépenses supplémentaires à hauteur de plus 1,1 M€ sur l'année 2022 pour une consommation du plafond d'ETPT qui diminue de -15 ETPT.

La masse salariale en lien avec l'activité de la recherche progresse à nouveau après une phase de stagnation due au contexte de la crise sanitaire et au ralentissement de l'activité économique. En 2022, elle augmente de 1,3 M€ par rapport à 2021 (33% de l'augmentation de la masse salariale).

Les augmentations successives de la rémunération forfaitaire mensuelle minimale des doctorants impactent significativement la masse salariale de l'École. En effet, pour la cohorte 2021 la rémunération minimale a augmenté de 6,1 % par rapport aux cohortes précédentes, passant à 1 866 € brut par mois au lieu de 1 758 € brut. La rémunération des contrats conclus à compter du 1er septembre 2022 a été portée à 1 975 € brut. Sur 2022, la masse salariale dédiée aux contrats doctoraux progresse de +894 K€ (23% de l'augmentation de la masse salariale) pour un effectif qui s'accroît de +17,4 ETPT entre 2021 et 2022.

En conclusion, les crédits alloués à l'amélioration des carrières des fonctionnaires progressent sensiblement. Cette tendance est le reflet de la politique RH de l'École en matière de repyramidage des emplois BIATSS et de pérennisation des contractuels à chaque fois que cela est possible. Cette politique, qui vient en cohérence de toutes les mesures prévues par la LPR, participe au développement de l'attractivité de l'École par le renforcement des régimes indemnitaires et par l'accompagnement du développement des compétences.

Enfin, par la consolidation des dispositifs de reporting et la maîtrise de la masse salariale, l'École poursuit son action pour dégager des marges de manœuvre et mettre en cohérence la politique de l'emploi et les objectifs stratégiques de l'établissement.

3. Analyse de la variation de la masse salariale 2021 - 2022 par la méthode des écarts successifs¹⁹

Variation de la masse salariale et des ETPT entre 2021 et 2022

| PERIMETRES | POPULATIONS | 2021 | | 2022 | | Ecart | |
|--|---|-------------------|----------------|-------------------|----------------|------------------|-------------|
| | | Masse salariale | ETPT | Masse salariale | ETPT | Masse salariale | ETPT |
| DEPENSES GLOBALISEES (Subventions ETAT + Ressources propres globalisées) | Enseignants Permanents (Titulaires + CDI) | 15 742 133 | 146,6 | 16 387 118 | 145,27 | 644 985 | -1,3 |
| | BIATSS Permanents (Titulaires + CDI) | 17 535 904 | 306,5 | 17 898 197 | 297,81 | 362 293 | -8,6 |
| | Enseignants NON Permanents (CDD) | 1 977 174 | 35,0 | 2 057 849 | 35,24 | 80 675 | 0,2 |
| | BIATSS NON Permanents (CDD) | 2 755 311 | 70,3 | 2 759 989 | 64,89 | 4 678 | -5,4 |
| Total | | 38 010 521 | 558,3 | 39 103 152 | 543,2 | 1 092 631 | -15,1 |
| CONTRAT DE RECHERCHE | Chercheurs non Permanents (CDD) | 5 917 835 | 102,2 | 7 032 736 | 116,55 | 1 114 901 | 14,3 |
| | BIATSS non Permanents (CDD) | 2 122 804 | 54,4 | 2 280 357 | 53,72 | 157 553 | -0,7 |
| Total | | 8 040 639 | 156,7 | 9 313 093 | 170,3 | 1 272 454 | 13,6 |
| TOTAL MES | | 46 051 160 | 715,0 | 48 416 245 | 713,5 | 2 365 085 | -1,5 |
| Hors MES | Elèves | 28 249 165 | 749,1 | 29 120 389 | 738,1 | 871 224 | -11,0 |
| | Contrats Doctoraux | 7 530 782 | 235,7 | 8 424 821 | 253,2 | 894 039 | 17,4 |
| | Périmètre spécifique | 1 903 492 | | 1 671 376 | | -232 116 | 0,0 |
| Total hors MES | | 37 683 440 | 984,8 | 39 216 586 | 991,3 | 1 533 146 | 6,4 |
| TOTAL ENS | | 83 734 600 | 1 699,8 | 87 632 831 | 1 704,7 | 3 898 231 | 5,0 |

La variation de la masse salariale de l'ENS entre 2021 et 2022 est de **+3 898 K€**, pour **5,0 ETPT** supplémentaires. Elle est expliquée par les évolutions observées :

- ✓ sur le périmètre de la Méthode des Ecart Successifs (MES) qui enregistre une hausse de **+2 365 K€** pour **-1,5 ETPT**. Ce périmètre fait l'objet d'une étude approfondie présentée ci-dessous.
- ✓ sur le périmètre hors MES (élèves, contrats doctoraux, périmètre spécifique) qui enregistre une variation de **+1 533 K€** pour **+6,4 ETPT** expliquée par :
 - γ **+871 K€** pour **-11 ETPT** sur les élèves en raison de l'impact des mesures bas salaire qui font passer l'indice des élèves de 340 à 352 entre 2021 et 2022 et la revalorisation du point d'indice en juillet 2022.
 - γ **+894 K€** pour **+17,4 ETPT** sur les contrats doctoraux due essentiellement à l'augmentation des CDSN ENS et entrants 2022 (+12,6 ETPT). A cela on peut ajouter la revalorisation de leur rémunération indexée sur la valeur du point d'indice en juillet 2022.
 - γ **-232 K€** sur le périmètre spécifique expliquée par la baisse (**-497 K€**) des heures de cours complémentaires, des rémunérations des jurys et des heures d'enseignement, qui est partiellement compensée par la mise en place en 2022 de la prime exceptionnelle inflation, du forfait télétravail et de la protection sociale complémentaire (**+229 K€**).

¹⁹ La méthode des écarts successifs vise à expliquer les principaux déterminants des variations relatives à la masse salariale. La majorité des éléments de rémunération composant la masse salariale varient en raison d'effets mécaniques, issus de la variation des effectifs (effet volume) et de la variation du coût des agents (effet prix). Toutefois, une partie de la variation de la masse salariale est indépendante (des plafonds d'emplois notamment) et varie de manière autonome : c'est le périmètre spécifique (heures de cours complémentaires, vacations, rémunérations des jurys et prestations sociales). Ce périmètre est donc exclu du périmètre d'analyse de la méthode des écarts successifs.

| Tableau de synthèse de l'analyse de la Méthode des Ecart Successifs | | | | | | | | | |
|--|--|---------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------|-------------------------------|-----------------------|-----------|-------------------|----|
| PERIMETRES | POPULATIONS | Rémunération Principale | | Primes | | Charges Patronales | TOTAL | Variation ETPT | N° |
| | | Impact évolution effectif | Impact évolution rémunérations | Impact évolution effectif | Impact évolution primes | | | | |
| DEPENSES GLOBALISEES (Subventions ETAT + Ressources propres globalisées) | Enseignants Permanents (Titulaires + CDI) | -69 835 | 230 950 | -6 924 | 361 437 | 129 357 | 644 985 | -1,3 | 1 |
| | BIATSS Permanents (Titulaires + CDI) | -237 934 | 385 861 | -56 315 | 168 243 | 102 438 | 362 293 | -8,6 | 2 |
| | Enseignants NON Permanents (CDD) | 6 992 | 17 687 | 792 | 37 682 | 17 522 | 80 675 | 0,2 | 3 |
| | BIATSS NON Permanents (CDD) | -148 353 | 145 886 | -5 782 | -8 716 | 21 643 | 4 678 | -5,4 | 4 |
| Total | | -449 131 | 780 384 | -68 229 | 558 647 | 270 960 | 1 092 631 | -15,1 | |
| CONTRAT DE RECHERCHE | Chercheurs non Permanents (CDD) | 591 184 | 139 938 | 17 789 | 92 008 | 273 982 | 1 114 901 | 14,3 | 5 |
| | BIATSS non Permanents (CDD) | -19 887 | 124 889 | -39 | 5 410 | 47 179 | 157 553 | -0,7 | 6 |
| Total | | 571 297 | 264 827 | 17 751 | 97 418 | 321 161 | 1 272 454 | 13,6 | |
| TOTAL | | 122 166 | 1 045 212 | -50 478 | 656 065 | 592 121 | 2 365 085 | -1,5 | |

| N° | Commentaires |
|----|---|
| 1 | L'augmentation de 645 K€ de la masse salariale des enseignants permanents est le résultat d'une revalorisation des primes (+361 K€) avec la mise en place progressive du Ripec qui représente +286 K€ en 2022. On observe également une forte hausse de la rémunération principale moyenne (+231 K€) due à la hausse du point d'indice et à l'augmentation de +1,5 ETPT annuel de PR dont +1,2 PR de classe exceptionnelle et +2 MCF hors classe. Cela aboutit naturellement à une hausse des charges patronales (+129 K€). |
| 2 | L'augmentation de 362 K€ de la masse salariale des BIATSS permanents est expliquée par un repyramidage (+3,7 ETPT de catégorie A, -3 catégorie B, -9,4 catégorie C) observé durant l'année 2022 et la hausse de la valeur du point aboutissant à une hausse de la rémunération principale moyenne de 386 K€. Cette augmentation a toutefois été compensée par une baisse significative des effectifs (-8,6 ETPT) représentant -238 K€. En outre, la hausse des primes moyenne de 168 K€ (RIFSEEP) s'explique par deux facteurs : le repyramidage (hausse de l'enveloppe IFSE de 50 K€) et la hausse du complément indemnitaire annuel (+49 K€). Enfin l'impact de ces mesures aboutissent à une hausse des charges patronales de 102 K€ |
| 3 | L'augmentation de 81 K€ de la masse salariale des enseignants non permanents est principalement expliquée par une hausse de la prime moyenne (+38 K€) en 2022, provenant essentiellement de la mise en place du Ripec (+35 K€). |
| 4 | La variation de +5 K€ de la masse salariale des BIATSS non permanents est le résultat d'une baisse significative des effectifs (-5,4 ETPT) pour une économie de -148 K€ qui est compensée par une hausse des rémunérations moyennes versée en 2022 pour un coût de 146 K€. |
| 5 | La hausse significative de la masse salariale des enseignants (+1 115 K€) découle essentiellement d'une hausse importante des effectifs (+14,3 ETPT) en 2022 pour un coût de 591 K€. A cela, il convient de rajouter une rémunération principale moyenne en hausse de +140 K€ provenant d'une augmentation significative de la rémunération des seuls CDD chercheurs en 2022. Ces variations aboutissent mécaniquement à une hausse des charges patronales qui s'établit à +274 K€ |
| 6 | La variation de +158 K€ de la masse salariale des BIATSS est due essentiellement à une hausse de la rémunération principale moyenne de 125 K€ provenant d'une augmentation de la rémunération moyenne de 2,3 K€ par agent entre 2021 et 2022. Cette hausse, légèrement compensée par une baisse des effectifs (-0,7 ETPT pour un coût de -20 K€), aboutit à une hausse des charges patronales de 47 K€ en 2022. |

En définitive, l'augmentation de la masse salariale de **+2,4 M€** bénéficie quasiment autant aux personnels payés sur les dépenses globalisées (**1,1 M€**), qu'aux personnels payés sur contrat de recherche (**+1,3 M€**).

La hausse constatée sur les dépenses globalisées (**1,1 M€**) bénéficie principalement aux personnels permanents (titulaires et CDI) pour **+1,0 M€** expliquée par :

- ✓ **+620 K€** sur les rémunérations principales qui provient de la hausse du point d'indice, du GVT et du repyramidage, qui est compensée par une baisse des effectifs (**-9,9 ETPT**) pour une économie de **-310 K€**.
- ✓ **+470 K€** sur les primes découlant de la mise en place progressive du Ripec en janvier 2022, de la hausse du complément indemnitaire annuel et des effets du repyramidage.
- ✓ **+230 K€** sur les charges patronales qui constitue une conséquence mécanique de l'augmentation des rémunérations principales.

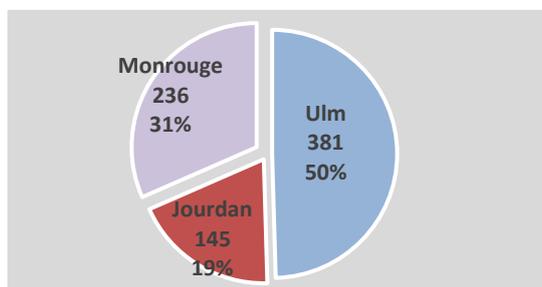
Sur les contrats de recherche, la hausse (**+1,3 M€**) provient essentiellement des Chercheurs non permanents (**+1,1 M€** - cf. ligne 5 du tableau de synthèse) qui est le résultat d'une augmentation des effectifs (**+14,3 ETPT**) pour un coût de **0,6 M€** et d'une augmentation des rémunérations moyennes proposées en 2022 (**+0,1 M€**). Ces variations aboutissent à une hausse des charges patronales de **0,3 M€** en 2022

Focus 2 : recettes de l'hébergement étudiants en 2022

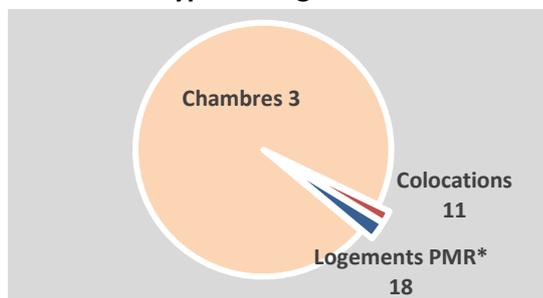
A- Le parc de logements en 2022

L'ENS-PSL dispose d'un parc de 762 logements étudiants répartis sur 3 sites. Il est constitué pour l'essentiel de chambres individuelles (96%).

Répartition sur les 3 sites



Les types de logements



*PMR : personne à mobilité réduite

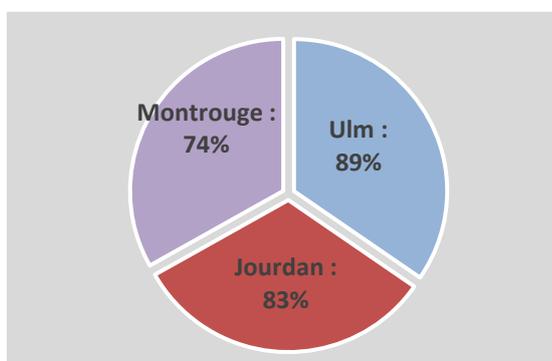
B- L'occupation des logements sur les 3 sites

Hors logements indisponibles, l'ENS-PSL a offert sur 11 mois (août exclu) **272 580 nuitées** (235 860 en 2021).

Au total, **208 549** nuitées ont été facturées contre 194 523 en 2021.

Le taux d'occupation des logements étudiants est de 83% (82% en 2021).

Taux d'occupation par site (hors août)



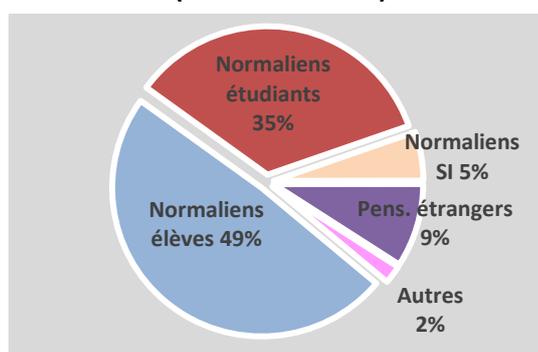
C- L'occupation des logements par statut

Les hébergements sont essentiellement ouverts aux normaliens (élèves, étudiants, sélection internationale) et aux pensionnaires étrangers (Erasmus, échanges).

En novembre 2022, 651 normaliens (358 élèves, 254 étudiants et 39 Sélection internationale) étaient logés, soit 42% de la population normalienne.

Pour un total de 730 étudiants logés, les normaliens représentent 89 % des locataires, les pensionnaires étrangers 9 % et les mastériens/doctorants 2%.

Répartition des hébergements occupés par statut (Novembre 2022)



D- Recettes et recouvrement des loyers (logements enseignants invités compris)

En 2022, les recettes s'établissent à 2 102 k€, soit une hausse de 233 k€ par rapport à 2021 (+ 12 %).

Sur les 11 premiers mois de l'année, le taux de recouvrement des factures est en légère baisse : 97% contre 98% en 2021.

La moyenne des montants restant à recouvrer sur 12 mois glissants augmente sensiblement en fin d'année : 56 k€ (31 k€ en 2021).

Cet écart s'explique par les difficultés ponctuelles de traitement des recettes lié à l'installation d'un nouveau logiciel de gestion (ADRESIO) en septembre 2022.

La moyenne des montants restant à recouvrer en 2023 devrait toutefois se rapprocher des chiffres observés en 2021, bien qu'une tendance ne puisse être observée dès début février 2023, le nouveau logiciel permet de fluidifier la communication avec les usagers et de faciliter le traitement des recettes grâce à une prise en main plus efficace du nouvel outil de gestion des hébergements.

Focus 3 : activité restauration en 2022

Propos liminaires :

Si l'activité 2021 avait été freinée par la pandémie, l'exercice 2022 voit un retour de l'activité sans contrainte sanitaire, avec des chiffres proches de l'exercice 2019, dernière année de référence.

De plus, les tarifs du restaurant sont restés inchangés.

Evolution du Chiffre d'affaires TTC

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2022-2021 | % |
|--|-------|------|-------|-------|-----------|------|
| Chiffre d'affaires (K€) | 1 649 | 802 | 1 355 | 1 653 | +298 | +22% |
| Nombre plateaux moyens journaliers ²⁰ | 672 | 328 | 550 | 661 | +111 | +20% |

source RestOffice

La hausse de chiffre d'affaires de 2022 (1 654 K€ de chiffre d'affaires et +298 K€ par rapport à 2021) s'explique essentiellement par une hausse de la fréquentation : +22% pour le chiffre d'affaires et +20% pour le nombre de plateaux moyen par jour d'ouverture du restaurant.

Il convient de relever la fréquentation exceptionnelle sur les mois d'octobre à décembre 2022, qui ont vu de nouveaux records de fréquentation : jusqu'à 886 plateaux par jour en moyenne sur le mois d'octobre.

Evolution des dépenses (crédits de paiements)

| K€ | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2021-2019 | % |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|-------------|
| Dépenses consolidées²¹ | 1 259 | 1 211 | 1 344 | 1 500 | +156 | +12% |
| Dont personnel | 614 | 675 | 690 | 676 | -13 | -2% |
| Dont fonctionnement | 645 | 536 | 625 | 824 | +198 | +32% |
| Dont investissement | 0 | 62 | 29 | 0 | -29 | -100% |

source GFC dépenses

Comme l'exercice précédent, l'évolution à la hausse des dépenses (+156 K€, soit +12%) n'est pas corrélée avec l'évolution de la fréquentation ou du chiffre d'affaires (respectivement +22% et +20%).

En effet, si la masse salariale est globalement stable (le recrutement du chef de cuisine n'aura des effets pleins qu'en 2023), les dépenses de fonctionnement ont augmenté de +198 K€, soit 32%. Le restaurant a continué d'investir en 2022 (un grill, un four et deux sauteuses), mais les factures ne nous sont pas parvenues sur l'exercice, elles seront comptabilisées en 2023.

Ainsi, l'impact à la hausse de la fréquentation a entraîné une augmentation des dépenses de fonctionnement, notamment sur les matières premières et l'intérim, soit exactement l'effet inverse de l'exercice précédent où nous avons constaté à une baisse de la fréquentation.

Les différents postes de dépenses sont présentés dans le tableau suivant :

²⁰ Seul le self est concerné car la cafétéria ne propose de plateaux aux convives.

²¹ Pour mémoire, seules les dépenses de fonctionnement et d'investissement sont rattachées au service de restauration, les dépenses de personnels sont rattachées au budget de l'établissement.

Evolution des dépenses de fonctionnement (crédits de paiements)

| K€ | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2022-2021 | % |
|-----------------------|------------|------------|------------|------------|-------------|-------------|
| Fonctionnement | 645 | 536 | 622 | 824 | +198 | +32% |
| Denrées alimentaires | 481 | 276 | 380 | 527 | +147 | +39% |
| Intérim, formation | 106 | 101 | 81 | 173 | +91 | +112% |
| Non alimentaire | 77 | 56 | 123 | 113 | -10 | -8% |
| Maintenance | 51 | 55 | 41 | 46 | +0 | +0% |
| Prestations internes | -71 | -13 | 0 | -35 | -35 | |

source GFC dépenses

Ainsi, la hausse de fréquentation de +20%, comparable à la baisse du chiffre d'affaires de +22% ne se retrouve pas mécaniquement dans l'évolution des dépenses de fonctionnement, qui sont en hausse de +32%.

La situation des dépenses de fonctionnement est due principalement à deux hausses :

- +147 K€, soit +39%, liées aux denrées alimentaires en raison de la hausse de fréquentation et des coûts (+10% par rapport à 2019 qui présente une activité similaire). Les plus importants postes de dépenses sont les surgelés / divers frais ainsi que les fruits et légumes (dont le bio), qui représentent respectivement 26% et 20% des dépenses de denrées alimentaires (stables sur 2021 et 2022). La forte inflation entre 2019 et 2022 a expliqué les 10% de hausse par rapport à 2019.
- +91 K€, soit +112 %, pour les dépenses d'intérim, en raison de la difficulté à recruter sur les fonctions de chef de cuisine (recrutement effectué en septembre 2022), d'apprentis (recrutement en septembre 2022) et du remplacement systématique des personnels absents pour garantir la qualité du service rendu aux usagers.

En outre, les prestations internes de 2022 représentent 35 K€, soit la moitié du niveau de référence 2019.

Enfin, la contribution²² de l'ENS est de 773 K€ en 2022. Une fois déduit la part liée à la cafétéria, cela représente 5 € par repas en 2022 (140 000 repas) contre 6,1 € en 2021 (116 000 repas).

²² Recettes - dépenses comprenant la masse salariale

Focus 4 : Bilan financier inscriptions rentrée 2022/23

| Formation | Total inscriptions | Somme à payer - tarif scolarité | Somme à payer - tarif aménagements | Total recettes | Total exonérations à la charge de l'ENS |
|----------------------------|--------------------|---|---|------------------|---|
| Master | 620 | 243 € pour UE 3770 € hors UE | Césure : 159 € pour UE 2513 € hors UE | 121 176 € | 191 187 € |
| DENS | 1 542 | 210 € - scolarité | Etalement : 105 € Interruption : 0 € | 234 675 € | 1 470 € |
| Préparation à l'agrégation | 102 | 0 € normaliens 256 € hors normaliens | | 8 192 € | 15 360 € |
| Doctorat | 625 | 380 € | Césure : 253 € | 224 452 € | 17 480 € |
| HDR ²³ | 22 | 380 € | | 8 360 € | |
| Total | 2 911 | | | 598 229 € | 225 497 € |

Nous comptabilisons 2 911 inscriptions à l'ENS-PSL pour l'année universitaire 2022-2023. Les droits d'inscriptions s'établissent à 598 k€, dont 38% pour le doctorat, 39% pour le DENS et 20% pour les Masters. Les exonérations à la charge de l'ENS représentent 225 k€. Elles concernent majoritairement les Masters pour 191 k€. Ces exonérations constituent une absence de recettes pour l'établissement.

BILAN DES EXONERATIONS RENTREE 2022

| | | Master | DENS | préparation agrégation | doctorants | HDR | Total |
|--|---|------------|--------------|------------------------|------------|-----------|--------------|
| Inscriptions | | 620 | 1 542 | 102 | 625 | 22 | 2 911 |
| Exonérations | total exonérations | 166 | 154 | 70 | 48 | 0 | 438 |
| | % exonération | 27% | 10% | 69% | 8% | 0% | 15% |
| | boursier CROUS | 102 | 144 | 10 | 0 | | 256 |
| | boursier gouvernement français | 6 | 1 | 0 | 1 | | 8 |
| | total exonérations ENS-PSL | 58 | 9 | 60 | 47 | 0 | 174 |
| | % exonération ENS-PSL | 9% | 1% | 59% | 8% | 0% | 6% |
| | commission d'exonération | 3 | 7 | 0 | 7 | 0 | 17 |
| | double inscription (dont cotutelle thèse) | 1 | 2 | 0 | 22 | 0 | 25 |
| | normaliens | | | 60 | | | 60 |
| | soutenance avant le 30/04/2023 | | | | 18 | | 18 |
| inscription extra-communautaires (243 € au lieu de 3 770€) | 54 | | | | | 54 | |

Sur les 2 911 étudiants inscrits en 2022-2023, 438 étudiants ont bénéficié d'une exonération soit 15% des étudiants, principalement les exonérations pour les boursiers (264 dont 256 boursiers CROUS). Il y a eu 174 exonérations relevant du choix de l'établissement, soit 6% des effectifs. Ce taux d'exonération est inférieur au taux de 10% autorisé par les textes.

Par ailleurs, l'ENS-PSL a réalisé 37 inscriptions administratives pour le compte des 5 écoles d'art de PSL (dans le cadre du doctorat SACRe) pour un total de 12 540 €, ainsi que 32 inscriptions pour le compte du Collège de France pour un total de 11 400 €.

²³ L'observation des inscriptions en HDR concerne l'année civile 2022.

Focus 5 : les projets immobiliers

| TAUX 2022 | <i>En Fonctionnement</i> | <i>En Investissement</i> | Total |
|--|------------------------------|------------------------------|--------------|
| Budget Patrimoine immobilier (hors CPER et viabilisation) | | | |
| Taux de consommation en AE | 90 % | 81 % | 85 % |
| Taux de consommation en CP | 79 % | 52 % | 67 % |

Les taux d'exécution budgétaire du Service patrimoine de l'ENS-PSL sont en 2022, de 85 % en AE et de 67 % en CP. Ils sont relativement stables en AE et en CP entre les années 2021 et 2022 (respectivement de 82 % et 78 %, en 2021), malgré les contraintes posées par la migration vers un nouveau Système d'Information financier et comptable (SIFAC).

1. PAT 03 – Opérations immobilières (hors recherche et hors CPER)

Pour les opérations immobilières (hors CPER), la situation de la consommation des crédits 2022 ouverts au Service patrimoine, apparaît comme suit au 31 décembre 2022 :

| Années | Autorisations d'engagement | | | | Crédits de paiements | | | |
|------------------------|----------------------------|------------------|-----------------|--------------|----------------------|-----------------|----------------|--------------|
| | AE Ouverts | AE Conso totale | AE DISPO | AE EXECUTION | CP Ouverts | CP Conso totale | CP DISPO | CP EXECUTION |
| 2020 | 2 737 553 | 2 217 055 | 520 498 | 81% | 2 255 205 | 1 624 282 | 630 923 | 72% |
| 2021 | 2 147 606 | 1 360 056 | 787 550 | 63% | 1 898 669 | 1 296 730 | 601 939 | 68% |
| 2022 | 3 765 844 | 3 140 522 | 625 322 | 83% | 2 522 762 | 1 161 249 | 1 361 513 | 46% |
| Ecart 2022-2021 | 1 618 238 | 1 780 467 | -162 228 | 20% | 624 093 | -135 482 | 759 575 | -22% |

Au niveau des AE, pour les opérations immobilières (hors projets CPER et de recherche), le taux d'exécution de 83 %, en nette amélioration par rapport à 2021 (+ 20 %), traduit une meilleure estimation des crédits d'investissement requis, ainsi qu'un ajustement plus fin de ces crédits en cours d'exercice.

S'agissant du taux de consommation de CP, en forte baisse par rapport à 2021 (-22 %), il s'explique principalement par des décalages dans l'exécution liés en particulier à l'allongement des délais d'approvisionnement, de la disponibilité des entreprises pour exécuter les travaux, de délais supplémentaires pour la réalisation d'études d'exécution (au regard d'aléas techniques).

Force est de constater que la planification et l'estimation financière de certaines opérations immobilières ont été impactées par :

- Forte incertitude sur le coût et le délai d’approvisionnement des matières premières, avec de surcroît une mobilisation d’entreprises du bâtiment parfois difficile, en raison de leur disponibilité remise en cause par leur investissement au niveau du plan de relance gouvernemental de l’activité du bâtiment
- Reconsidération du programme de certaines opérations immobilières
- Rencontre d’aléas techniques importants sur certains projets
- Report de projets, en considération de la capacité de l’École à en supporter le financement, ou à en assurer le pilotage au moyen de ses ressources techniques internes.

Les écarts constatés vis-à-vis de cette moyenne de 83 % en consommation d’AE sont à analyser à la lumière des données suivantes :

- OPE 2019-0063 : Campus Jourdan – Aménagement et requalification paysagère de la parcelle BK2 (taux de 43 %). Ce projet a subi le retard constaté dans la notification de marchés subséquents de travaux, du fait de la Plateforme Régionale des Achats de l’Etat. Le planning prévisionnel de cette opération immobilière a dû être modifié en conséquence.
- OPE 2021-0040 : Campus Panthéon – Pavillon Pasteur (taux de 22 %) / Les derniers besoins exprimés par les usagers du bâtiment, et les nécessités de rénovation technique et énergétique, ont conduit à de nouvelles études programmatiques du projet (avec le recours à un programmiste).
- OPE 2021-0158 : Campus Panthéon – Rénovation du PC Sécurité / Un refus de permis de construire (au titre de la protection d’un patrimoine inscrit aux Monuments Historiques), des contraintes supplémentaires en matière de sûreté (imposées par le service opérationnel de prévention situationnelle de Police) et des négociations engagées pour la passation des marchés de travaux, n’ont pas permis d’engager certaines commandes prévues en décembre 2022.
- A eux seuls, ces trois projets représentent une disponibilité de crédits en AE s’élevant à 287 994 € sur un total de 625 322 € non consommées au niveau des 22 opérations immobilières considérées, soit 46 %.

2. PAT 08 – Opérations immobilières pour la recherche (hors CPER)

| Années | Autorisations d'engagement | | | | Crédits de paiements | | | |
|------------------------|----------------------------|-----------------|---------------|--------------|----------------------|-----------------|---------------|--------------|
| | AE Ouverts | AE Conso totale | AE DISPO | AE EXECUTION | CP Ouverts | CP Conso totale | CP DISPO | CP EXECUTION |
| 2020 | 251 846 | 192 062 | 59 784 | 76% | 300 282 | 179 796 | 120 486 | 60% |
| 2021 | 472 974 | 296 778 | 176 196 | 63% | 343 866 | 102 736 | 241 130 | 30% |
| 2022 | 466 196 | 265 931 | 200 265 | 57% | 619 941 | 332 328 | 287 613 | 54% |
| Ecart 2022-2021 | -6 778 | -30 846 | 24 068 | -6% | 276 075 | 229 592 | 46 483 | 24% |

Le taux de consommation de 57 % en AE sur ce périmètre se justifie principalement par l’opérations immobilières OPE 2019-0060 : 46 Ulm – Restructuration de 2 laboratoires Equipe Strick – (taux de 63 %). Après un arrêt de chantier en août 2021, ce dernier a repris en juillet 2022, au terme des jurys de concours, et non sans une certaine difficulté à remobiliser les entreprises. Toutes les commandes de prestations n’ont pu être réalisées selon le calendrier initialement prévu.

Ce projet affiche 26 % des AE disponibles, et 63% des CP disponibles sur les crédits en recherche.

3. Le projet CPER Lhomond

| Années | Autorisations d'engagement | | | | Crédits de paiements | | | |
|------------------------|----------------------------|------------------|-----------------|--------------|----------------------|-------------------|----------------|--------------|
| | AE Ouverts | AE Conso totale | AE DISPO | AE EXECUTION | CP Ouverts | CP Conso totale | CP DISPO | CP EXECUTION |
| 2020 | 223 047 | 109 837 | 113 210 | 49% | 1 268 972 | 1 109 189 | 159 783 | 87% |
| 2021 | 335 982 | 146 673 | 189 309 | 44% | 5 807 856 | 5 636 241 | 171 615 | 97% |
| 2022 | 3 466 099 | 3 412 342 | 53 757 | 98% | 3 921 090 | 2 859 297 | 1 061 793 | 73% |
| Ecart 2022-2021 | 3 130 117 | 3 265 669 | -135 552 | 55% | -1 886 766 | -2 776 944 | 890 178 | -24% |

Les taux d'exécution budgétaire sont de 98 % en AE et de 73 % en CP en 2021.

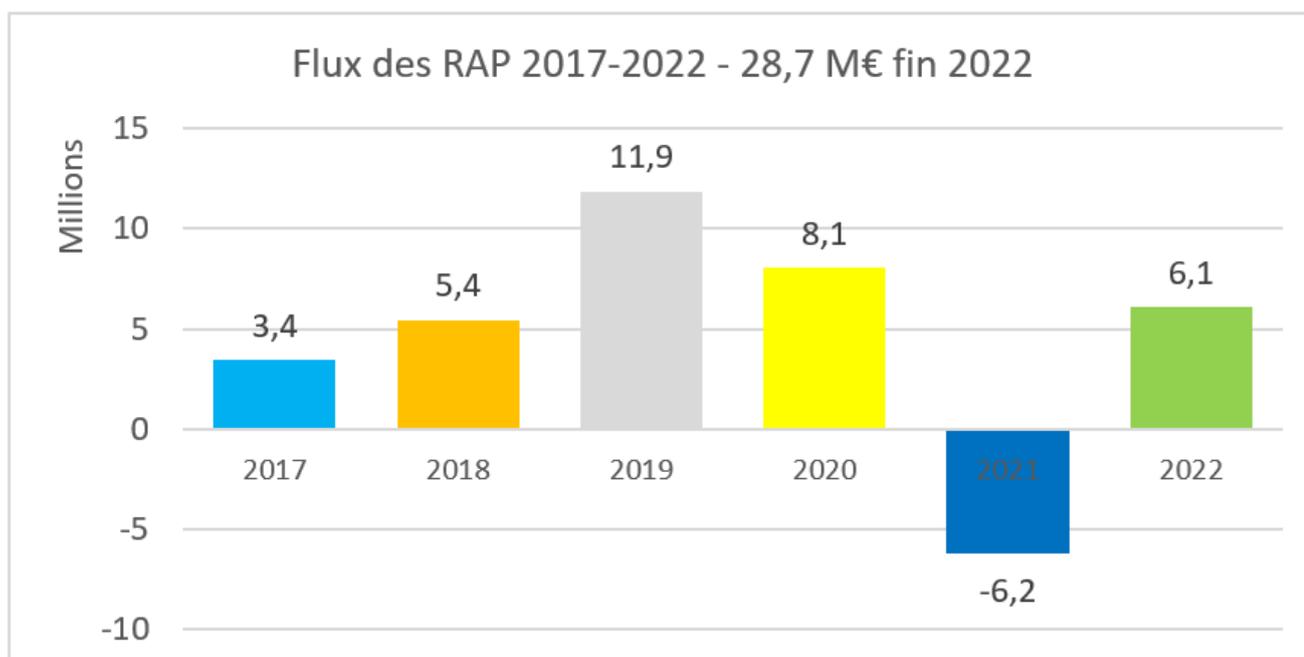
L'exercice 2022 se caractérise par un bien meilleur taux d'exécution en AE, comparativement à l'année dernière. Les crédits disponibles (53 757 €) sont, pour plus de deux tiers, consacrés aux dépenses préalables au démarrage des travaux sur le bâtiment Grand Hall.

S'agissant des CP, le taux d'exécution de 73 %, en recul par rapport à 2021, s'explique par le paiement tout début janvier 2023 d'une échéance au Maître d'ouvrage délégué de l'opération Grand Hall prévue en décembre 2022.

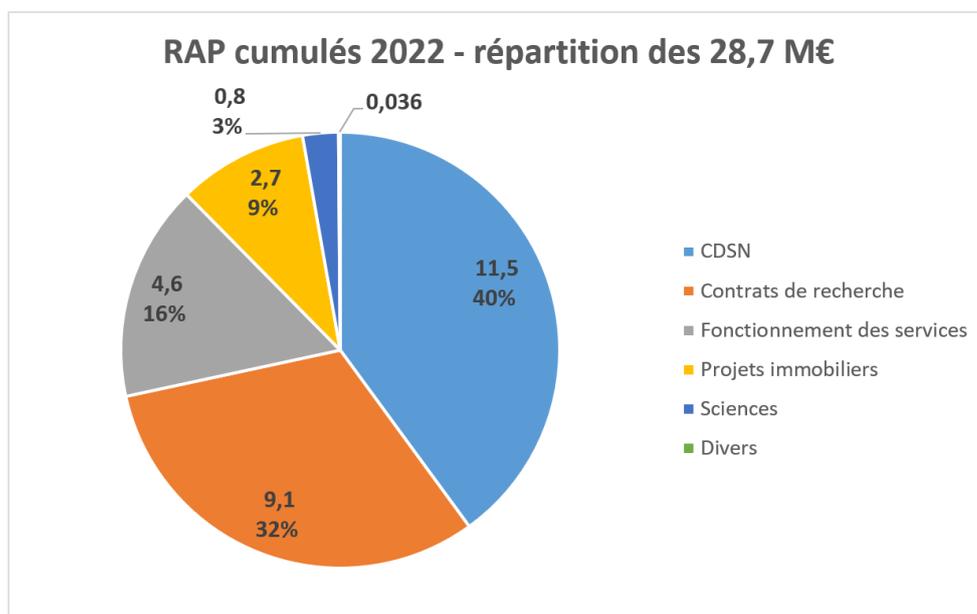
Focus 6 : les restes à payer

Les restes à payer (RAP) est un concept issu de la réforme dite de « Gestion budgétaire et comptable publique » mise en place en 2017. Ils sont constitués par la différence entre les autorisations d'engagements (AE) et les crédits de paiements (CP) et représentent une quasi dette de l'établissement vers un tiers. A la fin de chaque exercice, cette différence constitue un « flux » de restes à payer qui s'ajoute au « stock » de restes à payer des années précédentes. En outre, le montant des AE des exercices précédents peut être évalué à la baisse, suite à l'abandon d'un projet, par exemple. Le « stock » des RAP peut donc être inférieur à la somme des flux annuels des RAP.

Lors de la bascule en mode GBCP, l'évaluation initiale des restes à payer était de 2,3 M€. Nous partons de l'hypothèse que ce stock initial est éteint fin 2021. Le montant des restes à payer cumulés depuis 2017 s'élèvent fin 2022 à 28,7 M€. L'évolution du flux est présentée dans le graphique suivant :



Le « stock » des restes à payer, d'un montant de 28,7 M€, se répartit de la manière suivante :



Ainsi, les contrats doctoraux spécifiques normaux représente notre premier poste de RAP avec 11,5 M€ (40%), en décroissance (-0,8M€) pour la deuxième année.

Le poids des contrats de recherche s'intensifie pour atteindre 9,1 M€

(+5,9 M€) , soit 32% des RAP. Il convient de noter que six projets concentrent 7,7 M€, soit 86% de ces RAP : l'Equipex+ IMF-NMR²⁴, le liquéfacteur PSL, l'ERC Starting Grant DANCINGFOOL, l'ERC25 Synergie HiSCORE²⁶, le DIM27 RESPORE²⁸, et l'EUR29 Translitteræ³⁰.

Le fonctionnement des services représente 16% des RAP à 4,6 M€, en augmentation de +1,9 M€. Comme l'année précédente, deux services en concentrent la majorité 55%, pour les mêmes raisons :

- ✓ le SRH pour 1,4 M€, dont 1,1 M€ de RAP au titre des mises à disposition
- ✓ le CRI pour 1,2 M€, dont 1,0 M€ sur les années 2021 et 2022, correspondant aux achats de logiciels et matériels.

Les projets immobiliers en cours portés par le service patrimoine représentent 9% de nos RAP, soit 2,7 M€.

En outre, les restes à payer « Sciences » (hors contrat de recherche) représente un montant moins important, à 754 K€, en légère décroissance cette année.

Enfin, le CPER n'apparaît plus dans les restes à payer en raison de la modification de méthodologie d'imputation budgétaire, conformément à la demande de la DGFiP³¹ et de la DB32, qui aboutit à valoriser les avances à l'EPAURIF en compte de tiers (tableau 5). Seules les factures transmises par l'EPAURIF impacteront le tableau 2, susceptibles de décompter les restes à payer.

²⁴ IMF NMR : projet de spectroscopie à résonance magnétique nucléaire (RMN) à champs multiples intégrés.

²⁵ ERC : Conseil européen de la recherche

²⁶ HiSCORE : Highly informative drug screening by overcoming NMR restrictions (développer le criblage de nouveaux médicaments à fort contenu informatif et à haut débit, par résonance magnétique nucléaire)

²⁷ DIM : domaine d'intérêt majeur financé par la région Île-de-France

²⁸ RESPORE : réseau d'excellence en solide poreux

²⁹ EUR : école universitaire de recherche

³⁰ L'EUR Translitteræ explore les Humanités du point de vue des circulations dont elles résultent et analyse la constitution même des disciplines comme le résultat de processus permanents de transfert.

³¹ Direction générale des finances publiques.

³² Direction du budget.

Tableau 9 détaillé – exécution des projets immobiliers 2022

| Catégorie SPSI | N° opération | Opérations | Montant d'opération | AE consommées au titre des années antérieures à 2022 | AE BR2 2022 | AE consommées au 31/12/2022 | CP consommées au titre des années antérieures à 2022 | CP BR2 2022 | CP consommées au 31/12/2022 |
|-----------------------------|---------------|---|---------------------|--|------------------|-----------------------------|--|------------------|-----------------------------|
| Grands projets | OPE-2016-0182 | Trvx d'achèvement CPER 1 | 1 322 182 | 1 220 243 | - | - | 1 154 318 | - | - |
| | OPE-2018-0143 | Rénovation département de physique | 1 230 000 | 1 230 000 | - | - | 1 030 000 | - | - |
| | OPE-2018-0144 | Local serveurs | 2 932 409 | 219 873 | 2 712 536 | 3 283 097 | 181 927 | 2 475 481 | 2 763 201 |
| | OPE-2018-0145 | Rénovation département de chimie | 4 600 000 | 4 600 000 | - | - | 4 600 000 | - | - |
| | OPE-2018-0146 | Rénovation du Grand Hall | 25 300 047 | 1 560 000 | - | - | 1 560 000 | 1 240 000 | - |
| | OPE-2019-0142 | Travaux préalables au Grand Hall | 320 000 | 68 403 | 78 076 | 40 232 | 65 854 | 80 626 | 7 663 |
| | OPE-2021-0012 | CPER 21-27 IBENS - diagnostics techniques préalables | 55 000 | 16 375 | 38 625 | 22 804 | - | 55 000 | 22 225 |
| | OPE-2021-0013 | Qlab | 110 000 | 85 919 | 10 181 | - | 77 230 | 18 870 | 8 430 |
| Total Grands projets | | | 35 869 638 | 9 000 813 | 2 839 419 | 3 346 133 | 8 669 329 | 3 869 977 | 2 801 519 |
| GER | OPE-2018-0123 | Réaménagement Département des Sciences de l'antiquité (DSA) | 300 000 | 5 277 | 294 723 | 312 215 | 1 465 | 185 935 | 40 126 |
| | OPE-2018-0129 | Hynnos II - mise en securite et renovation des locaux (37 chambres) | 1 164 000 | 1 075 144 | 11 254 | 11 155 | 1 009 665 | 48 928 | 48 863 |
| | OPE-2019-0063 | Aménagement et requalification paysagère de la parcelle BK2 | 220 000 | 14 796 | 205 203 | 87 674 | 1 565 | 54 400 | 10 798 |
| | OPE-2020-0081 | Rénovation du poste haute tension chimie | 500 000 | 352 134 | 57 866 | 43 902 | 67 518 | 260 857 | 310 899 |
| | OPE-2020-0111 | 45 Ulm - Rénovation de l'amphi Galois | 200 000 | - | 30 000 | - | - | 12 000 | - |
| | OPE-2020-0112 | 45 Ulm - Rénovation d'espaces sanitaires | 600 000 | 5 747 | 199 253 | 230 715 | 1 207 | 194 793 | 5 277 |
| | OPE-2021-0014 | Rénovation locaux UMR 8094 LATTICE | 360 000 | 182 082 | 177 918 | 116 964 | 350 | 331 650 | 286 095 |
| | OPE-2021-0156 | Aménagement chambre PMR | 50 000 | 1 174 | 48 826 | 37 481 | - | 50 000 | 36 146 |
| Total GER | | | 3 394 000 | 1 636 354 | 1 025 044 | 840 105 | 1 081 771 | 1 138 563 | 738 203 |
| Réhabilitation | OPE-2018-0117 | Implantation ascenseur escalier C | 946 000 | 105 415 | 780 586 | 745 181 | 17 025 | 671 603 | 55 363 |
| | OPE-2018-0121 | Couloir vert - Ouverture d'un centre de sciences des données | 483 600 | 448 238 | 0 | - | 401 657 | 36 968 | 23 970 |
| | OPE-2019-0104 | Cour Pasteur - requalification Paysager | 1 100 000 | 85 678 | 1 014 322 | 962 674 | 53 494 | 237 938 | 47 839 |
| | OPE-2021-0040 | Pavillon Pasteur | 145 000 | 4 450 | 140 550 | 30 521 | - | 37 000 | 3 041 |
| | OPE-2021-0041 | 29 Ulm - Salle de réunion R+3 | 487 000 | 12 197 | 474 803 | 436 857 | - | 410 600 | 392 913 |
| | OPE-2021-0158 | Rénovation PC Sécurité | 200 000 | 3 566 | 196 434 | 155 997 | 1 107 | 118 893 | 7 519 |
| Total Réhabilitation | | | 3 361 600 | 659 545 | 2 606 694 | 2 331 230 | 473 284 | 1 513 001 | 530 645 |
| Internat | OPE-2018-0133 | Cage escalier - Rénovation après désamiantage et déplombage | 450 000 | 440 049 | 0 | - | 399 881 | 27 117 | 25 406 |
| | OPE-2019-0106 | Tour B et C - Rénovation lourde du bâtiment | 950 000 | 657 054 | 227 956 | 39 673 | 278 545 | 132 220 | 78 563 |
| Total Internat | | | 1 400 000 | 1 097 103 | 227 957 | 39 673 | 678 426 | 159 337 | 103 969 |
| Hors SPSI | OPE-2019-0021 | SME-Système de Management Energétique | 150 000 | 99 361 | 50 639 | 44 929 | 17 667 | 72 910 | 40 819 |
| | OPE-2019-0060 | 2ème étage - Restructuration de 2 laboratoires (équipe STRICK) | 328 000 | 189 721 | 138 278 | 86 426 | 116 666 | 211 334 | 28 936 |
| | OPE-2021-0155 | LENA POPA | 150 000 | - | 150 000 | 62 541 | - | 60 000 | 350 |
| | OPE-2021-0157 | Sécurisation CRI | 300 000 | 6 747 | 23 253 | 1 549 | - | 25 000 | 8 296 |
| Total Hors SPSI | | | 928 000 | 295 829 | 362 170 | 195 445 | 134 334 | 369 244 | 78 401 |
| Total général | | | 44 953 238 | 12 689 644 | 7 061 283 | 6 752 587 | 11 037 143 | 7 050 122 | 4 252 737 |

ENS - synthèse de la liasse budgétaire

| | Intitulé du tableau | Soumission au CA |
|----|---|------------------|
| 1 | Tableau des emplois | Pour vote |
| 2 | Tableau des autorisations budgétaires | Pour vote. |
| 3 | Tableau des dépenses par destination et recettes par origine | Pour information |
| 4 | Tableau d'équilibre financier | Pour vote |
| 5 | Tableau des opération pour compte de tiers | Pour information |
| 6 | Tableau de situation patrimoniale (tableau compte de résultat - tableau de financement) | Pour vote |
| 7 | Tableau présentant le plan de trésorerie | Pour information |
| 8 | Tableau des opérations liées aux recettes fléchées | Pour information |
| 9 | Tableau des opérations pluriannuelles | Pour vote |
| 10 | Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation | Pour information |
| 11 | Tableau retraçant les moyens des unités mixtes de recherche | Pour information |
| 12 | Tableau de synthèse budgétaire et comptable | Pour information |

Tableau 1 - Tableau des emplois (en ETPT)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| Catégories d'emplois | Nature des emplois | | (A) Plafond Etat | | | (B) Plafond Ressources propres | | | (C) = (A) + (B) - Global | | |
|--|--------------------|------------|------------------|--------------|--------------|--------------------------------|------------|------------|--------------------------|--------------|--------------|
| | | | CFI 2021 | BR2 2022 | CFI 2022 | CFI 2021 | BR2 2022 | CFI 2022 | CFI 2021 | BR2 2022 | CFI 2022 |
| Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs | Permanents | Titulaires | 146 | 187 | 147 | 0 | 0,0 | 0 | 146 | 187 | 147 |
| | | CDI | 2 | 0 | 2 | 1 | 0,0 | 1 | 3 | 0 | 3 |
| | Non permanents | CDD | 84 | 88 | 91 | 286 | 329 | 311 | 371 | 417 | 401 |
| S/total EC | | | 232 | 275 | 239 | 287 | 329 | 311 | 520 | 604 | 551 |
| Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS | | | 749 | 776 | 738 | | | | 749 | 776 | 738 |
| BIATSS | Permanents | Titulaires | 282 | 334 | 273 | | 0 | 0 | 282 | 334 | 273 |
| | | CDI | 23 | 1 | 24 | 3 | 1 | 3 | 26 | 2 | 27 |
| | Non permanents | CDD | 34 | 0 | 36 | 89 | 104 | 81 | 123 | 104 | 117 |
| S/total Biatoss | | | 339 | 335 | 332 | 92 | 105 | 85 | 431 | 440 | 417 |
| Totaux | | | 1 321 | 1 386 | 1 309 | 379 | 434 | 396 | 1 700 | 1 820 | 1 705 |
| Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat | | | 1 387 | 1 386 | 1 387 | | | | | | |

Tableau 2 - Autorisations budgétaires

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire

| | Dépenses | | | | | | | | | | Recettes | | | | | |
|--|-----------------------|-------------------|------------------------------|-------------------|-------------------------|-------------------|-------------------------------|-------------------|--|-------------------|-----------------------|------------------------------|-------------------------|-------------------------------|--|---|
| | Compte financier 2021 | | budget rectificatif n°2 2022 | | Exécution au 31/12/2022 | | Ecart Exécution 2022 / BR2 | | Ecart Exécution 2022 / Exécution 2021 | | Compte financier 2021 | budget rectificatif n°2 2022 | Exécution au 31/12/2022 | Ecart Exécution 2022 / BR2 | Ecart Exécution 2022 / Exécution 2021 | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | | | | | | |
| Personnel | 83 748 239 | 83 744 989 | 91 443 917 | 91 443 917 | 87 642 110 | 87 638 140 | -3 801 807 | -3 805 777 | 3 893 871 | 3 893 151 | 105 042 905 | 106 694 925 | 106 045 337 | -649 588 | 1 002 432 | Recettes globalisées |
| dont contributions employeur au CAS Pension | 21 778 719 | 21 778 719 | 22 710 000 | 22 710 000 | 22 291 622 | 22 291 622 | -418 378 | -418 378 | 512 904 | 512 904 | 91 028 007 | 92 052 108 | 92 121 587 | 69 479 | 1 093 580 | Subvention pour charges de service public |
| dont Contrats de recherche et autres subventions fléchées | 10 919 557 | 10 919 557 | 14 057 376 | 14 057 376 | 12 588 316 | 12 588 316 | -1 469 060 | -1 469 060 | 1 668 759 | 1 668 759 | 31 000 | 22 500 | 22 500 | 0 | -8 500 | Autres financements de l'Etat |
| Fonctionnement | 29 620 976 | 30 102 719 | 40 079 900 | 38 604 468 | 33 378 261 | 31 815 265 | -6 701 639 | -6 789 203 | 3 757 284 | 1 712 546 | 146 440 | 130 000 | 129 957 | -43 | -16 483 | Fiscalité affectée |
| dont Contrats de recherche et autres subventions fléchées | 5 656 981 | 4 878 698 | 9 626 151 | 9 911 872 | 7 158 774 | 6 980 625 | -2 467 377 | -2 931 247 | 1 501 793 | 2 101 927 | 4 337 667 | 5 576 706 | 5 636 330 | 59 624 | 1 298 663 | Autres financements publics |
| Dont CDSN autres ENS et X entrants et ENS ULM | 8 454 320 | 10 661 523 | 10 200 000 | 9 930 000 | 7 690 864 | 8 267 999 | -2 509 136 | -1 662 001 | -763 456 | -2 393 524 | 9 499 792 | 8 913 611 | 8 134 963 | -778 648 | -1 364 829 | Recettes propres |
| Investissement | 6 402 715 | 11 222 397 | 20 881 974 | 14 867 679 | 17 473 286 | 8 817 188 | -3 408 689 | -6 050 492 | 11 070 570 | -2 405 209 | 24 307 965 | 25 993 142 | 27 236 974 | 1 243 832 | 2 929 009 | Recettes fléchées |
| dont Contrats de recherche et autres subventions fléchées | 2 865 923 | 2 968 190 | 11 638 026 | 6 022 715 | 9 058 485 | 3 066 914 | -2 579 541 | -2 955 801 | 6 192 563 | 98 723 | 2 752 683 | 1 687 860 | 6 490 000 | 4 802 140 | 3 737 317 | Financements de l'Etat fléchés |
| dont CPER Campus Montagne (opération investissement fléchée) | 44 978 | 5 537 096 | 2 751 161 | 3 770 481 | 3 305 901 | 2 785 426 | 554 740 | -985 055 | 3 260 923 | -2 751 671 | 16 600 404 | 20 785 382 | 14 906 016 | -5 879 366 | -1 694 388 | Autres financements publics fléchés |
| | | | | | | | | | | | 4 954 878 | 3 519 900 | 5 840 958 | 2 321 059 | 886 080 | Recettes propres fléchées |

| | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-------------------|------------------|--------------------|--------------------|--------------------|----------------|------------------|---------------------------|
| TOTAL DES DÉPENSES | 119 771 930 | 125 070 105 | 152 405 791 | 144 916 065 | 138 493 656 | 128 270 593 | -13 912 135 | -16 645 472 | 18 721 726 | 3 200 488 | 129 350 870 | 132 688 067 | 133 282 311 | 594 244 | 3 931 441 | TOTAL DES RECETTES |
| <i>Dont total sur opérations fléchées</i> | <i>19 529 363</i> | <i>24 342 917</i> | <i>38 072 714</i> | <i>33 762 444</i> | <i>32 151 708</i> | <i>25 428 944</i> | <i>-5 921 006</i> | <i>-8 333 500</i> | <i>12 622 345</i> | <i>1 086 027</i> | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|------------------|--|------------|--|------------------|--|---------------|--|--|-------------------|--|----------|--|---|--|
| | B1 | | B2 | | B3 | | C1 | | | C2 | | C3 | | | |
| Solde budgétaire (excédent) | 4 280 765 | | 0 | | 5 011 718 | | 0 | | | 12 227 998 | | 0 | | Solde budgétaire (déficit) | |
| | D1 = C1-B1 | | D2 = C2-B2 | | D3 = C3-B3 | | D1=B1-C1 | | | D2=B2-C2 | | D3=B3-C3 | | D4=B4-C4 | |
| Dont excédent sur recettes fléchées | 0 | | 0 | | 1 808 030 | | 34 952 | | | 7 769 302 | | 0 | | Dont déficit sur recettes fléchées | |

Tableau 3 - Dépenses par destination et recettes par origine

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

| Budget | DEPENSES DE L'ORGANISME | | | | | | | |
|--|-------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|--------------------|--------------------|
| | Personnel | | Fonctionnement | | Investissement | | Total | |
| | AE = CP | | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| Formation initiale et continue | 40 228 508 | 40 224 538 | 8 413 279 | 7 490 142 | 0 | 0 | 48 641 787 | 47 714 680 |
| D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence | 900 121 | 900 121 | 58 976 | 79 389 | 0 | 0 | 959 097 | 979 510 |
| D102 - Formation initiale et continue de niveau Master | 34 820 779 | 34 820 779 | 557 192 | 554 339 | 0 | 0 | 35 377 971 | 35 375 118 |
| D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat | 4 507 608 | 4 503 639 | 7 797 111 | 6 856 414 | 0 | 0 | 12 304 719 | 11 360 052 |
| D105 - Bibliothèques et documentation | 3 621 345 | 3 621 345 | 1 362 497 | 1 405 018 | 5 122 | 0 | 4 988 964 | 5 026 363 |
| D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé | 4 235 446 | 4 235 446 | 2 031 839 | 1 921 794 | 368 945 | 361 439 | 6 636 230 | 6 518 679 |
| D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies | 2 192 804 | 2 192 804 | 348 609 | 329 802 | 2 272 | 7 657 | 2 543 685 | 2 530 262 |
| D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur | 8 081 540 | 8 081 540 | 2 958 271 | 3 216 142 | 8 889 405 | 2 758 479 | 19 929 217 | 14 056 162 |
| D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies | 3 685 | 3 685 | 13 | 13 | 0 | 0 | 3 697 | 3 697 |
| D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement | 2 952 065 | 2 952 065 | 374 263 | 417 643 | 127 650 | 118 358 | 3 453 979 | 3 488 065 |
| D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société | 8 898 759 | 8 898 759 | 2 512 106 | 2 159 437 | 64 755 | 125 640 | 11 475 619 | 11 183 835 |
| D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale | 4 665 633 | 4 665 633 | 1 023 650 | 898 970 | 94 712 | 111 113 | 5 783 996 | 5 675 717 |
| D113 - Diffusion des savoirs et musées | 13 760 | 13 760 | 205 953 | 318 984 | 0 | 23 083 | 219 713 | 355 826 |
| D114 - Immobilier | 4 399 337 | 4 399 337 | 4 153 681 | 3 420 530 | 7 042 761 | 4 743 379 | 15 595 779 | 12 563 246 |
| D115 - Pilotage et support | 8 276 277 | 8 276 277 | 6 914 536 | 7 309 231 | 877 663 | 568 040 | 16 068 475 | 16 153 547 |
| Étudiants | 72 951 | 72 951 | 3 079 564 | 2 927 562 | 0 | 0 | 3 152 515 | 3 000 512 |
| D201 - Aides directes aux étudiants | 19 538 | 19 538 | 152 644 | 152 644 | | | 172 182 | 172 182 |
| D202 - Aides indirectes | 0 | 0 | 2 894 040 | 2 741 928 | | | 2 894 040 | 2 741 928 |
| D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives | 53 413 | 53 413 | 32 880 | 32 989 | | | 86 293 | 86 402 |
| Total | 87 642 110 | 87 638 140 | 33 378 261 | 31 815 265 | 17 473 286 | 8 817 188 | 138 493 656 | 128 270 593 |

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) 5 011 718

Tableau 3 - Dépenses par destination et recettes par origine

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

| Budget | RECETTES DE L'ORGANISME | | | | | | | | Total |
|---|---|-------------------------------|--------------------|-----------------------------|------------------|--------------------------------|-------------------------------------|---------------------------|--------------------|
| | Recettes globalisées | | | | | Recettes fléchées | | | |
| | Subvention pour charges de service public | Autres financements de l'Etat | Fiscalité affectée | Autres financements publics | Recettes propres | Financements de l'Etat fléchés | Autres financements publics fléchés | Recettes propres fléchées | |
| Subvention pour charges de service public | 92 121 587 | - | - | - | - | - | - | - | 92 121 587 |
| Droits d'inscription | - | - | - | - | 670 705 | - | - | - | 670 705 |
| Formation continue, diplômes propres et VAE | - | - | - | - | 1 988 | - | - | - | 1 988 |
| Taxe d'apprentissage | - | - | - | - | 51 712 | - | - | - | 51 712 |
| Contrats et prestations de recherche hors ANR | - | - | - | 13 043 | 161 725 | - | 2 098 419 | 2 328 995 | 4 602 182 |
| Valorisation | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| ANR investissements d'avenir | - | - | - | 150 000 | - | - | 2 796 624 | 153 873 | 3 100 497 |
| ANR hors investissements d'avenir | - | - | - | - | - | - | 4 069 414 | 266 480 | 4 335 894 |
| Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région | - | - | - | - | 6 413 | - | 2 104 168 | 156 000 | 2 266 581 |
| Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne | - | - | - | - | - | - | 2 635 416 | 973 914 | 3 609 330 |
| Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres | - | 22 500 | - | 138 800 | 326 270 | 6 490 000 | 1 201 974 | 1 044 119 | 9 223 664 |
| Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs | - | - | - | 5 000 | 544 120 | - | - | 914 121 | 1 463 242 |
| Autres recettes | - | - | 129 957 | 5 329 487 | 6 372 030 | - | - | 3 456 | 11 834 930 |
| Total | 92 121 587 | 22 500 | 129 957 | 5 636 330 | 8 134 963 | 6 490 000 | 14 906 016 | 5 840 958 | 133 282 311 |

SOLDE BUDGETAIRE (déficit)

TABLEAU 4 - Equilibre financier

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| BESOINS | Compte financier 2021 | BR2 2022 | Exécution au 31/12/2022 | Compte financier 2021 | BR2 2022 | Exécution au 31/12/2022 | FINANCEMENTS |
|---|-----------------------|-------------------|-------------------------|-----------------------|-------------------|-------------------------|--|
| Solde budgétaire (déficit)* | | 12 227 998 | | 4 280 765 | | 5 011 718 | Solde budgétaire (excédent)* |
| Remboursements d'emprunts (capital) Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements | 10 000 | 10 000 | 10 000 | | | | Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers ** | 4 099 535 | 1 027 335 | 851 543 | 4 042 629 | 1 027 335 | 799 507 | Opérations au nom et pour le compte de tiers ** |
| Autres décaissements sur comptes de tiers | 2 409 934 | 2 239 871 | 4 881 283 | 3 737 928 | 2 239 871 | 3 156 773 | Autres encaissements sur comptes de tiers |
| Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (A) | 6 519 469 | 15 505 204 | 5 742 827 | 12 061 322 | 3 267 206 | 8 967 999 | Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (B) |
| ABONDEMENT de la trésorerie | 5 541 853 | | 3 225 172 | | 12 237 998 | | PRELEVEMENT de la trésorerie (= A-B) |
| <i>dont Abondement de la trésorerie fléchée ***</i> | | | <i>1 815 693</i> | <i>34 951</i> | <i>7 769 302</i> | | <i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée ***</i> |
| <i>dont Abondement de la trésorerie non fléchée</i> | <i>5 576 804</i> | | <i>1 409 479</i> | | <i>4 468 696</i> | | <i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée</i> |
| | | | | | | | |
| TOTAL DES BESOINS | 12 061 322 | 15 505 204 | 8 967 999 | 12 061 322 | 15 505 204 | 8 967 999 | TOTAL DES FINANCEMENTS |

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 5 - Opérations pour compte de tiers

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| Opérations ou regroupement d'opérations de même nature | Libellé | DECAISSEMENTS | | | ENCAISSEMENTS | | |
|---|--|--------------------|------------------|--------------------|--------------------|------------------|--------------------|
| | | Décaissements 2021 | Prévisions 2022 | Décaissements 2022 | Encaissements 2021 | Prévisions 2022 | Encaissements 2022 |
| Dispositif d'intervention pour comptes de tiers | ERASMUS CBHE IBRAIN | 67 399 | | | | | 14 864 |
| | Paiement et remboursement EDF par Ecotron | 117 270 | | 23 067 | 127 763 | | 112 394 |
| | H2020 – FETOPEN – FERRAGE | | | 603 499 | | | 603 499 |
| | PROJET HiSCORE | 3 758 639 | 1 027 335 | | 3 758 639 | 1 027 335 | |
| | FRM Maladie neurodégénérative | | | 68 750 | | | 68 750 |
| | Commission Européenne - Projet AUGURY | 156 227 | | 156 227 | 156 227 | | |
| Total Opérations au nom et pour le compte de tiers | | 4 099 535 | 1 027 335 | 851 543 | 4 042 629 | 1 027 335 | 799 507 |
| Autres décaissements sur comptes de tiers | TVA déductible | 1 640 221 | 2 239 871 | 4 470 037 | | | |
| | TVA collectée et remboursée | | | | 2 885 316 | 2 239 871 | 3 902 105 |
| | Autres opérations (recettes à classer, dépenses à régulariser) | 45 309 | | 411 246 | 429 065 | | -745 332 |
| Total Autres décaissements sur comptes de tiers | | 2 409 934 | 2 239 871 | 4 881 283 | 3 737 928 | 2 239 871 | 3 156 773 |
| TOTAL | | 6 509 469 | 3 267 206 | 5 732 827 | 7 780 557 | 3 267 206 | 3 956 281 |

TABLEAU 6 - Situation patrimoniale

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

| CHARGES | Compte financier 2021 | Crédits ouverts 2022 après BR2 | EXECUTION AU 31/12/2022 |
|---|------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|
| Personnel | 82 272 441 | 90 072 259 | 86 882 035 |
| <i>dont charges de pensions civiles</i> | 21 778 719 | 23 824 112 | 22 291 622 |
| | | 0 | |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 31 514 773 | 39 976 127 | 33 285 965 |
| Amortissements - provisions | 9 660 172 | 8 700 000 | 10 030 981 |
| TOTAL DES CHARGES (1) | 123 447 386 | 138 748 385 | 130 198 981 |
| Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1) | 2 675 414 | 0 | 0 |
| TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4) | 126 122 801 | 138 748 385 | 130 198 981 |

| PRODUITS | Compte financier 2021 | Crédits ouverts 2022 après BR2 | EXECUTION AU 31/12/2022 |
|---|------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|
| Subvention de l'Etat | 91 050 507 | 92 654 447 | 92 144 087 |
| Autres subventions | 15 094 315 | 23 263 427 | 19 339 955 |
| Fiscalité affectée | 190 443 | 130 000 | 129 957 |
| Autres produits | 15 403 813 | 14 400 380 | 11 168 547 |
| Quotes-parts financements de l'actif | 4 383 722 | 6 700 000 | 4 341 478 |
| TOTAL DES PRODUITS (2) | 126 122 801 | 137 148 254 | 127 124 023 |
| Résultat prévisionnel : déficit (4) = (1) - (2) | 0 | 1 600 132 | 3 074 958 |
| TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4) | 126 122 801 | 138 748 385 | 130 198 981 |

| Calcul de la capacité d'autofinancement | Compte financier 2021 | Crédits ouverts 2022 après BR2 | EXECUTION AU 31/12/2022 |
|--|------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|
| Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4)) | 2 675 414 | -1 600 132 | -3 074 958 |
| + dotations aux amortissements, dépréciations et provisions | 9 660 172 | 8 700 000 | 10 030 981 |
| - reprises sur amortissements (des biens immobiliers), dépréciations et provisions | 4 383 722 | | 1 470 |
| + valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés | | | |
| - produits de cession d'éléments d'actifs | | | |
| - quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice | 0 | 6 700 000 | 4 340 008 |
| = capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF) | 7 951 865 | 399 868 | 2 614 546 |

TABLEAU 6 - Situation patrimoniale

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

| EMPLOIS | Compte financier 2021 | Crédits ouverts 2022 après BR2 | EXECUTION AU 31/12/2022 |
|---|-----------------------|--------------------------------|-------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement | 0 | 0 | 0 |
| Investissements | 11 368 139 | 14 867 680 | 8 696 031 |
| Remboursement des dettes financières | 0 | 0 | |
| TOTAL DES EMPLOIS (5) | 11 368 139 | 14 867 680 | 8 696 031 |
| Apport au fonds de roulement (7) = (6)-(5) | 0 | 0 | 388 515 |

| RESSOURCES | Compte financier 2021 | Crédits ouverts 2022 après BR2 | EXECUTION AU 31/12/2022 |
|---|-----------------------|--------------------------------|-------------------------|
| Capacité d'autofinancement | 7 951 865 | 399 868 | 2 614 546 |
| Financements de l'actif par l'État | 453 182 | 1 500 000 | 6 470 000 |
| Financements de l'actif par des tiers autres que l'État | 300 000 | 7 522 715 | |
| Autres ressources | | | |
| Augmentation des dettes financières | | 0 | |
| TOTAL DES RESSOURCES (6) | 8 705 046 | 9 422 584 | 9 084 546 |
| Prélèvement sur fonds de roulement (8) = (5)-(6) | 2 663 093 | 5 445 096 | 0 |

| Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie | Compte financier 2021 | Crédits ouverts 2022 après BR2 | Correction Balance d'entrée | EXECUTION AU 31/12/2022 | |
|--|-----------------------|--------------------------------|-----------------------------|-------------------------|----------------------------|
| Niveau initial | | | | | |
| FONDS DE ROULEMENT | 41 498 863 | | -553 511 | 38 282 260 | |
| BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT | 1 435 061 | | 553 511 | -7 323 395 | |
| TRESORERIE | 40 063 802 | | | 45 605 655 | |
| Variation | | | | | |
| Variation du FONDS DE ROULEMENT | -2 663 092 | | | 388 515 | |
| Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT | -8 204 945 | 0 | | -2 836 657 | |
| Variation de la TRESORERIE | 5 541 853 | | | 3 225 172 | |
| Niveau final | | | | | |
| FONDS DE ROULEMENT | 38 835 771 | | | 38 670 775 | Jours 116 |
| BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT | -6 769 884 | 0 | | -10 160 052 | |
| TRESORERIE | 45 605 655 | | | 48 830 827 | 146 |

TABLEAU 7 - Plan de trésorerie

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| | janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre | TOTAL |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------|
| (1) SOLDE INITIAL (début de mois) | 45 605 655 | 66 633 598 | 65 799 656 | 51 091 737 | 64 433 278 | 58 260 306 | 57 705 879 | 67 798 679 | 68 882 544 | 61 555 068 | 52 181 820 | 55 186 080 | |
| ENCAISSEMENTS | | | | | | | | | | | | | |
| Recettes budgétaires globalisées | 23 083 973 | 348 944 | 1 830 731 | 22 935 155 | 1 751 232 | 559 080 | 33 372 307 | 0 | 2 192 541 | 660 983 | 14 368 741 | 4 941 650 | 106 045 337 |
| Subvention pour charges de service public | 22 355 864 | 0 | 123 601 | 22 337 940 | 0 | 0 | 31 867 445 | 0 | 0 | 0 | 13 395 568 | 2 041 169 | 92 121 587 |
| Autres financements de l'État | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 22 500 | 0 | 0 | 0 | 22 500 |
| Fiscalité affectée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 129 957 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | 129 957 |
| Autres financements publics | 161 423 | 0 | 830 593 | 95 798 | 817 624 | 174 907 | 836 647 | 0 | 1 427 712 | 325 365 | 379 722 | 586 540 | 5 636 330 |
| Recettes propres | 566 686 | 348 944 | 876 537 | 501 417 | 933 607 | 384 173 | 538 258 | 0 | 742 329 | 335 619 | 593 451 | 2 313 941 | 8 134 963 |
| Recettes budgétaires fléchées | 874 619 | 1 899 734 | 2 777 957 | 1 219 400 | 2 039 486 | 1 527 821 | 1 379 692 | 0 | 3 815 398 | 532 033 | 754 347 | 10 416 487 | 27 236 974 |
| Financements de l'État fléchés | 0 | 0 | 0 | 0 | 20 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 470 000 | 6 490 000 |
| Autres financements publics fléchés | 831 176 | 1 400 152 | 2 184 307 | 647 089 | 1 645 224 | 1 288 970 | 1 124 949 | 0 | 2 511 460 | 455 783 | 356 127 | 2 460 780 | 14 906 016 |
| Recettes propres fléchées | 43 443 | 499 583 | 593 650 | 572 311 | 374 262 | 238 851 | 254 743 | 0 | 1 303 938 | 76 250 | 398 220 | 1 485 708 | 5 840 958 |
| Opérations non budgétaires | -494 075 | 1 035 558 | -641 280 | 225 314 | -389 390 | 600 665 | -18 807 | 2 212 329 | -839 601 | 492 165 | 1 120 958 | 652 443 | 3 956 279 |
| Emprunts : encaissements en capital | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Prêts : encaissement en capital | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Dépôts et cautionnements | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Opérations gérées en comptes de tiers : | -494 075 | 1 035 558 | -641 280 | 225 314 | -389 390 | 600 665 | -18 807 | 2 212 329 | -839 601 | 492 165 | 1 120 958 | 652 443 | 3 956 279 |
| - TVA encaissée | 50 388 | 136 769 | 283 032 | 116 843 | 333 976 | 142 571 | 244 366 | 435 697 | 393 541 | 301 572 | 69 536 | 1 393 814 | 3 902 105 |
| - Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements | 68 750 | | 25 875 | 603 499 | | | | | 14 864 | | 86 519 | | 799 506 |
| - Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers | -613 213 | 898 789 | -950 186 | -495 028 | -723 366 | 458 094 | -263 173 | 1 776 632 | -1 248 005 | 190 593 | 964 903 | -741 371 | -745 332 |
| A. TOTAL | 23 464 517 | 3 284 237 | 3 967 408 | 24 379 870 | 3 401 327 | 2 687 565 | 34 733 192 | 2 212 329 | 5 168 338 | 1 685 181 | 16 244 046 | 16 010 580 | 137 238 590 |
| DECAISSEMENTS | | | | | | | | | | | | | |
| Dépenses liées à des recettes globalisées | 1 318 148 | 2 307 923 | 15 586 074 | 9 064 544 | 7 590 895 | 2 044 928 | 20 653 999 | 465 663 | 10 130 500 | 8 617 796 | 9 007 495 | 16 061 349 | 102 849 313 |
| Personnel | 0 | 0 | 12 182 521 | 6 010 736 | 6 048 129 | -3 680 | 18 311 338 | 0 | 6 322 238 | 6 311 378 | 6 420 209 | 13 446 957 | 75 049 825 |
| Fonctionnement | 1 004 425 | 1 967 247 | 3 187 516 | 2 922 015 | 1 347 757 | 1 662 747 | 2 058 796 | 417 288 | 3 370 173 | 2 007 451 | 2 482 825 | 2 406 402 | 24 834 640 |
| Investissement | 313 723 | 340 676 | 216 037 | 131 793 | 195 010 | 385 861 | 283 865 | 48 375 | 438 089 | 298 967 | 104 460 | 207 990 | 2 964 848 |
| Dépenses liées à des recettes fléchées | 399 030 | 1 540 297 | 2 574 820 | 1 457 866 | 1 471 364 | 786 056 | 3 641 347 | 155 748 | 2 158 167 | 2 019 451 | 3 760 406 | 5 456 726 | 25 421 280 |
| Personnel | 0 | 0 | 2 066 777 | 1 094 491 | 1 039 808 | 3 680 | 3 172 940 | 0 | 1 014 128 | 988 129 | 1 077 397 | 2 130 965 | 12 588 316 |
| Fonctionnement | 338 187 | 320 198 | 413 443 | 321 358 | 411 996 | 679 146 | 392 752 | 97 680 | 1 002 186 | 817 987 | 680 141 | 1 505 552 | 6 980 625 |
| Investissement | 60 844 | 1 220 100 | 94 601 | 42 017 | 19 560 | 103 231 | 75 655 | 58 068 | 141 853 | 213 335 | 2 002 869 | 1 820 209 | 5 852 339 |
| Opérations non budgétaires | 719 396 | 269 959 | 514 433 | 515 920 | 512 039 | 411 007 | 345 046 | 507 053 | 207 146 | 421 182 | 471 885 | 847 758 | 5 742 826 |
| Emprunts : remboursements en capital | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Prêts : décaissements en capital | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Dépôts et cautionnements | | | | | | | | | | 10 000 | | | 10 000 |
| Opérations gérées en comptes de tiers : | 719 396 | 269 959 | 514 433 | 515 920 | 512 039 | 411 007 | 345 046 | 507 053 | 207 146 | 421 182 | 471 885 | 847 758 | 5 732 826 |
| - TVA décaissée | 150 030 | 187 890 | 325 451 | 114 001 | 384 261 | 266 712 | 283 808 | 488 042 | 218 171 | 379 041 | 428 707 | 1 243 924 | 4 470 037 |
| - Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements | 224 977 | | 12 574 | 613 992 | | | | | | | | | 851 543 |
| - Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers | 344 390 | 82 069 | 176 408 | -212 073 | 127 778 | 144 295 | 61 239 | 19 011 | -11 025 | 32 142 | 43 178 | -396 166 | 411 246 |
| B. TOTAL | 2 436 574 | 4 118 179 | 18 675 327 | 11 038 330 | 9 574 298 | 3 241 992 | 24 640 392 | 1 128 464 | 12 495 813 | 11 058 430 | 13 239 786 | 22 365 834 | 134 013 419 |
| (2) SOLDE DU MOIS = A - B | 21 027 943 | -833 942 | -14 707 919 | 13 341 541 | -6 172 971 | -554 427 | 10 092 800 | 1 083 865 | -7 327 476 | -9 373 248 | 3 004 260 | -6 355 254 | 3 225 171 |
| SOLDE CUMULE (1) + (2) | 66 633 598 | 65 799 656 | 51 091 737 | 64 433 278 | 58 260 306 | 57 705 879 | 67 798 679 | 68 882 544 | 61 555 068 | 52 181 820 | 55 186 080 | 48 830 826 | |

TABLEAU 8 - Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| | Compte Financier 2021 | BR2 2022 | Exécution 2022 | 2023* | 2024* | 2025 et suivants* |
|---|--------------------------|--------------------|-------------------|--------------------|-------------------|----------------------|
| Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a) | 24 324 471 | 24 289 520 | 24 289 520 | 26 105 213 | 24 157 792 | 26 059 524 |
| Recettes fléchées (b) | 24 307 965 | 25 993 142 | 27 236 974 | 8 089 339 | 12 962 991 | 7 685 048 |
| Financements de l'État fléchés | 2 752 683 | 1 687 860 | 6 490 000 | 1 100 000 | 5 000 000 | - |
| <i>Dont CPER</i> | <i>2 705 000</i> | | <i>6 470 000</i> | <i>1 100 000</i> | <i>5 000 000</i> | - |
| Autres financements publics fléchés | 16 600 404 | 20 785 382 | 14 906 016 | 5 919 668 | 7 801 891 | 7 419 840 |
| <i>Dont CPER</i> | | | - | <i>1 500 000</i> | <i>3 000 000</i> | <i>3 000 000</i> |
| Recettes propres fléchées | 4 954 878 | 3 519 900 | 5 840 958 | 1 069 671 | 161 100 | 265 208 |
| Dépenses sur recettes fléchées CP (c) | 24 342 916 | 33 762 444 | 25 421 281 | 10 036 760 | 11 061 259 | 25 364 319 |
| Personnel | | | | | | |
| <i>AE=CP</i> | 10 919 557 | 14 057 376 | 12 588 316 | 2 425 555 | 2 696 411 | 1 141 016 |
| Fonctionnement | | | | | | |
| <i>AE</i> | 5 698 905 | 9 626 151 | 7 158 774 | 1 164 741 | 1 687 141 | 1 766 007 |
| <i>CP</i> | 4 918 072 | 9 911 872 | 6 980 625 | 1 260 341 | 1 680 039 | 1 961 356 |
| Investissement | | | | | | |
| <i>AE</i> | 2 910 901 | 14 389 187 | 12 364 386 | 2 831 405 | 3 691 460 | 20 010 394 |
| <i>CP</i> | 8 505 287 | 9 793 196 | 5 852 339 | 6 350 865 | 6 684 808 | 22 261 946 |
| Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c) | - 34 951 | - 7 769 302 | 1 815 693 | - 1 947 421 | 1 901 732 | - 17 679 271 |
| Autofinancement des opérations fléchées (d) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 832 815 |

TABLEAU 9 - Tableau des opérations pluriannuelles

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses

| Opération | Montant de l'opération | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | | Restes | |
|--|------------------------|--|------------------------------------|----------------------------------|---|------------------------------------|---------------------------------|--|--|
| | | AE consommées au titre des années antérieures à 2022 | AE ouverts en 2022 (consolidé BR2) | AE consommées en 2022 (CFI 2022) | CP consommés au titre des années antérieures à 2022 | CP ouverts en 2022 (consolidé BR2) | CP consommés en 2022 (CFI 2022) | Restes à engager en fin d'année n (AE) | Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP) |
| | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) | (8) = (1) - (2) - (4) | (9) = (2) + (4) - (5) - (7) |
| PIA | 16 280 725 | 2 618 400 | 5 436 281 | 6 867 503 | 2 605 865 | 2 986 281 | 2 521 903 | 6 794 822 | 4 358 135 |
| Mécénat | 2 605 000 | 1 153 160 | 491 500 | 393 331 | 1 087 219 | 491 500 | 391 801 | 1 058 509 | 67 471 |
| UE | 7 365 863 | 2 630 919 | 1 355 401 | 1 005 510 | 1 329 678 | 1 392 567 | 1 849 886 | 3 729 434 | 456 865 |
| Autres | 728 988 | 381 981 | 60 000 | 26 650 | 370 881 | 60 000 | 24 364 | 320 357 | 13 386 |
| TOTAL CONTRATS DE RECHERCHE SIGNIFICATIFS | 26 980 576 | 6 784 461 | 7 343 182 | 8 292 993 | 5 393 643 | 4 930 348 | 4 787 953 | 11 903 122 | 4 895 858 |
| Grands projets | 35 869 638 | 9 000 813 | 2 839 419 | 3 346 133 | 8 669 329 | 3 869 977 | 2 801 519 | 23 522 692 | 876 098 |
| GER | 3 394 000 | 1 636 354 | 1 025 044 | 840 105 | 1 081 771 | 1 138 563 | 738 203 | 917 540 | 656 485 |
| Réhabilitation | 3 361 600 | 659 545 | 2 606 694 | 2 331 230 | 473 284 | 1 513 001 | 530 645 | 370 825 | 1 986 846 |
| Internat | 1 400 000 | 1 097 103 | 227 957 | 39 673 | 678 426 | 159 337 | 103 969 | 263 225 | 354 380 |
| Hors SPSI | 928 000 | 295 829 | 362 170 | 195 445 | 134 334 | 369 244 | 78 401 | 436 725 | 278 540 |
| TOTAL OPERATIONS IMMOBILIERES | 44 953 238 | 12 689 644 | 7 061 283 | 6 752 587 | 11 037 143 | 7 050 122 | 4 252 737 | 25 511 008 | 4 152 350 |
| TOTAL OPERATIONS PLURI-ANNUELLES | 71 933 814 | 19 474 105 | 14 404 465 | 15 045 580 | 16 430 786 | 11 980 470 | 9 040 690 | 37 414 130 | 9 048 208 |

B - Recettes

| Opération | Financements extérieurs | | | | | |
|--|-------------------------|-------------------------------|---------------------------------|---|--|---------------------------|
| | Montant de l'opération | Prélèvement sur la trésorerie | Montant financements extérieurs | Encaissements au titre des années antérieures | Encaissements au titre de l'année 2022 | Restes à encaisser |
| | (1) | (10) = (1) - (11) | (11) | (12) | (13) | (14) = (11) - (12) - (13) |
| PIA | 16 280 725 | 0 | 16 280 725 | 3 034 954 | 2 387 983 | 10 857 788 |
| Mécénat | 2 605 000 | 0 | 2 605 000 | 1 603 400 | 481 500 | 520 100 |
| UE | 7 365 863 | 0 | 7 365 863 | 2 600 535 | 1 041 547 | 3 723 781 |
| Autres | 728 988 | 0 | 728 988 | 584 910 | 108 370 | 35 708 |
| TOTAL CONTRATS DE RECHERCHE SIGNIFICATIFS | 26 980 576 | 0 | 26 980 576 | 7 823 798 | 4 019 400 | 15 137 378 |
| Grands projets | 35 869 638 | 4 169 638 | 31 700 000 | 11 630 000 | 6 470 000 | 13 600 000 |
| GER | 3 394 000 | 3 394 000 | | | | 0 |
| Réhabilitation | 3 361 600 | 3 361 600 | | | | 0 |
| Internat | 1 400 000 | 1 400 000 | | | | 0 |
| Hors SPSI | 928 000 | 928 000 | | | | 0 |
| TOTAL OPERATIONS IMMOBILIERES | 44 953 238 | 13 253 238 | 31 700 000 | 11 630 000 | 6 470 000 | 13 600 000 |
| TOTAL | 71 933 814 | 13 253 238 | 58 680 576 | 19 453 798 | 10 489 400 | 28 737 378 |

TABLEAU 10 - Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation
POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Prévission d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

| Opérations | Nature | Montant de l'opération (1) | Autorisation d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|--------------------------|-------------------------------|---|---|---|--|---|--|
| | | | AE consommées au titre des années antérieures à 2022 (2) | AE ouverts en 2022 (consolidé BR2) (3) | AE consommées en 2022 (CFI 2022) (4) | CP consommés au titre des années antérieures à 2022 (5) | CP ouverts en 2022 (consolidé BR2) (6) | CP consommés en 2022 (CFI 2022) (7) |
| Contrat de recherche | Personnel | 11 764 621 | 3 403 736 | 2 088 920 | 2 097 903 | 3 403 736 | 2 088 920 | 2 097 903 |
| | Fonctionnement | 7 392 107 | 1 683 987 | 1 270 740 | 1 128 075 | 1 511 565 | 1 305 740 | 1 097 104 |
| | Investissement | 7 823 848 | 1 696 738 | 3 983 523 | 5 067 015 | 478 342 | 1 535 688 | 1 592 946 |
| TOTAL CONTRATS DE RECHERCHE SIGNIFICATIFS | | 26 980 576 | 6 784 461 | 7 343 182 | 8 292 993 | 5 393 643 | 4 930 348 | 4 787 953 |
| Opérations immobilières | Fonctionnement fléché | 120 000 | 41 924 | 78 076 | 40 232 | 39 374 | 80 626 | 7 663 |
| | Investissement fléché | 35 584 638 | 8 856 595 | 2 712 536 | 3 283 097 | 8 552 725 | 3 715 481 | 2 763 201 |
| | Total Fléché | 35 704 638 | 8 898 519 | 2 790 612 | 3 323 329 | 8 592 099 | 3 796 107 | 2 770 864 |
| | Fonctionnement globalisé | 147 552 | 147 552 | | | 102 215 | | |
| | Investissement globalisé | 9 101 048 | 3 643 573 | 4 270 671 | 3 429 258 | 2 342 829 | 3 254 015 | 1 481 873 |
| Total globalisé | | 9 248 600 | 3 791 124 | 4 270 671 | 3 429 258 | 2 445 044 | 3 254 015 | 1 481 873 |
| TOTAL OPERATIONS IMMOBILIERES | | 44 953 238 | 12 689 644 | 7 061 283 | 6 752 587 | 11 037 143 | 7 050 122 | 4 252 737 |
| <i>Ss total Personnel</i> | | 11 764 621 | 3 403 736 | 2 088 920 | 2 097 903 | 3 403 736 | 2 088 920 | 2 097 903 |
| <i>Ss total Fonctionnement</i> | | 7 659 659 | 1 873 463 | 1 348 816 | 1 168 307 | 1 653 155 | 1 386 365 | 1 104 767 |
| <i>Ss total Investissement</i> | | 52 509 534 | 14 196 906 | 10 966 730 | 11 779 370 | 11 373 896 | 8 505 185 | 5 838 019 |
| TOTAL | | 71 933 814 | 19 474 105 | 14 404 465 | 15 045 580 | 16 430 786 | 11 980 469 | 9 040 690 |

| Programmation dépenses N+1 et suivants | | | | | |
|--|---------------------------|----------------------------|----------------------------|---|---|
| AE prévues en 2023 (8) | CP prévues en 2023 (9) | AE prévues en 2024 (10) | CP prévues en 2024 (11) | AE prévues en 2025 et suivants (12) = (1) - (2) - (4) - (8) - (10) | CP prévues en 2025 et suivants (13) = (1) - (5) - (7) - (9) - (11) |
| 2 425 555 | 2 425 555 | 2 696 411 | 2 696 411 | 1 141 016 | 1 141 016 |
| 1 164 741 | 1 215 005 | 1 687 141 | 1 680 039 | 1 728 163 | 1 888 394 |
| 880 000 | 1 635 962 | 180 095 | 3 088 324 | 0 | 1 028 274 |
| 4 470 296 | 5 276 521 | 4 563 647 | 7 464 775 | 2 869 179 | 4 057 683 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 37 844 | 72 963 |
| 490 000 | 525 000 | 3 261 365 | 3 296 483 | 19 693 581 | 20 447 229 |
| 490 000 | 525 000 | 3 261 365 | 3 296 483 | 19 731 425 | 20 520 192 |
| 0 | 45 336 | 0 | 0 | 0 | -0 |
| 1 461 405 | 4 189 903 | 250 000 | 300 000 | 316 812 | 786 444 |
| 1 461 405 | 4 235 239 | 250 000 | 300 000 | 316 812 | 786 444 |
| 1 951 405 | 4 760 239 | 3 511 365 | 3 596 483 | 20 048 238 | 21 306 635 |
| 2 425 555 | 2 425 555 | 2 696 411 | 2 696 411 | 1 141 016 | 1 141 016 |
| 1 164 741 | 1 260 341 | 1 687 141 | 1 680 039 | 1 766 007 | 1 961 356 |
| 2 831 405 | 6 350 865 | 3 691 460 | 6 684 808 | 20 010 394 | 22 261 946 |
| 6 421 701 | 10 036 760 | 8 075 012 | 11 061 259 | 22 917 417 | 25 364 319 |

B - Prévisions de recettes

| Opérations | Nature | Prévission | Prévission N | | Programmation N+1 et suivants | | |
|---|---------------------------------------|--|--|--|--------------------------------------|--------------------------------------|---|
| | | financement extérieur des opérations (14) | Encaissements au titre des années antérieures à 2022 (15) | Encaissements au titre de l'année 2022 (16) | Encaissements prévus en 2023 (17) | Encaissements prévus en 2024 (18) | Encaissements prévus en 2025 et suivants (19) = (14) - (15) - (16) - (17) - (18) |
| Contrat de recherche : LABEX et EQUIPEX | Financement de l'Etat | | | | | | |
| | Autres financements publics | 22 235 636 | 5 164 708 | 3 429 530 | 4 419 668 | 4 801 891 | 4 419 840 |
| | Autres financements | 4 744 940 | 2 659 091 | 589 870 | 1 069 671 | 161 100 | 265 208 |
| Total contrat de recherche | | 26 980 576 | 7 823 798 | 4 019 400 | 5 489 339 | 4 962 991 | 4 685 048 |
| Opérations immobilières | Financement de l'Etat fléché | 21 700 000 | 9 130 000 | 6 470 000 | 1 100 000 | 5 000 000 | 0 |
| | Autres financements publics fléché | 10 000 000 | 2 500 000 | 0 | 1 500 000 | 3 000 000 | 3 000 000 |
| | Autres financements fléché | | | | | | |
| | Total recettes fléchées | 31 700 000 | 11 630 000 | 6 470 000 | 2 600 000 | 8 000 000 | 3 000 000 |
| | Financement de l'Etat globalisé | | | | | | |
| | Autres financements publics globalisé | | | | | | |
| | Autres financements globalisé | | | | | | |
| Total recettes globalisées | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total opérations immobilières | | 31 700 000 | 11 630 000 | 6 470 000 | 2 600 000 | 8 000 000 | 3 000 000 |
| <i>ss total financement de l'Etat</i> | | 21 700 000 | 9 130 000 | 6 470 000 | 1 100 000 | 5 000 000 | 0 |
| <i>ss total autres financements publics</i> | | 32 235 636 | 7 664 708 | 3 429 530 | 5 919 668 | 7 801 891 | 7 419 840 |
| <i>ss total autres financements</i> | | 4 744 940 | 2 659 091 | 589 870 | 1 069 671 | 161 100 | 265 208 |
| TOTAL | | 58 680 576 | 19 453 798 | 10 489 400 | 8 089 339 | 12 962 991 | 7 685 048 |

TABLEAU 11 - TABLEAU RETRAÇANT LES MOYENS DES UNITÉS MIXTES DE RECHERCHE

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| | | Moyens attribués de l'établissement (en AE) en 2022 | | Moyens demandés hors budget de l'établissement (1) | | | | | |
|---|----------------|---|------|--|------|---------|------|-------------------------------------|------|
| | | Montant | ETPT | CNRS | | INSERM | | Autres partenaires (SU,UP,EHESS...) | |
| SCIENCES | | Montant | ETPT | Montant | ETPT | Montant | ETPT | Montant | ETPT |
| BIOLOGIE - UMS 3194 -CEREEP - BIO21 | Personnel | 30 000 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 47 500 | | 409 725 | | | | | |
| | Investissement | 19 000 | | 397 000 | | 0 | | 0 | |
| BIOLOGIE - UMR 8197 -IBENS - IBENS11 | Personnel | 130 000 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 70 000 | | 411 400 | | 485 000 | | 0 | |
| | Investissement | 140 000 | | 133 500 | | 154 000 | | | |
| CHIMIE - UMR 8640 - Labo Pasteur - CHIM31 | Personnel | 0 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 84 500 | | 90 000 | | | | 24 000 | |
| | Investissement | 25 000 | | 35 000 | | | | | |
| CHIMIE -UMR 7203 - Labo. des biomolécules CHIM31 | Personnel | 0 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 37 000 | | 85 000 | | | | 105 000 | |
| | Investissement | 5 000 | | | | | | | |
| CHIMIE - FR 2769 - Inst. Chimie Moléculaire de Paris Centre CHIM51 | Personnel | 0 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 2 500 | | 18 000 | | | | 8 000 | |
| | Investissement | 3 500 | | | | | | | |
| CHIMIE - FR 3615 - Féd.Physico- Chimie Ana. et Bio. CHIM41 | Personnel | 0 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 10 000 | | 7 000 | | | | 6 000 | |
| | Investissement | 0 | | | | | | | |
| CHIMIE - UMR 8004 - IMAP CHIM21 | Personnel | 0 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 22 500 | | 7 000 | | | | 14 000 | |
| | Investissement | 7 000 | | 20 000 | | | | 77 000 | |
| ETUDES COGNITIVES - U960 - Labo.de Neurosciences Cognitives DEC11 | Personnel | 0 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 24 000 | | 0 | | | | 0 | |
| | Investissement | 0 | | | | | | | |
| ETUDES COGNITIVES - UMR 8129 - Institut J.Nicod DEC21 | Personnel | 9 000 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 14 000 | | 50 000 | | | | 0 | |
| | Investissement | 0 | | | | | | | |
| ETUDES COGNITIVES - UMR 8554 - Labo.Sc.Cogn. et Psycholing. DEC31 | Personnel | 15 000 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 5 500 | | 44 000 | | | | 27 000 | |
| | Investissement | 0 | | | | | | | |
| ETUDES COGNITIVES - UMR 8248 - Labo.Psycho.de la Perception DEC41 | Personnel | 3 000 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 17 600 | | 74 850 | | | | 0 | |
| | Investissement | 0 | | | | | | | |
| ETUDES COGNITIVES - U 955 - Equipe Neuropsy.Interventionnelle 1F10 | Personnel | 0 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 5 000 | | 0 | | | | 0 | |
| | Investissement | 0 | | | | | | | |
| ETUDES COGNITIVES - UMS 3332 - Relais d'info.sur les sc.cognitives DEC71 | Personnel | 0 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 0 | | 16 000 | | | | 0 | |
| | Investissement | 0 | | | | | | | |
| GEOSCIENCES UMR 8538 - Labo.de Géologie GEOS11 | Personnel | 0 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 51 000 | | 105 000 | | | | 0 | |
| | Investissement | 30 000 | | | | | | | |
| GEOSCIENCES UMR 8539 - Labo.de Météo.Dyna. GEOS21 | Personnel | 0 | | | | | | 7 800 | |
| | Fonctionnement | 15 000 | | 132 000 | | | | 171 585 | |
| | Investissement | 6 000 | | | | | | 10 000 | |
| INFORMATIQUE - UMR 8548 INFO01 | Personnel | 0 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 36 000 | | 40 000 | | | | 0 | |
| | Investissement | 0 | | | | | | | |

| | | Moyens attribués de l'établissement (en AE) en 2022 | | Moyens demandés hors budget de l'établissement (1) | | | | | |
|--|----------------|---|------|--|------|---------|------|-------------------------------------|------|
| | | | | CNRS | | INSERM | | Autres partenaires (SU,UP,EHESS...) | |
| MATHEMATIQUES - UMR 8553 <i>MATH01</i> | Personnel | 0 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 63 000 | | 40 000 | | | | 0 | |
| | Investissement | 15 000 | | | | | | | |
| PHYSIQUE - UMR 8552 - Labo. Kastler Brossel <i>PHYS11</i> | Personnel | 0 | | | | | | 30 000 | |
| | Fonctionnement | 110 000 | | 514 000 | | | | 12 000 | |
| | Investissement | 5 000 | | | | | | 49 000 | |
| PHYSIQUE - UMR 8023 - Labo.de physique de l'ENS - LPENS <i>PHYS21</i> | Personnel | 0 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 115 000 | | 315 000 | | | | 100 000 | |
| | Investissement | 100 000 | | 165 000 | | | | 15 000 | |
| LETTRES | | Montant | ETPT | Montant | ETPT | Montant | ETPT | Montant | ETPT |
| ANTIQUITES - UMR 8546 - Labo.d'archéo - <i>ANTI11</i> | Personnel | 12 000 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 50 000 | | 137 500 | | | | 38 000 | |
| | Investissement | 13 000 | | | | | | | |
| ANTIQUITES - UMR 8230 - Centre J.Pépin - <i>ANTI21</i> | Personnel | 0 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 10 000 | | 161 500 | | | | 0 | |
| | Investissement | 10 000 | | | | | | | |
| IHMC - UMR 8066 <i>HIST11</i> | Personnel | 0 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 10 000 | | 2 500 | | | | 118 000 | |
| | Investissement | 5 000 | | | | | | | |
| HISTOIRE ET THEORIE DES ARTS UMR 7172 - THALIM <i>ART11 (ex HTA11)</i> | Personnel | 0 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 4 500 | | 34 600 | | | | 111 400 | |
| | Investissement | 2 500 | | | | | | | |
| LITTÉRATURE ET LANGAGE - UMR 8132 - Inst.Textes et Manuscrits Modernes - ITEM <i>LILA11</i> | Personnel | 0 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 30 000 | | 92 000 | | | | 0 | |
| | Investissement | 0 | | | | | | | |
| LITTÉRATURE ET LANGAGE - UMR 8094 - - LATTICE <i>LILA21</i> | Personnel | 6 000 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 21 000 | | 8 000 | | | | 48 000 | |
| | Investissement | 0 | | | | | | | |
| PHILOSOPHIE - UMR 8547 - Pays Germaniques <i>PHILO11</i> | Personnel | 0 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 17 000 | | 78 500 | | | | 0 | |
| | Investissement | 8 000 | | | | | | | |
| PHILOSOPHIE - USR 3608 - République des savoirs <i>PHILO21</i> | Personnel | 0 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 30 000 | | 45 000 | | | | 17 000 | |
| | Investissement | 5 000 | | | | | | | |
| PHILOSOPHIE - UMS 3610 - CAPHES <i>PHILO31</i> | Personnel | 10 000 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 10 500 | | 35 000 | | | | 0 | |
| | Investissement | 4 500 | | | | | | | |
| SCIENCES SOCIALES - UMR 7074 - Centre de théorie et analyse du droit <i>SCSO11</i> | Personnel | 0 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 3 400 | | 25 000 | | | | 26 700 | |
| | Investissement | 0 | | | | | | | |
| SCIENCES SOCIALES - UMR 8097 - <i>SCSO21</i> | Personnel | 0 | | | | | | | |
| | Fonctionnement | 27 000 | | 75 000 | | | | 32 000 | |
| | Investissement | 0 | | | | | | | |
| ECONOMIE - UMR 8545 - Paris Jourdan Sciences Economiques <i>ECO11</i> | Personnel | 0 | | | | | | 51 000 | |
| | Fonctionnement | 12 000 | | 142 000 | | | | 227 600 | |
| | Investissement | 0 | | | | | | | |

(1) : données issues de l'application Dialog du CNRS pour la campagne BI 2021
Ce tableau se décline par enveloppe et par type de financement

TABLEAU 12 - Synthèse budgétaire et comptable

| POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT | | | | | |
|--|---|--------------------|--------------------|--------------------|-------------------|
| | Correction balance d'entrée Fonds de roulement | 20 861 460 | 0 | -553 511 | |
| | Correction balance d'entrée Besoin en fonds de roulement | -20 861 460 | 0 | 553 511 | |
| | Correction balance d'entrée Trésorerie | 0 | 0 | 0 | |
| | | CF 2021 | BR2 2022 | CF 2022 | |
| Niveaux initiaux | 1 Niveau initial de restes à payer | 32 790 588 | 27 492 413 | 27 492 413 | |
| | 2 Niveau initial du fonds de roulement | 41 498 863 | 38 835 771 | 38 282 260 | |
| | 3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement | 1 435 061 | -6 769 885 | -7 323 396 | |
| | 4 Niveau initial de la trésorerie | 40 063 802 | 45 605 655 | 45 605 655 | |
| 4.a | dont niveau initial de la trésorerie fléchée | 24 324 471 | 24 289 520 | 24 289 520 | |
| 4.b | dont niveau initial de la trésorerie non fléchée | 15 739 331 | 21 316 136 | 21 316 136 | |
| Flux de l'année | 5 Autorisations d'engagement | 119 771 930 | 152 405 791 | 138 493 656 | |
| | 6 Résultat patrimonial | 2 675 414 | -1 600 132 | -3 074 958 | |
| | 7 Capacité d'autofinancement (CAF) | 7 951 865 | 399 868 | 2 614 546 | |
| | 8 Variation du fonds de roulement | -2 663 092 | -5 445 096 | 388 515 | |
| | 9 Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire | -10 000 | -10 000 | -10 000 | |
| | 10 Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF | SENS | 0 | 0 | 0 |
| | Variation des stocks | + / - | | | |
| | Production immobilisée | + | | | |
| | Charges sur créances irrécouvrables | - | | | |
| | Produits divers de gestion courante | + | | | |
| | 11 Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie | SENS | -6 933 857 | 6 792 902 | -4 613 203 |
| | Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs | + / - | -6 933 857 | 6 792 902 | -7 257 |
| | Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours | + / - | | | -4 605 946 |
| | Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs | + / - | | | |
| | Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours | + / - | | | |
| | 12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11 | 4 280 765 | -12 227 998 | 5 011 718 | |
| 12.a Recettes budgétaires | 129 350 870 | 132 688 067 | 133 282 311 | | |
| 12.b Crédits de paiement ouverts | 125 070 105 | 144 916 065 | 128 270 593 | | |
| 13 Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires | -1 261 088 | -10 000 | 1 786 546 | | |
| 14 Variation de la trésorerie = 12 - 13 | 5 541 853 | -12 217 998 | 3 225 172 | | |
| 14.a dont variation de la trésorerie fléchée | -34 951 | -7 769 302 | 1 815 693 | | |
| 14.b dont variation de la trésorerie non fléchée | 5 576 804 | -4 448 696 | 1 409 479 | | |
| 15 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13 | -8 204 945 | 6 772 902 | -2 836 657 | | |
| 16 Variation des restes à payer | -5 298 175 | 7 489 726 | 10 223 063 | | |
| Niveaux finaux | 17 Niveau final de restes à payer | 27 492 413 | 34 982 139 | 37 715 476 | |
| | 17 bis Ajustements liés aux fermetures d'AE sur la période antérieure au 31/12/2022 | | | -9 038 621 | |
| | 17 ter Niveau final de restes à payer définitif | | | 28 676 855 | |
| 18 Niveau final du fonds de roulement | 38 835 771 | 33 390 674 | 38 670 775 | | |
| 19 Niveau final du besoin en fonds de roulement | -6 769 885 | 3 017 | -10 160 053 | | |
| 20 Niveau final de la trésorerie | 45 605 655 | 33 387 657 | 48 830 827 | | |
| 20.a dont niveau final de la trésorerie fléchée | 24 289 520 | 16 520 218 | 26 105 213 | | |
| 20.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée | 21 316 136 | 16 867 439 | 22 725 614 | | |
| | Comptabilité budgétaire | | | | |
| | Comptabilité générale | | | | |

ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE

2022

Annexe au
compte financier

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS 2022

Sommaire

| | |
|--|---------|
| Bilan Actif | Page 3 |
| Bilan Passif | Page 4 |
| Compte de résultat – Produits | Page 5 |
| Compte de résultat – Charges | Page 6 |
| I) Faits caractéristiques, comparabilité des comptes, principes comptables et méthodes d'évaluation | Page 7 |
| II) Principes comptables et méthodes d'évaluation (options, dérogations, exceptions)..... | Page 7 |
| III) Notes relatives aux postes de bilan - Actif..... | Page 8 |
| IV) Notes relatives aux postes de bilan - Passif..... | Page 13 |
| V) Notes relatives aux postes du compte de résultat..... | Page 17 |
| V) Autres informations..... | Page 19 |

Les comptes concernent l'Ecole Normale Supérieure

BILAN - Partie ACTIF

| ACTIF | MONTANT BRUT | AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | MONTANT NET | TOTAUX EX.ANTERIEUR |
|---|--------------------|------------------------------------|--------------------|------------------------|
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | 663 372 | 379 796 | 283 576 | 38 087 |
| Immobilisations corporelles | 480 965 077 | 99 096 905 | 381 868 172 | 382 175 667 |
| Terrains | 160 433 365 | | 160 433 365 | 160 433 365 |
| Constructions | 270 063 455 | 65 391 386 | 204 672 069 | 204 520 731 |
| Installations techniques, matériels, et outillages | 19 407 632 | 22 484 261 | -3 076 629 | |
| Collections | 1 589 347 | | 1 589 347 | 1 589 347 |
| Biens historiques et culturels | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 16 064 374 | 11 221 258 | 4 843 116 | 4 406 084 |
| Immobilisations mises en concession | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | 5 307 384 | | 5 307 384 | 3 634 098 |
| Avances et acomptes sur commandes | 8 099 520 | | 8 099 520 | 7 592 042 |
| Immobilisations grevées de droits | | | | |
| Immobilisations corporelles (biens vivants) | | | | |
| Immobilisations financières | 72 556 | | 72 556 | 62 556 |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISE | 481 701 006 | 99 476 701 | 382 224 304 | 382 276 311 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks | 153 843 | | 153 843 | 157 763 |
| Créances | 81 612 451 | 958 896 | 80 653 555 | 58 779 112 |
| Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la commission européenne | 1 968 375 | | 1 968 375 | 1 411 274 |
| Créances clients et comptes rattachés | 1 526 960 | 958 896 | 568 063 | 318 215 |
| Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée) | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | 4 857 | | 4 857 | 13 129 |
| Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention) | | | | |
| Créances sur les autres débiteurs | 78 112 259 | | 78 112 259 | 57 036 494 |
| Charges constatées d'avance (dont prime de remboursement des emprunts) | 200 538 | | 200 538 | 114 867 |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE) | 81 966 832 | 958 896 | 81 007 936 | 59 051 741 |
| TRESORERIE | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | | | | |
| Disponibilités | 48 898 740 | | 48 898 740 | 45 719 246 |
| Autres | | | | |
| TOTAL TRESORERIE | 48 898 740 | | 48 898 740 | 45 719 246 |
| Comptes de régularisation | | | | |
| Ecart de conversion Actif | 115 | | 115 | 8 |
| TOTAL GENERAL | 612 566 693 | 100 435 598 | 512 131 095 | 487 047 306 |

BILAN - Partie PASSIF

| PASSIF | MONTANT | TOTAUX EX.ANTERIEUR |
|--|--------------------|------------------------|
| FONDS PROPRES | | |
| Financements reçus | 338 236 401 | 336 106 409 |
| Financement de l'actif par l'Etat | 334 069 080 | 331 939 088 |
| Financement de l'actif par des tiers | 4 167 321 | 4 167 321 |
| Fonds propres des fondations | | |
| Ecart de réévaluation | | |
| | | |
| Réserves | 64 612 309 | 61 936 894 |
| Report à nouveau | 17 417 198 | 17 970 709 |
| Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) | -3 074 958 | 2 675 414 |
| Provisions réglementées | | |
| | | |
| TOTAL FONDS PROPRES | 417 190 950 | 418 689 426 |
| | | |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | |
| Provisions pour risques | 50 000 | 50 000 |
| Provisions pour charges | 2 694 534 | 1 419 497 |
| | | |
| TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 2 744 534 | 1 469 497 |
| DETTES FINANCIERES | | |
| Emprunts obligataires | | |
| Emprunts souscrits auprès des établissements financiers | | |
| Dettes financières et autres emprunts | 700 | 700 |
| TOTAL DES DETTES FINANCIERES | 700 | 700 |
| DETTES NON FINANCIERES | | |
| | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 2 274 938 | 3 052 096 |
| Dettes fiscales et sociales | 2 444 606 | 1 761 869 |
| Avances et acomptes reçus | 79 403 924 | 58 689 658 |
| Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention) | 114 683 | 166 720 |
| Autres dettes non financières | 2 084 264 | 2 430 127 |
| | | |
| Produits constatés d'avance | 5 803 506 | 673 619 |
| | | |
| TOTAL DETTES NON FINANCIERES | 92 125 922 | 66 774 090 |
| TRESORERIE | | |
| Autres éléments de trésorerie passive | 67 913 | 113 593 |
| | | |
| TOTAL TRESORERIE | 67 913 | 113 593 |
| Comptes de régularisation | | |
| Ecart de conversion Passif | 1 076 | |
| TOTAL GENERAL | 512 131 095 | 487 047 306 |

Compte de résultat - Partie PRODUITS

| PRODUITS | Exercice N | Exercice N-1 |
|---|--------------------|--------------------|
| PRODUITS DE FONCTIONNEMENT | | |
| Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés) | 111 613 999 | 107 268 073 |
| Subventions pour charges de service public | 92 144 087 | 91 050 507 |
| Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques | 18 779 471 | 15 094 315 |
| Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques | | |
| Dons et legs | 508 771 | 932 807 |
| Produits de la fiscalité affectée | 181 670 | 190 443 |
| Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité) | 11 167 916 | 14 466 742 |
| Ventes de biens ou prestations de services | 9 155 915 | 10 778 957 |
| Produits de cessions d'éléments d'actif | | 3 833 |
| Autres produits de gestion | 2 011 404 | 3 700 324 |
| Production stockée et immobilisée | 597 | -16 372 |
| Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public | | |
| Autres produits | 4 341 478 | 4 383 722 |
| Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement) | 4 341 478 | 4 383 722 |
| Reprises du financement rattaché à un actif | | |
| Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations) | | |
| TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT | 127 123 392 | 126 118 536 |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| Produits des participations et des prêts | | |
| Produits nets sur cessions des immobilisations financières | | |
| Intérêts sur créances non immobilisées | | |
| Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| Gains de change | 631 | 4 263 |
| Autres produits financier | | |
| Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières | | |
| TOTAL PRODUITS FINANCIERS | 631 | 4 265 |
| RESULTAT DE L'ACTIVITE (PERTE) | 3 074 958 | 0 |
| TOTAL PRODUITS | 130 198 981 | 126 122 801 |

Compte de résultat - Partie CHARGES

| CHARGES | Exercice N | Exercice N-1 |
|--|--------------------|--------------------|
| CHARGES DE FONCTIONNEMENT | | |
| Achats | 551 083 | 404 470 |
| Consommation de marchandises et approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de service par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation des stocks | 25 020 363 | 23 863 399 |
| Charges de personnel | | |
| Salaires, traitements et rémunérations diverses | 52 994 735 | 49 956 876 |
| Charges sociales | 32 876 311 | 31 560 475 |
| Intéressement et participation | | |
| Autres charges de personnel | 1 010 989 | 755 091 |
| Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables) | 7 595 869 | 7 192 303 |
| Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des actifs cédés | 10 030 981 | 9 660 172 |
| TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT | 130 080 331 | 123 392 784 |
| CHARGES D'INTERVENTION | | |
| Dispositif d'intervention pour compte propre | | |
| Transfert aux ménages | | |
| Transfert aux entreprises | | |
| Transfert aux collectivités territoriales | | |
| Transfert aux autres collectivités | | |
| Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme | | |
| Dotations aux provisions et dépréciations | | |
| TOTAL CHARGES D'INTERVENTION | | |
| Engagements à réaliser sur fonds dédiés (Fondations) | | |
| TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION | 130 080 331 | 123 392 784 |
| CHARGES FINANCIÈRES | | |
| Charges d'intérêt | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| Pertes de change | 8 453 | 3 823 |
| Autres charges financières | 110 197 | 50 779 |
| Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières | | |
| TOTAL CHARGES FINANCIERES | 118 650 | 54 602 |
| Impôt sur les sociétés | | |
| RESULTAT DE L'ACTIVITE (BENEFICE) | | 2 675 414 |
| TOTAL CHARGES | 130 198 981 | 126 122 801 |

Annexe avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2022, au bilan dont le total net est de 512 131 095 € et le déficit de fonctionnement de 3 074 958 €.

L'exercice d'une durée de douze mois est clos au 31 décembre 2022.

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par l'agent comptable et le Directeur de l'Ecole normale supérieure.

I - Faits caractéristiques, comparabilité des comptes, principes comptables et méthodes d'évaluation.

1.1.- Faits caractéristiques de l'année 2022

La gestion comptable et financière de l'année 2022 a été assurée par Stéphane Poulain, agent comptable de l'établissement nommé en juin 2020.

1.2.- Comparabilité des comptes

1.2.1 - Changements de méthodes comptables

Néant.

1 2.2 - Corrections d'erreurs 2022

Les corrections d'erreurs comptabilisées n'ont pas d'impact budgétaire.

En application de l'instruction BOFIP-GCP du 14-0004 du 25/02/2014 relative à la comptabilisation des changements de méthodes comptables, changements d'estimations comptables et corrections d'erreurs, une série de correction ont été comptabilisées pour un montant contracté de 20,9 M€ en report à nouveau.

Il s'agit de :

- ✓ la comptabilisation en reports à nouveau de produits à recevoir non recensés à hauteur des charges de la période 2016 à 2021 pour un montant cumulé de 140 K€ ;
- ✓ la régularisation de services faits constatés avant 2022 mais non justifiés lors de la bascule à SIFAC pour 2013 K€ ;
- ✓ la comptabilisation erronée de produits à recevoir antérieurs à 2022 pour 625 K€ ;
- ✓ une partie des dépenses (à hauteur de 282 K€) relatives aux contrats doctoraux spécifiques normaliens (CDSN) dues à la fin 2021 aux établissements partenaires, mais non versées à ceux-ci, faute de factures.

Les ajustements enregistrés en report à nouveau sont les suivants :

| Crédit du report à nouveau | Contrepartie en débit | |
|---|------------------------|------------------|
| Régularisation de service faits non dénoués antérieurs à 2022 | 408 | 212 658 € |
| Correction de produits à recevoir (PAR) 2021 non justifiés | 74* | 140 886 € |
| | <i>sous total</i> | <i>353 544 €</i> |
| Débit du report à nouveau | Contrepartie en crédit | |
| Correction de produits à recevoir (PAR) 2021 non justifiés | 74* | 625 244 € |
| Charges à payer au titre des CDSN à rattacher à la clôture 2021 | 4286 | 281 811 € |
| | <i>sous total</i> | <i>907 055 €</i> |
| Total des corrections | - | 553 511 € |

Ceci conduit à réduire le report à nouveau de 553 K€.

1 2.3 – Changement de présentation 2022

Néant

II - Principes comptables et méthodes d'évaluation (options, dérogations, exceptions).

L'ENS est soumise aux nouveaux articles R719-51 à R719-112 du Code de l'éducation relatifs au budget et régime financier des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel bénéficiant des responsabilités et compétences élargies.

Ces articles résultent de la transposition du décret n°2008-618 abrogé en 2013 et auquel était soumise l'ENS depuis 2010. Ils intègrent les dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 valant nouveau règlement relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

L'ENS applique également les nouvelles instructions de la Direction générale des Finances publiques et en particulier :

- ✓ BOFIP-GCP-13-0004 du 31/1/2013 relatif à la comptabilisation des financements externes de l'actif dans les établissements publics nationaux,
- ✓ BOFIP-GCP-13-0022 du 5/12/2013 relatif à la comptabilisation des subventions reçues,
- ✓ BOFIP-GCP-13-0024 du 9/12/2013 relatif à l'évaluation et la comptabilisation des passifs sociaux,
- ✓ Circulaire DGFIP du 3 juillet 2019 relative aux droits d'inscription universitaires.

III - Notes relatives aux postes de bilan - ACTIF

3.1 - Actif immobilisé.

3.1.1 Immobilisations incorporelles.

Les investissements d'une valeur unitaire inférieure à 2 000 € HT sont comptabilisés en charges d'exploitation. Les logiciels acquis sont évalués à leur coût d'acquisition, y compris les frais liés à leur mise en service.

3.1.2 Immobilisations corporelles.

Les immobilisations corporelles sont évaluées :

- ✓ à leur coût d'acquisition pour les biens acquis à titre onéreux (y compris les accessoires)
- ✓ à leur coût de production pour les biens produits par l'établissement
- ✓ le patrimoine immobilier bâti et non bâti remis en affectation est comptabilisé à sa valeur vénale évaluée par les services de France Domaine.

3.1.3 Immobilisations financières.

Les immobilisations sont composées principalement de prêts accordés, de dépôts et cautionnements versés. Elles se composent, outre à la marge le solde des cautions reçues par la direction des bibliothèques, de la dotation de l'ENS à la Fondation partenariale ENS – Philippe MEYER, créée en 2011 et renouvelée en 2016 et dont un nouveau programme d'action pour la période 2022-2024 à hauteur de 10.000 €/an a été voté en Conseil d'administration le 15 décembre 2021.

3.1.4 Tableau de variations des immobilisations.

3.1.4. Tableau des immobilisations

| Rubriques et postes | Valeur brute au début de l'exercice | Augmentations | | Diminutions | | Valeur brute à la fin de l'exercice |
|---|-------------------------------------|-------------------------------|-----------------------|-------------------------------|---------------------------|-------------------------------------|
| | | Par virement de poste à poste | Acquisitions/ Mises à | Par virement de poste à poste | Cessions / Mises au rebut | |
| Immobilisations incorporelles | 267 052 | | 445 320 | | 49 000 | 663 372 |
| Frais d'établissement | | | | | | |
| Frais de recherche et développement | | | | | | |
| Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires | 267 052 | | 445 320 | | 49 000 | 663 372 |
| Droit au bail | | | | | | |
| Fonds commercial | | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | | | |
| Immobilisations corporelles | 461 449 226 | 266 | 6 128 747 | 20 066 | | 467 558 173 |
| Terrains | 160 433 365 | | | | | 160 433 365 |
| Constructions | 266 708 395 | | 3 355 060 | | | 270 063 455 |
| Installations techniques, matériels, et outillage | 18 079 421 | | 1 348 278 | 20 066 | | 19 407 632 |
| Collections | 1 589 347 | | | | | 1 589 347 |
| Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures) | | | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 14 638 699 | 266 | 1 425 409 | | | 16 064 374 |
| Immobilisations mises en concession | | | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | 11 226 140 | 19 800 | 2 160 965 | | | 13 406 904 |
| Immobilisations grevées de droits | | | | | | |
| Immobilisations corporelles (Biens vivants) | | | | | | |
| Participations et créances rattachées à des participations | | | | | | |
| Titres de participation | | | | | | |
| Parts dans des entreprises liées et créances sur des entreprises liées (filiale) | | | | | | |
| Autres formes de participation | | | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | | | |
| Créances rattachées à des sociétés en participation | | | | | | |
| Versement à effectuer sur titres de participation non libérés | | | | | | |
| Autres immobilisations financières | 62 556 | | 10 000 | | | 72 556 |
| Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété) | | | | | | |
| Titres immobilisés (droit de créance) | | | | | | |
| Titres immobilisés de l'activité de portefeuille | | | | | | |
| Prêts | | | | | | |
| Dépôts et cautionnements versés | 62 556,13 | | 10 000 | | | 72 556 |
| Autres créances immobilisées | | | | | | |
| TOTAUX | 473 004 975 | 20 066 | 8 745 031 | 20 066 | 49 000 | 481 701 006 |

Les mouvements sur les comptes d'immobilisation sont constitués des services faits, qui font entrer le bien à l'actif, et des virements de compte à compte qui enregistrent les mises en service lorsqu'il s'agit de travaux par lot.

Les immobilisations incorporelles, au titre des licences ont varié en 2022 de +445 K€, reflétant les efforts de l'établissement en matière numérique, principalement dans le cadre du déploiement progressif du logiciel SIFAC, acquis auprès de l'AMUE (189 K€), mais aussi du nouvel applicatif en matière d'hébergement (AD'Residentiel pour 86 K€). Dans une moindre mesure, certains achats à vocation scientifique y figurent aussi (Mà du logiciel Abjad pour le département de Mathématiques).

Les constructions ont, elles, évolué de façon importante en 2021 (+3,4 M€), sans que des immobilisations en cours aient été mises en service au cours de l'exercice 2022 : un chantier spécifique sur ce suivi, en parallèle de

l'inventaire actuellement en cours de réalisation par un prestataire dédié, devra donner lieu à intégration en 2023 dans les comptes de l'Ecole. En conséquence c'est la poursuite de l'opération relative à la mise en place d'un local serveur pour plus de 2,7 M€ qui explique en particulier cette variation

Les installations techniques connaissent une variation importante (+1,3 M€), en particulier au titre de l'équipement du département de Chimie (spectromètre RMN), acquis au moyen de financements externes, mais aussi, dans une moindre mesure, d'autres équipements scientifiques dans les départements de physique (89 K€), biologie (79 K€) et d'études cognitives (78 K€).

D'autres immobilisations corporelles ont été acquises pour 1,4 M€, notamment pour le département de chimie, à nouveau dans le cadre de l'équipement RMN sur financement externe (616 K), mais aussi 84 K€ pour l'achat d'un oscillateur ou 92 K€ pour un équipement d'aimant supraconducteur pour le département de chimie, toujours sur financement externe. D'autres équipements sont à relever, notamment au département de physique (cf. un système de déposition de métal par faisceau d'électron à 656 K€) ou au Centre des Ressources Informatiques (CRI) de la DGS pour divers équipements réseaux (190 K€).

Concernant les immobilisations en cours, elles restent à un niveau élevé (13,4 M€) déjà constaté en 2021. Ceci s'explique, pour une grande partie (8,1 M€), par les avances versées, principalement à l'EPAURIF (pour 7,9 M€) ¹. Pour 2022, ce poste est augmenté par l'avance de 500 K€ versés au titre de l'acquisition d'un liquéfacteur au département de Physique.

Les autres postes concernent divers acomptes pour des immobilisations non encore mises en service. Il s'agit pour 2022 notamment des travaux de rénovation du poste haute tension de Chimie (319 K€) et de celle des locaux du Lattice à Montrouge (562 K€), ainsi que la restructuration des laboratoires de l'équipe Strick à libENS (160 K€).

On soulignera le faible niveau des mises en service dans l'attente des travaux d'inventaire actuellement en cours ainsi que des travaux de bascule de l'actif dans SIFAC, programmés sur l'année 2023.

Les immobilisations financières se limitent à la dotation annuelle précitée de 10 K€ versée à la Fondation partenariale Philippe Meyer.

3.1.5 Amortissements.

3.1.5.1. Méthodes utilisées pour le calcul des amortissements.

Les immobilisations sont amorties linéairement au prorata temporis, à compter de leur date de mise en service.

| | |
|---|--------------|
| ✓ Logiciels : | 2 ans |
| ✓ Brevets autres concessions et droits similaires | 2 ans |
| ✓ Bâtiments : | 50 ans |
| ✓ Installations générales, agencement, | |
| ✓ Aménagements des constructions | 20 ans |
| ✓ Matériel scientifique | 5 ans |
| ✓ Matériel d'enseignement | 5 ans |
| ✓ Outillage : | 5 ans |
| ✓ Collections littéraires, scientifiques, artistiques | non amorties |
| ✓ Matériel de transport : | 5 ans |
| ✓ Matériel de bureau et mobilier : | 5 ans |
| ✓ Matériel informatique : | 3 ans |
| ✓ Matériel divers : | 5 ans |

¹ Un versement supplémentaire de 1,24 M€ qui était prévu au budget 2022 n'a finalement été versé pour des contraintes de gestion, notamment liées à la bascule SIFAC, que le 5 janvier 2023.

3.1.5.2 Tableau de variation des amortissements.

Les amortissements 2022 de l'établissement ont été déterminés à partir de l'applicatif de suivi des immobilisations Neptune. Celui-ci intègre les biens immobilisés antérieurement à sa mise en place et les nouveaux biens immobilisés entre 2020 et 2022. La qualité des données y figurant doit encore être améliorée (désignation, localisation, service porteur étiquetage, financements éventuels...) : la bascule à SIFAC et l'inventaire réalisé par un prestataire externe, tous deux actuellement en cours, conduiront à réévaluer en 2023 l'actif de l'établissement et dès lors à déterminer un niveau d'amortissement fiabilisé.

Le montant total des dotations aux amortissements a été estimé pour 2022 à hauteur de 8,750 M€, soit une progression de 339 K€ par rapport à ceux décomptés en 2021, suite à une augmentation de l'actif de 8,7 M€. Ils représentent un montant cumulé de 99,5 M€.

| 3.1.5.2. Tableau des amortissements | | | | |
|---|--------------------------------|---|---|--------------------------------|
| Rubriques et postes | Cumulés au début de l'exercice | Augmentations (dotations de l'exercice) | Diminutions (amortissements afférents aux éléments de l'actif sortis) | Cumulés à la fin de l'exercice |
| Immobilisations incorporelles | 228 964,85 | 150 831,30 | | 379 796,15 |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et développement | | | | |
| Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires | 228 964,85 | 150 831,30 | | 379 796,15 |
| Droit au bail | | | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations corporelles | 90 499 699,12 | 8 597 206,18 | | 99 096 905,30 |
| Terrains | | | | |
| Constructions | 59 359 534,06 | 6 031 851,92 | | 65 391 385,98 |
| Installations techniques, matériels, et outillage | 20 907 550,43 | 1 576 710,88 | | 22 484 261,31 |
| Collections | | | | |
| Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures) | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 10 232 614,63 | 988 643,38 | | 11 221 258,01 |
| Immobilisations mises en concession | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Immobilisations grevées de droits | | | | |
| Immobilisations corporelles (Biens vivants) | | | | |
| Participations et créances rattachées à des participations | | | | |
| Titres de participation | | | | |
| Parts dans des entreprises liées et créances sur des entreprises liées (filiale) | | | | |
| Autres formes de participation | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Créances rattachées à des sociétés en participation | | | | |
| Versement à effectuer sur titres de participation non libérés | | | | |
| Autres immobilisations financières | | | | |
| Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété) | | | | |
| Titres immobilisés (droit de créance) | | | | |
| Titres immobilisés de l'activité de portefeuille | | | | |
| Prêts | | | | |
| Dépôts et cautionnements versés | | | | |
| Autres créances immobilisées | | | | |
| TOTAUX | 90 728 663,97 | 8 748 037,48 | | 99 476 701,45 |

3.2. Stocks.

Au regard des informations transmises par le service Restauration, les stocks de denrées alimentaires sont valorisés à leur coût d'acquisition, intégrés dans un nouvel applicatif de suivi tenu par le service.

Ce stock est valorisé pour 2022 à hauteur de 18 K€, à la suite d'une légère diminution par rapport à son niveau de 2021 (-4,5 K€).

Les stocks de livres et ouvrages, tels que tenus par les Editions Rue d'Ulm, sont valorisés à leur prix d'acquisition sans donner lieu à dépréciation.

Les stocks d'édition pour 2022 restent très stables, constatant un stock final valorisé à hauteur de 135 K€.

| 3 Tableau des variations de stocks | | | | |
|---|-----------------------------------|---|---|----------------------------------|
| Nature des stocks et des en-cours | Solde à l'ouverture de l'exercice | Variations des stocks en augmentation (entrées) | Variations des stocks en diminution (sorties) | Solde à la clôture de l'exercice |
| Animaux et végétaux | | | | 0,00 |
| Matières premières et fournitures | 22 588,20 | | 4 515,51 | 18 072,69 |
| Autres approvisionnements | | | | |
| En-cours de production de biens | | | | |
| En-cours de production de services | | | | |
| Stocks de produits | 135 174,40 | 596,74 | | 135 771,14 |
| Stocks de marchandises | | | | |
| Stocks en voie d'acheminement, mis en dépôt ou donnés en consignation | | | | |
| Total des stocks | 157 762,60 | 596,74 | 4 515,51 | 153 843,83 |

3.3. Créances d'exploitation et diverses.

3.3.1 Créances clients et comptes rattachés.

| 3.3. Tableau des créances | | | |
|---|-------------------|-------------------------------|------------------------|
| Rubriques et postes | Montants | Degré de liquidité de l'actif | |
| | | Echéance à 1 an au plus | Echéance à plus d'1 an |
| Créances de l'actif immobilisé | 72 556 | 10 000 | 62 556 |
| - Créances rattachées à des participations | 0 | 0 | 0 |
| - Prêts | 0 | 0 | 0 |
| - Autres créances immobilisées | 72 556 | 10 000 | 62 556 |
| | | 0 | 0 |
| Créances de l'actif circulant | 81 812 989 | 1 734 992 | 80 077 997 |
| - Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission européenne | 1 968 375 | 572 221 | 1 396 155 |
| - Créances clients et comptes rattachés | 1 526 960 | 957 376 | 569 583 |
| - Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée) | 0 | 0 | 0 |
| - Avances et acomptes versés sur commandes | 4 857 | 4 857 | 0 |
| - Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention) | 0 | 0 | 0 |
| - Créances sur les autres débiteurs | 78 112 259 | 0 | 78 112 259 |
| - Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts) | 200 538 | 200 538 | 0 |
| TOTAUX | 81 885 545 | 1 744 992 | 80 140 553 |

Les créances de l'établissement connaissent une forte augmentation de près de 22 M€ par rapport à 2021, principalement liés à l'estimation des produits à recevoir de l'établissement.

Les créances de l'actif immobilisé correspondent aux dépôts et cautionnement versés, notamment pour la constitution de la fondation partenariale ENS – MEYER. Le versement de la dotation en 2022 conduit à une augmentation de 10 K€.

Les créances de l'actif circulant sont :

- ✓ les créances sur les entités publiques, à hauteur de près de 1,9 M€ :

Ces créances sont en augmentation (+557 K€) au regard des remboursements de TVA encore attendus pour février, mai novembre et décembre 2022 (cumulé : 511 K€) ;

- ✓ les comptes clients et rattachés : 1,5 M€ dont 640 K€ au titre des ruptures d'engagement décennal (36 dossiers) et 571 K€ au titre de 5 contrats de recherche. On soulignera que les créances de plus d'1 an ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation des comptes clients (cf. supra § 3-3).

- ✓ les créances sur les autres débiteurs et les produits à recevoir : ce type de créances est relativement marginale, à l'exception des deux comptes suivants :
 - les dépenses avant ordonnancement pour un montant cumulé de 283 K€, : y figure notamment un solde de 259 K€ (+61 K€) de dépenses au seul prestataire de voyage via l'UGAP payé au moyen d'une carte logée, dont les difficultés de suivi cumulées aboutissent à ce reliquat. Les autres dépenses s'expliquent pour partie par la clôture anticipée des opérations budgétaires à laquelle la mise en place de SIFAC obligeait ;
 - les produits à recevoir représentent surtout un volume très important de 77,6 M€, soit une augmentation de +20,9 M€ : ceci s'explique par une analyse approfondie menée en 2022 des contrats de recherche, en veillant à ne pas contracter les produits à recevoir de ces opérations avec les produits constatés d'avance de celles-ci :
 - ces produits à recevoir sur produits de recherche sont ainsi évalués à 76,4 Me à hauteur des dépenses cumulées comptabilisées ;
 - à ceci, s'ajoutent de façon plus marginale :
 - le produit de l'hébergement de décembre (230 K€) qui n'a pu donner lieu à comptabilisation à la fin décembre 2022 ;
 - le produit attendu du remboursement des charges (231 K€) par l'université Paris Cité pour les locaux mis à disposition à Montrouge ;
 - le produit des reversements attendus par les autres ENS et l'Ecole Polytechnique pour les doctorants déjà rémunérés à l'ENS au titre du dispositif des CDSN (423 K€) ;
 - s'y ajoute la recette correspondant à des dépenses d'investissement non encore inscrits parmi les financements externes de l'actif pour 400 K€ ;
- ✓ les charges constatées d'avance : ce poste correspond à des dépenses effectuées en 2022 mais se rapportant aux années ultérieures. Il s'agit en particulier d'abonnements ou de contrats de maintenance, notamment informatique, pour un montant total de 200 K€ (+85 K€).

IV - Notes relatives aux postes de bilan – PASSIF.

4.1 - Financements de l'actif

Les fonds propres sont constitués des dotations et affectations de l'Etat ainsi que des réserves.

Les actifs reçus en dotation font l'objet d'un amortissement équivalent à la reprise au compte de résultat du financement de ces actifs, sur des comptes spécifiques et non plus en déduction des comptes enregistrant le financement initial.

Les montants indiqués dans les colonnes « cumul au début de l'exercice » et « cumul à la fin de l'exercice » correspondent aux financements reçus, déduction faite des reprises au compte de résultat des financements.

4.1. Tableau des financements de l'actif

| Rubriques et postes | Cumul au début de l'exercice | Augmentations | | Cellule à masquer | Diminutions | | | Cumul à la fin de l'exercice |
|---|------------------------------|--------------------|--|-------------------|--|--|--|------------------------------|
| | | Financements reçus | Financements reconstitués suite à la reprise de la dépréciation de l'actif financé | | Reprise suite à l'amortissement de l'actif financé | Reprise suite à la dépréciation de l'actif financé | Reprise suite à la cession ou mise au rebut de l'actif financé | |
| FINANCEMENT DE L'ACTIF PAR L'ETAT | 331 939 088 | 6 470 000 | | | 4 340 008 | | | 334 069 080 |
| Financements non rattachés à un actif | 0 | 0 | | | | | | |
| Financements rattachés à un actif | 331 939 088 | 6 470 000 | | | 4 340 008 | | | 334 069 080 |
| - Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements | 324 848 909 | | | | 4 340 008 | | | 320 508 902 |
| - Contrepartie et financement des actifs remis en pleine propriété | | | | | | | | |
| - Financement des autres actifs : | | | | | | | | |
| État | 7 090 179 | 6 470 000 | | | | | | 13 560 179 |
| Agence nationale de la recherche (ANR) - IA | | | | | | | | |
| Autres | | | | | | | | |
| FINANCEMENT DE L'ACTIF PAR DES TIERS AUTRES QUE L'ETAT | 4 167 321 | | | | | | | 4 167 321 |
| Financements non rattachés à un actif | 676 000 | | | | | | | 676 000 |
| - Régions | 376 000 | | | | | | | 376 000 |
| - Départements | | | | | | | | |
| - Communes et groupements de communes | | | | | | | | |
| - Autres collectivités et établissements publics | | | | | | | | |
| - Union Européenne | | | | | | | | |
| - Autres organismes | 300 000 | | | | | | | 300 000 |
| - Autres | | | | | | | | |
| Financements rattachés à un actif | 3 491 321 | | | | | | | 3 491 321 |
| - Régions | 110 911 | | | | | | | 110 911 |
| - Départements | | | | | | | | |
| - Communes et groupements de communes | 516 | | | | | | | 516 |
| - Autres collectivités et établissements publics | 1 252 789 | | | | | | | 1 252 789 |
| - Union Européenne | 711 426 | | | | | | | 711 426 |
| - Autres organismes | 698 729 | | | | | | | 698 729 |
| - Autres | 716 951 | | | | | | | 716 951 |
| TOTAUX | 336 106 409 | 6 470 000 | | | 4 340 008 | | | 338 236 401 |

Les financements externes d'immobilisations ne sont pas identifiés à ce jour avec suffisamment de précision dans l'actif pour permettre leur comptabilisation au passif. Ces financements, le cas échéant déjà perçus, figurent provisoirement en avance. Ceci explique la quasi absence d'augmentation des financements reçus, notamment au titre des financements d'équipements scientifiques : ces travaux de réconciliation de l'actif avec les financements externes reçus seront à mener en 2023, à l'issue de la finalisation des travaux d'inventaire débutés en 2022 et devant s'achever en 2023.

Ont été comptabilisés en tant que financements rattachés à un actif les seuls financements versés par le rectorat d'Île De France en 2022, d'une part, au titre du Contrat plan Etat Région 2015-2020 à hauteur de 6.370.000 € pour la restructuration du site Lhomond ; d'autre part, au titre du Contrat plan Etat Région 2021-2027 un montant de 100 K€ pour la réhabilitation de l'IBENS. En l'absence de mise en service des immobilisations correspondantes, aucune quote-part n'est reprise au résultat à ce jour.

Dans l'attente des travaux relatifs à la correcte identification des immobilisations acquises sur financements externes, seule la quote-part pour la mise à disposition des immeubles par l'Etat est comptabilisée en 2022 (comme en 2021) pour 4,3 M€.

4.2. Provisions pour risques et charges / Dépréciations.

4.2.1. Tableau des Provisions

| Rubriques et postes | Solde à l'ouverture de l'exercice | Dotations de l'exercice | Reprises de l'exercice | | Solde à la clôture de l'exercice |
|--|-----------------------------------|-------------------------|------------------------|------------------------|----------------------------------|
| | | | Provision utilisée | Provision non utilisée | |
| Provisions pour charges | | | | | |
| Provisions pour allocation perte d'emploi et indemnités de licenciement | 438 134 | 16 618 | | | 454 752 |
| Autres provisions pour charges CET | 341 730 | | 1 470 | | 340 260 |
| Autres provisions pour charges suite à suspension travaux laboratoires IBENS | 117 357 | | | | 117 357 |
| Autres provisions pour conventions CDSN à signer | 522 277 | 1 259 889 | | | 1 782 166 |
| Provisions pour risques | | | | | |
| Provisions pour litiges | 50 000 | 0 | | | 50 000 |
| Total des provisions | 1 469 498 | 1 276 507 | 1 470 | | 2 744 535 |

4.2.1. Provisions pour litiges.

Une provision est comptabilisée pour les risques et charges précises quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon exacte dès lors que :

- ✓ l'établissement a une obligation à l'égard d'un tiers,

- ✓ il est probable que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci,
- ✓ l'estimation de l'obligation est suffisamment fiable.

Le recensement des litiges en cours, avec l'appui du Pôle des Affaires Juridiques, avait conduit en 2021 à identifier un risque juridique à provisionner de façon prudentielle à hauteur de 50 K€, concernant une demande indemnitaire suite à licenciement, même si l'issue du référé avant examen sur le fond avait été favorable à l'Ecole. Après réexamen, ce risque est maintenu en 2022 et la provision pour litiges reste donc inchangée, en l'absence d'autres risques identifiés.

4.2.2. Provisions pour charges.

La provision pour allocation de perte d'emploi (ARE) a été marginalement augmentée (+17 K€) : elle correspond au risque de paiement d'allocation de retour à l'emploi. Elle est établie sur la base de la moyenne des dépenses enregistrées au titre des 5 derniers exercices.

La provision au titre du Compte Epargne Temps (CET) est stable (+1.470 €) à hauteur de 340 K€ correspondant à la valorisation de 3.051 jours cumulés au 31/12/2022.

La provision au titre des conventions de financements des CDSN (contrats doctoraux spécifiques normaliens), déjà constatée à la fin 2021 pour 522 K€, a été complétée en 2022 d'une dotation complémentaire de 1,3 M€, aboutissant à un montant total d'1,8 M€ : elle correspond au montant à reverser pour 2022 par l'Ecole à ses différents partenaires pour les cohortes 2021 et 2022 et dont les conventions, proposées à ces derniers, n'ont pas encore été signées au plus tard à la clôture 2022. Ce retard important de conventionnement s'explique essentiellement par le caractère tardif de la réponse de la DGESIP concernant le niveau de financement des CDSN par l'Etat, intervenue seulement en mai 2022².

Une provision pour charges a été inscrite en 2022 à hauteur de 117 K€, au titre du marché de travaux de réaménagement de deux laboratoires de l'IBENS, en raison de l'ajournement de ceux-ci. Dans l'attente de la transmission par les entreprises des pièces justificatives concernant cette dépense, cette provision est maintenue pour 2022.

4.2.3. Dépréciations.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles sont dépréciées sur le critère de l'ancienneté de la créance. La dotation aux provisions pour dépréciation des actifs circulants est évaluée chaque année sur cette base : les créances des comptes 4111, 416, 4417 et 463 d'au moins deux ans, émises au nom des débiteurs privés comme de débiteurs publics sont désormais systématiquement couvertes par la provision.

Compte tenu des recouvrements constatés en 2022 et des nouvelles créances encore dues, la provision pour dépréciation de comptes clients est maintenue à hauteur de 959 K€, marginalement ajustée cette année (+ 6 K€).

4.2.3. Tableau des dépréciations

| Rubriques et postes | Solde à l'ouverture de l'exercice | Dotations de l'exercice | Reprises de l'exercice | Solde à la clôture de l'exercice |
|--------------------------------------|-----------------------------------|-------------------------|------------------------|----------------------------------|
| Dépréciations des immobilisations | | | | |
| Dépréciations des stocks et en-cours | | | | |
| Dépréciations des comptes de tiers | 952 459,15 | 6 437,00 | | 958 896,15 |
| Dépréciations des comptes financiers | | | | |
| Total des dépréciations | 952 459,15 | 6 437,00 | | 958 896,15 |

² Pour mémoire, il est rappelé que la rémunération des doctorants, pour les contrats conclus à compter du 1^{er} septembre 2021, a été augmentée par arrêté du 11 octobre 2021 modifiant l'arrêté du 29 août 2016 en application des dispositions de la LOI n° 2020-1674 du 24 décembre 2020 de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 (dite LPR). Pour autant, le financement complémentaire de ce ministère n'a pas été intégré à la subvention pour charge de service public de 2021 et son niveau n'a été précisé qu'en cours d'année 2022 avant son inscription à la notification définitive.

4.3 Dettes

Le tableau des dettes est le suivant :

4.3. Tableau des dettes

| Rubriques et postes | Montants | Degré d'exigibilité du passif | | |
|--|-------------------|-------------------------------|---|-------------------------|
| | | Echéance à 1 an au plus | Echéance à plus d'1 an et 5 ans au plus | Echéance à plus d'5 ans |
| Dettes financières | 700 | | | 700 |
| - Emprunts obligataires | | | | |
| - Emprunts souscrits auprès des établissements financiers | | | | |
| - Dettes financières et autres emprunts | 700 | | | 700 |
| Dettes non financières | 92 125 922 | 27 059 909 | 54 417 049 | 10 648 963 |
| - Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 2 274 938 | 1 552 044 | 722 894 | |
| - Dettes fiscales et sociales | 2 444 606 | 2 444 606 | | |
| - Avances et acomptes reçus | 79 403 924 | 21 009 796 | 53 548 670 | 4 845 458 |
| - Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention) | 114 683 | 114 683 | | 0 |
| - Autres dettes non financières | 2 084 264 | 1 938 779 | 145 485 | 0 |
| - Produits constatés d'avance | 5 803 506 | 0 | 0 | 5 803 506 |
| TOTAUX | 92 126 622 | 27 059 909 | 54 417 049 | 10 649 663 |

4.3.1. Dettes financières.

Le solde des cautions reçues pour la direction des bibliothèques n'a pas évolué sur la période, restant à hauteur de 700 €.

4.3.2 Dettes d'exploitation - dettes non financières

✓ Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Ce poste correspond aux dettes vis-à-vis des fournisseurs, soit au titre de charges à payer, soit au titre des retenues de garanties.

- Retenues de garantie sur marchés de travaux : 136 K€, soit un solde en nette diminution (-131 K€ restitués et +37 K€ de nouvelles garanties) ;
- Services faits constatés mais factures non parvenues : 2,1 M€, soit une réduction de 682 K€ par rapport à la clôture 2021. Cette nette réduction s'explique en particulier par le « nettoyage » important sur le volume des services faits restant non dénoués à la fin 2022. Ceci explique que les charges à payer ici constatées concernent des services faits constatés en 2022 à hauteur d'1,4 M€.

✓ Dettes fiscales et sociales

Les éléments de calcul ont été produits selon les dispositions de l'instruction DGFIP du 27 novembre 2013 sur les modalités de comptabilisation des droits à congés, des comptes épargne-temps, des heures supplémentaires et des heures complémentaires. La valorisation du volume des jours figurant sur les comptes épargne-temps figure en provision (cf. § 4-2-1).

Les dettes sociales correspondent aux éléments de passifs sociaux, soit :

- Les dettes provisionnées pour congés payés : 521 K€ pour un montant en croissance de 169 K€ par rapport à celui de 2021 ;
- Les autres charges à payer au titre des dépenses de personnel pour un montant de 1,9 M€ (+527 K€) ont été comptabilisées :
 - ✓ d'une part, au titre des CDSN pour les conventions signées mais qui n'ont pas été payées faute de factures reçues pour 1,4 M€ (+530 K€) ;

- ✓ d'autre part, au titre de solde des indemnités versées aux membres du jury 2021/22 pour 429 K€. Aucune charge à payer au titre des mises à disposition de personnel n'a dû être comptabilisée à la clôture : ces charges figurent déjà parmi les dettes fournisseurs en cours d'année.

✓ **Avances et acomptes reçus**

Le montant de 79,4 M€ correspond au solde des avances reçues au titre des projets pluriannuels (recherche et Contrat de projet Etat – Région CPER). Si 58,6 M€ correspondent à des avances reçues antérieurement à 2022 (dont 4,8 M€ antérieurement à 2018), leur volume, encore très important pour 2022, concerne les partenaires principaux suivants :

| Avances 2022 | 13 672 815 |
|-----------------------|-------------------|
| ANR | 4 461 183 |
| Commission européenne | 3 547 585 |
| Université PSL | 3 368 914 |
| Région IdF | 2 295 134 |

✓ **Autres dettes non financières**

Il s'agit principalement de recettes à régulariser en attente d'informations permettant leur comptabilisation en produits, ou à défaut en avance. Représentant un total d'1,9 M€, elles sont en baisse de 245 K€ par rapport à la gestion 2021. Les encaissements du seul mois de décembre, qui ne pouvaient pas être régularisées dans l'attente de la bascule à SIFAC, représentent un montant cumulé de 952 K€.

✓ **Produits constatés d'avance**

Les produits constatés d'avance ont été comptabilisés à hauteur de 5,8 M€ principalement au titre des contrats de recherche.

V - Notes relatives aux postes du compte de résultat.

5.1 Produits

| Produits | 2022 | 2021 | Variation en % |
|--|--------------------|--------------------|-----------------------|
| Droits de scolarité | 1 081 269 | 1 147 151 | -6% |
| Chiffre d'affaires et variation de stocks autres que droits de scolarité | 8 074 645 | 9 631 806 | -16% |
| Subventions | 111 484 042 | 107 121 632 | 4% |
| Produits divers de gestion et produits financiers | 2 142 589 | 3 838 489 | -44% |
| Reprises sur provisions et quotes-parts de subvention | 4 341 478 | 4 383 722 | -1% |
| Total | 127 124 023 | 126 122 801 | 1% |

Les produits pour 2022 sont en légère augmentation de +1 M€.

✓ **Subventions d'exploitation :**

Conformément à l'instruction BOFIP-GCP-13-0022 du 5 décembre 2013 relative à la modalité de comptabilisation des subventions reçues, l'ENS a comptabilisé les subventions dès lors que les conditions nécessaires à la constitution du droit de l'organisme public bénéficiaire étaient satisfaites.

Les subventions d'exploitation soumises à conditions suspensives sont prises en compte en résultat au fur et à mesure de la réalisation des objectifs et des dépenses engagées.

Les subventions sans conditions sont enregistrées au cours de l'exercice pendant lequel elles ont été reçues.

Les subventions sont en augmentation de +4,4 M€, ainsi portées à hauteur de 111,5 M€. Elle s'explique par une nette augmentation de la subvention pour charges de service public (SCSP) de l'augmentation de la subvention pour charges de service public (+1,4 M€), qui s'explique en particulier par les crédits supplémentaires liés au fonctionnement, notamment au regard des surcoûts énergétiques (+719 K€) et au titre de la compensation de reste à charge sur le financement des concours (500 K€), et en matière salariale, au titre de la compensation du SMIC aux élèves fonctionnaires (+341 K€).

Les autres subventions sont aussi en forte augmentation : c'est le cas du préciput de l'ANR en croissance de +880 K€ ou de la « part F » versée par le CNRS (+605 K€). Les opérations d'ordre (produits à recevoir et produits comptabilisés d'avance) comptabilisées au titre des subventions reçues sur financements externes ont pu être imputées entre les différents types de subventions, selon des modalités différentes entre 2021 et 2022.

✓ **Contrats de recherche :**

Le chiffre d'affaire sur les contrats de recherche est comptabilisé selon la méthode de l'avancement depuis le 01/01/2015.

La méthode à l'avancement consiste à comptabiliser le chiffre d'affaires et le résultat au fur et à mesure de l'avancement des contrats. Dans la mesure où l'ENS n'a pas la possibilité d'estimer de façon fiable le résultat à terminaison, aucun profit n'est dégagé et le chiffre d'affaires est donc reconnu à hauteur des charges qui ont été enregistrées.

✓ **Produits de gestion et droits d'inscription :**

Les produits de gestion connaissent une forte baisse, reflétant celle des divers autres produits (1,7 M€). Elle s'explique, certes par une légère diminution des frais de gestion sur contrats de recherche (-78 K€) ou par l'absence de certains produits ponctuellement perçus en 2021 (notamment des indemnités assurances de -261 K€), mais surtout par une imputation différente des produits à recevoir entre 2021 et 2022.

Les droits d'inscription connaissent une faible variation (-65 K€).

✓ **Chiffre d'affaires et quotes-parts de subvention :**

Le chiffre d'affaires en nette diminution (-1,6 M€) s'explique principalement par une réduction importante des prestations de recherche (-1,9 M€), partiellement compensée par les produits de l'hébergement en particulier auprès des établissements partenaires (+241 K€).

La quote-part imputée au résultat pour les biens mis à disposition par l'Etat reste inchangée à hauteur de 4,3 M€. Les reprises sont, elles, quasi absentes en 2022, alors même qu'elles étaient déjà à un niveau très bas à la fin 2021 (43 K€).

5.2 Charges

| Charges | 2022 | 2021 | Variation en % |
|--|--------------------|--------------------|----------------|
| Achats | 5 873 610 | 5 253 460 | 12% |
| Services extérieurs | 3 457 543 | 3 463 891 | 0% |
| Autres services extérieurs | 16 240 293 | 15 550 518 | 4% |
| Impôts et taxes | 1 925 117 | 1 901 637 | 1% |
| Salaires | 86 882 035 | 82 272 441 | 6% |
| Charges de gestion | 5 670 752 | 5 290 665 | 7% |
| Charges financières | 118 650 | 54 602 | 117% |
| Dotations aux provisions et amortissements | 10 030 981 | 9 660 172 | 4% |
| Total | 130 198 981 | 123 447 386 | 5% |

Les charges 2022 connaissent une forte hausse (+6,8 M€) qui est variable selon la nature des dépenses concernées :

✓ **Charges de personnel :**

Les charges de personnel connaissent une forte hausse (+4,6 M€), nettement plus importante que celle constatées ces dernières années. Celle-ci s'explique principalement par la croissance des rémunérations principales (2,3 M€), dans une moindre mesure, celle des pensions civiles (+513 K€) et assurance maladie (+279 K€), des cotisations aux organismes sociaux (+13 K€), des congés payés (principalement la charge pour congés non pris : +494 K€), celle des indemnités et primes (+612 K€), ainsi que des allocations de retour à l'emploi payées à Pole emploi (+297 K€).

✓ **Services extérieurs et autres services extérieurs :**

Les prestations de services extérieurs sont en nette hausse (+690 K€), principalement liée aux prestations de voyage (+580 K€) et missions (+556 K€), et dans une moindre mesure, des frais de réception (+278 K€), des études et recherche (+150 K€) ou des frais de colloques (+109 K€) et des personnels intérimaire (+106 K€). Ceci est compensé par la réduction des charges liées aux CDSN (-916 K€), qui a donné lieu par ailleurs à provision.

✓ **Charges de gestion, charges financières et achats :**

Les charges de gestion sont en augmentation de +380 K€, principalement au titre des bourses d'accueil et aides sociales aux étudiants (+186 K€) et les diverses subventions et reversements (+170 K€).

Les achats sont aussi en augmentation, même moindre (+620 K€), principalement au titre des fournitures d'enseignement et de recherche (+295 K€), de l'électricité (+281 K€) et dans une moindre mesure des denrées alimentaires (+146 K€).

Les charges financières connaissent une légère augmentation (+64 K€) assez conjoncturelle.

✓ **Les dotations aux amortissements et provisions :**

Les dotations sont en augmentation (+371 K€), principalement en raison de la progression des amortissements (+339 K€), et à la marge des provisions (-32 K€). On soulignera le niveau élevé, mais assez stable (1,2 M€), des dotations aux provisions entre 2021 et 2022 mais destinées à couvrir des risques assez différents : les conventions CDSN non signées quasi uniquement en 2022 contre en 2021 une répartition, plus équitable, entre la dépréciation de comptes clients et la charge relative aux conventions CDSN non signées.

5.3. Résultat

Le résultat pour 2022 est déficitaire à hauteur de **-3 074 958 €**.

VI – Autres informations.

6.1 - Evènements postérieurs à la clôture

Néant

6.2 - Engagement hors bilan (source GFC SITUATION)

| Par enveloppe (en €) | Total cumulé des restes à payer (AE-CP 2017 à 2022) | Restes à payer à la clôture 2022 après prise en comptes des annulation d'engagement | Solde des restes à payer après comptabilisation des charges à payer 2022 (hors passifs sociaux) |
|-------------------------|--|---|--|
| Personnel | 37 371 € | 21 355 € | 21 355 € |
| Fonctionnement | 21 063 470 € | 19 049 658 € | 19 452 804 € |
| Investissement | 14 322 474 € | 9 605 842 € | 9 608 472 € |
| Total | 35 423 315 € | 28 676 855 € | 29 082 630 € |

Les engagements hors bilan correspondent aux engagements juridiques pris depuis 2017, non dénoués au 31 décembre 2022 et n'ayant pas donné lieu à la comptabilisation d'une charge à payer. Ils représentent un volume total de 35,4 M€. La prise en compte des différentes annulations d'engagements, constatées en 2022 à l'occasion de la bascule à SIFAC, conduit à ramener ces restes à payer à un montant total de 28,7 M€. Les charges à payer

en fonctionnement, précédemment indiquées (403 K€ en fonctionnement en particulier) et recensés lors de la clôture comptable, aboutissent à un solde cumulé de restes à payer de 29,1 M€ (19,5 M€ en fonctionnement et 9,6 M€ en investissement).

6.3 - Effectifs Personnels (source – SRH)

| | 2022 | 2021 | Variation en % |
|-----------------------|-------------|--------------|----------------|
| BIATSS non titulaires | 162 | 123 | 32% |
| BIATSS titulaires | 275 | 308 | -11% |
| E-C non titulaires | 431 | 371 | 16% |
| E-C titulaires | 147 | 149 | -1% |
| Elèves | 754 | 749 | 1% |
| Total général | 1769 | 1 700 | 4% |

6.4 - Effectifs Etudiants (source – COST)

| | 2022 | 2021 | Variation en % |
|---|-------------|--------------|----------------|
| normaliens élèves inscrits au DENS | 929 | 923 | 1% |
| normaliens élèves en scolarité non inscrits au DENS | 13 | 13 | 0% |
| normaliens étudiants inscrits au DENS | 546 | 520 | 5% |
| normaliens étudiants en scolarité non inscrits au DENS | 3 | 2 | 50% |
| normaliens de la sélection internationale inscrits au DENS | 67 | 60 | 12% |
| normaliens de la sélection internationale en scolarité non inscrits au DENS | 0 | 2 | NS |
| mastériens inscrits à l'ENS (hors normaliens) | 347 | 329 | 5% |
| auditeurs préparant l'agrégation inscrits à l'ENS (hors normaliens) | 42 | 39 | 8% |
| doctorants inscrits à l'ENS | 625 | 620 | 1% |
| doctorants SACRe et Collège de France* | 69 | 56 | 23% |
| Total | 2641 | 2 564 | 3% |

* inscription par l'ENS pour le compte des Ecoles d'art de PSL et du Collège de France